

Rapport annuel 2022



Cascades

Source de possibilités

Agent de transfert et registraire

Computershare
Services aux actionnaires
1500, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8 Canada
Téléphone : 514 982-7888
Sans frais (Canada) : 1 800 564-6253
Télécopieur : 514 982-7635
service@computershare.com

Siège social

Cascades inc.
404, boulevard Marie-Victorin
Kingsey Falls (Québec) J0A 1B0 Canada
Téléphone : 819 363-5100
Télécopieur : 819 363-5155

Relations avec les investisseurs

Cascades inc.
Jennifer Aitken, MBA
Directrice, relations avec les investisseurs
investisseur@cascades.com
Téléphone : 514 282-2697
www.cascades.com/investisseurs

La notice annuelle 2022 de Cascades inc. sera disponible à compter du 30 mars 2023, et il suffira d'en faire la demande au siège social de la Société.

Ce document sera aussi accessible dans le site Web de l'entreprise (www.cascades.com) et sera déposé dans le site SEDAR (www.sedar.com) à compter de ce jour.

The English version of this annual report is available upon request at the head office of the Corporation:

*Corporate Secretary
Cascades Inc.
404 Marie-Victorin Blvd.
Kingsey Falls, Québec
J0A 1B0 Canada*

Table des matières

Message du président et chef de la direction	4
Analyse par la direction	
Aperçu financier	8
Notre entreprise.....	9
Faits saillants.....	10
Perspectives à court terme.....	11
Facteurs clés	12
Indicateurs de rendement opérationnels	13
Prix de marché historiques des principaux produits et des matières premières.....	14
Tableau de sensibilité	15
Revue financière	16
Revue des secteurs	19
Activités corporatives	26
Situation de trésorerie et ressources en capital	
Situation financière consolidée aux 31 décembre 2022, 2021 et 2020.....	28
Avantages du personnel	30
Commentaires sur le quatrième trimestre de 2022	
Renseignements à l'égard du capital-actions.....	32
Obligations contractuelles et autres engagements	33
Opérations entre parties liées	
Changements dans les politiques comptables et information	
Principales estimations comptables et jugements.....	34
Contrôles et procédures.....	35
Facteurs de risque.....	36
Éventualités	45
Information supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS	
et autres mesures financières	46
Activités abandonnées.....	52
Information financière historique	53
États financiers consolidés audités	
Rapport de la direction.....	54
Rapport de l'auditeur indépendant	55
Bilans consolidés	59
Résultats consolidés	60
États consolidés du résultat global.....	61
États consolidés des capitaux propres.....	62
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	63
Information sectorielle.....	64
Notes afférentes aux états financiers consolidés	66



Mario Plourde

Président et chef
de la direction

Chers actionnaires,

L'année dernière, j'expliquais dans ma lettre comment l'environnement opérationnel et le rendement financier de Cascades étaient touchés par une importante escalade des coûts, des contraintes liées à la main-d'œuvre et des défis en matière de chaîne d'approvisionnement et de logistique. Cette conjoncture s'est intensifiée en 2022. En fait, la volatilité et l'ampleur de celle-ci ont été si importantes pendant l'année écoulée que nous avons été aux prises avec des coûts d'exploitation supplémentaires de plus de 475 millions de dollars, un niveau sans précédent dans notre histoire. Bien entendu, Cascades n'a pas été la seule à faire face à ces vents contraires macroéconomiques importants. Pourtant, malgré ce contexte commercial difficile, Cascades a remis 57 millions de dollars à ses actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions, et est restée fidèle à sa conviction que « les difficultés maîtrisées sont des occasions saisies ». Le lancement de notre plan stratégique 2022-2024 en février 2022 témoigne de cette volonté de saisir les occasions cernées pour stimuler la croissance stratégique et la rentabilité dans tous nos secteurs d'activité.

Nous avons réalisé des progrès notables dans le cadre de ce plan en 2022, générant des retombées financières substantielles grâce aux importantes mesures prévues, qui comprenaient des rajustements de prix, des améliorations de la production et de l'efficacité opérationnelle, la réorganisation de notre cadre logistique, et l'optimisation de notre clientèle et de notre catalogue de produits. Bien qu'importantes, les retombées de ces initiatives prennent du temps à être mises en œuvre et à se répercuter sur nos résultats, et celles qui ont été rentabilisées au cours de l'année n'ont pas suivi le rythme de la hausse des coûts sans précédent. Tout au long de l'année, ce décalage a été le plus marqué dans les résultats de notre segment Papiers tissu, pour lequel les efforts de rééquilibrage des prix diffèrent de ceux de nos activités d'emballage, où les rajustements de prix sont souvent intégrés dans les contrats. D'un point de vue structurel, cela rend la mise en œuvre de nos contre-mesures beaucoup plus longue et complexe à l'échelle de notre clientèle. Cela signifie également que les retombées de ces mesures seront toujours décalées par rapport aux répercussions immédiates de ces vents contraires sur notre rendement financier.

Bien qu'il soit toujours essentiel d'avoir une bonne direction, une plateforme opérationnelle positionnée de manière concurrentielle et une main-d'œuvre engagée, ces éléments sont d'autant plus cruciaux lorsque le contexte macroéconomique devient difficile. Non seulement ces éléments sont les plus faciles à contrôler, mais ils déterminent la maniabilité d'une entreprise, sa capacité à affronter la tempête et son aptitude à définir la voie qu'elle emprunte, de même que sa vitesse de croisière et ses chances d'arriver à bon port. Cependant, il existe un nombre équivalent de facteurs externes qu'une entreprise ne peut pas contrôler, et dont les répercussions peuvent se faire ressentir de plusieurs manières et à différents degrés sur sa réalité opérationnelle, notamment sa base de coûts, la demande des clients, sa capacité à attirer et à conserver les talents, et ses fournisseurs. Une bonne direction, de l'équipement concurrentiel et une main-d'œuvre forte, mobilisée et bien formée sont les piliers qui permettent à toute entreprise de surmonter les tempêtes.

Faire face aux vents contraires de 2022

Les initiatives décrites dans notre plan stratégique ont gagné du terrain au fil de l'année. La trajectoire de la marge du BAIIA (A)¹ consolidée de l'entreprise, qui est passée de 5,6 % au premier trimestre à 10,2 % au quatrième trimestre, montre bien cette tendance. En dépit de l'environnement opérationnel difficile de 2022, nous trouvons ces progrès encourageants et nous restons concentrés sur la mise en œuvre des objectifs de 2024 définis dans notre plan.

Notre segment Carton-caisse est celui qui a le plus contribué au rendement consolidé de Cascades de 2022. Ce dernier a augmenté ses ventes de 13 % cette année, ce qui témoigne du succès de ses stratégies de vente ciblées et de la tendance favorable des prix de l'indice tout au long de l'année. Malgré la volatilité et le niveau élevé des coûts d'exploitation de l'année dernière, ce segment a généré une marge du BAIIA (A)¹ de 18 % en 2022. De plus, l'ajout de l'usine de Bear Island à sa plateforme opérationnelle à partir du premier trimestre de 2023 améliorera le rendement financier de ce segment une fois que cette usine sera fonctionnelle.

Notre segment Produits spécialisés a eu un bon rendement en 2022 et a contribué fortement à la croissance du chiffre d'affaires et du BAIIA (A)¹ au cours de l'année. Bien qu'il ait également fait face à l'inflation des coûts et à la pénurie de main-d'œuvre, leurs répercussions ont été atténuées par la forte demande en solutions d'emballage durables et novatrices de ce segment et ses clauses contractuelles de révision des prix. C'est pourquoi il a augmenté ses ventes annuelles de 19 % et réalisé une marge du BAIIA (A)¹ de 14 % en 2022.

Naviguer dans les eaux inconnues de 2022 s'est avéré difficile pour notre segment Papiers tissu, qui s'est heurté à des fluctuations incessantes des coûts, à des défis commerciaux propres à ce secteur et à des contraintes de production internes. Ce qui a touché ce segment de manière unique, c'était l'ampleur inégalée des coûts supplémentaires liés à la hausse des prix des matières premières en 2022. Ces facteurs combinés se sont traduits par des hausses de coûts totalisant

¹ Certaines informations représentent des mesures non conformes aux IFRS, d'autres mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS qui ne sont pas normalisés selon les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures financières similaires divulguées par d'autres sociétés. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

environ 170 millions de dollars. Comme je l'ai mentionné précédemment, il faut du temps dans le secteur du papier tissu pour constater l'effet des mesures correctives, surtout dans le cas des rajustements de prix.

Parallèlement aux initiatives de gestion des revenus, l'augmentation des volumes de production est au cœur du plan de rentabilité du segment Papiers tissu. L'objectif fixé pour 2022, soit la production de 65 à 70 millions de caisses de produits transformés, n'a pas été atteint, et ce manque à gagner a nui au rendement financier de ce segment au cours de l'année. Cette situation s'explique en grande partie par les répercussions de la pénurie de main-d'œuvre sur notre capacité à atteindre les niveaux d'efficacité visés au cours de l'année. Ces facteurs ont également prolongé encore le temps nécessaire à l'accélération de la production de nos nouveaux équipements de conversion, installés dans l'ensemble de notre plateforme aux États-Unis en 2019 et 2020, et à l'intégration des actifs d'Orchids Paper acquis fin 2019. Nous continuons à progresser sur tous ces fronts, comme en témoigne la dynamique positive des deux derniers trimestres de 2022. Les retombées de nos initiatives devraient s'accroître à la fois en matière de dynamique et de portée au fur et à mesure de leur déploiement en 2023. Devant les signes précurseurs d'un relâchement de la pression sur le marché du travail, nous poursuivons nos efforts acharnés pour augmenter l'efficacité et les niveaux de production de notre plateforme de papiers tissu.

Moderniser notre plateforme opérationnelle

Cascades a réalisé un nombre important de modernisations et d'investissements stratégiques au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui, l'ensemble des actifs de l'entreprise est plus moderne et mieux positionné d'un point de vue concurrentiel qu'à tout autre moment de son histoire. Bien que le contexte macroéconomique reste difficile et imprévisible, nous sommes convaincus que ces investissements nous permettront d'apporter des améliorations fonctionnelles et financières croissantes.

Le projet de conversion de l'usine de Bear Island, le plus important de l'histoire de Cascades en matière d'investissement en capital, s'inscrit dans la volonté continue de l'entreprise d'améliorer sa position concurrentielle dans le secteur du carton-caisse et de positionner sa plateforme opérationnelle de manière à assurer sa croissance à long terme. Grâce à une capacité de production annuelle de 465 000 tonnes courtes de carton-caisse léger fait de fibres recyclées à 100 %, cette usine répondra à la demande croissante du marché de produits durables à poids de base léger, et se taillera une place parmi les meilleures de l'industrie, tant du point de vue des coûts de production que de la qualité des produits. Bien que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement aient retardé le démarrage de l'usine d'environ trois mois et que d'importantes pressions inflationnistes aient augmenté les niveaux de coût total, les prémisses d'investissement sous-jacentes de ce projet demeurent intactes dans les conditions actuelles du marché et nous attendons une contribution positive de cette usine dans les années à venir.

Améliorer la valeur offerte à nos employés

Les 10 000 talents qui travaillent dans nos 80 usines situées en Amérique du Nord sont à la fois le moteur et le cœur de Cascades. L'année 2022 a été difficile sur de nombreux plans, ce qui a exigé l'engagement et la flexibilité de chaque Cascadeuse et de chaque Cascadeur tandis que l'entreprise mettait en œuvre un large éventail de changements pour contrer les coûts élevés. Il ne fait aucun doute que la disponibilité de la main-d'œuvre a eu une incidence défavorable sur nos activités au cours de l'année. Mais dans ce contexte, nos équipes ont retroussé leurs manches, élargi l'offre de valeur destinée à notre personnel et se sont attaquées aux obstacles de front. Nous sommes immensément fiers et reconnaissants de la détermination, du dévouement et du niveau d'adaptabilité dont elles ont fait preuve tout au long de l'année.

L'horizon

Chez Cascades, nous visons un horizon à long terme et nous nous ajustons régulièrement en conséquence. Nous évaluons d'abord notre rendement trimestriel à court terme dans le contexte de cet objectif à long terme, avant d'apporter les changements nécessaires et d'affecter des ressources supplémentaires dans les secteurs requis, au besoin. Puis, nous mettons en œuvre des stratégies opérationnelles et financières pour harmoniser notre rendement à court terme avec nos objectifs de rentabilité et de rendement à long terme. L'année 2022 a été difficile, mais nous trouvons encourageant le niveau de réussite que nous avons atteint pour atténuer la hausse des coûts d'exploitation sans précédent à laquelle nous avons fait face tout au long de l'année.

Nos principales priorités pour 2023 sont l'accélération de la production de notre usine de carton-caisse fait de fibres recyclées à 100 % de Bear Island, en Virginie, et la rentabilisation des importants bénéfices financiers et opérationnels énoncés dans notre plan de rentabilité du papier tissu. À plus long terme, nous continuerons à mettre en œuvre les initiatives décrites dans notre plan stratégique 2022-2024 et nous proposerons une mise à jour complète du plan en mai 2023 lors de la divulgation des résultats de notre premier trimestre. Nous sommes optimistes quant à l'avenir et nous restons convaincus que les importants investissements de modernisation que nous avons réalisés, ainsi que nos initiatives stratégiques en cours, permettront de créer une valeur durable à long terme.

En mon nom et en celui de l'équipe de direction de Cascades, je tiens à vous remercier, vous, nos actionnaires, pour la confiance que vous nous accordez dans notre capacité à créer de la valeur à long terme pour vous. Ces remerciements s'adressent également à nos clients, nos employés, nos fournisseurs et autres parties prenantes pour leur soutien indéfectible qui joue, et continuera de jouer, un rôle déterminant dans la croissance de Cascades. Nous nous réjouissons à l'idée de faire encore mieux en 2023 et au-delà.

Nos bons coups



Reconnue pour une quatrième année consécutive comme **l'une des 100 entreprises les plus responsables au monde** selon Corporate Knights, Cascades se positionne au **20^e rang** parmi plus de 6 000 organisations analysées et se positionne au **1^{er} rang dans son secteur d'activité (Packaging)**.

MSCI
ESG RATINGS



CCC B BB BBB A AA AAA

Cascades a reçu **la note AA dans l'évaluation MSCI ESG Ratings**, qui fournit des recherches, des notations et des analyses approfondies des pratiques commerciales liées à l'environnement, à la société et à la gouvernance de milliers d'entreprises dans le monde.



Cascades obtient la **8^e place au palmarès des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada** selon Corporate Knights et se positionne au **1^{er} rang dans son secteur d'activité (Containers & Packaging)**. L'entreprise fait partie de ce palmarès depuis 2007.



Pour une douzième année consécutive, Cascades est considérée comme **l'organisation la plus responsable aux yeux des Québécoises et Québécois** selon le rapport annuel produit par l'Observatoire de la consommation responsable de l'ESG UQAM.



Depuis 2017, Cascades est reconnue comme **fournisseur GIGA-GURU** par Walmart pour son leadership envers la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



Certifiée Parité Bronze pour une troisième année consécutive par l'organisme La Gouvernance au Féminin, Cascades fait partie des 64 entreprises canadiennes reconnues.



Cascades se positionne **parmi les 100 meilleurs employeurs canadiens** selon le Canada's Top 100. Il s'agit d'une quatrième présence consécutive pour l'entreprise au sein de ce palmarès.



Cascades se classe cette année dans The Career Directory en tant que **milieu de travail où il fait bon débiter une carrière pour les nouveaux diplômés**.

ANALYSE DE LA DIRECTION

APERÇU FINANCIER

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audités)

	2022	2021	2020
Ventes	4 466	3 956	4 105
Bénéfice d'exploitation	33	50	292
BAIIA (A) (Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté) ¹	376	389	546
BAIIA (A) en pourcentage des ventes ¹	8,4 %	9,8 %	13,3 %
Bénéfice net (perte nette)			
Tel que divulgué	(34)	162	198
Ajusté ¹	37	27	187
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire (de base) (en dollars canadiens)			
Tel que divulgué	(0,34 \$)	1,60 \$	2,04 \$
Ajusté ¹	0,37 \$	0,26 \$	1,95 \$
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars canadiens)	0,48 \$	0,48 \$	0,32 \$
SITUATION FINANCIÈRE (au 31 décembre)			
Actif total	5 053	4 566	5 412
Dette nette ¹	1 966	1 351	1 679
Ratio dette nette / BAIIA (A) ¹	5,2 x	3,5 x	2,5 x
Capitaux propres des actionnaires	1 871	1 879	1 753
par action ordinaire (en dollars canadiens)	18,64 \$	18,63 \$	17,14 \$
Fonds de roulement sur les ventes ^{1,4}	10,5 %	8,6 %	8,8 %
INDICATEURS CLÉS			
Expéditions totales (en '000 de t.c.) ²	2 027	2 075	2 189
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication ³	89 %	90 %	92 %
\$ US/\$ CAN - Taux moyen	0,77 \$	0,80 \$	0,75 \$

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le document suivant présente le rapport financier annuel et l'analyse de la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de Cascades inc. - ci-après appelée « Cascades » ou « la Société ». Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes complémentaires s'y rapportant pour les exercices terminés les 31 décembre 2022 et 2021. Les renseignements qu'il contient comprennent les faits importants en date du 22 février 2023, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse. Pour de plus amples renseignements, les lecteurs sont priés de consulter la Notice annuelle de la Société, publiée séparément. Des renseignements supplémentaires sur la Société sont également disponibles sur le site Web SEDAR au www.sedar.com.

L'information financière présentée ci-après ainsi que les montants figurant dans les tableaux sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), sauf indication contraire. Sauf indication contraire, et à moins que le contexte ne l'exige autrement, les termes « nous », « notre » et « nos » font référence à Cascades inc. de même qu'à toutes ses filiales, coentreprises et entreprises associées.

La présente analyse a pour but de fournir aux lecteurs l'information que la direction estime essentielle à l'interprétation des résultats actuels de Cascades et à l'évaluation des perspectives de la Société. Par conséquent, certaines des déclarations contenues dans cette analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière, y compris celles qui ont trait aux résultats et au rendement pour les périodes futures, constituent, au sens des lois sur les valeurs mobilières, des énoncés prospectifs fondés sur les prévisions actuelles. L'exactitude de ces déclarations dépend d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart notable entre les résultats réels et ceux prévus, ce qui inclut, sans pour autant s'y limiter, la conjoncture économique en général, les baisses de la demande pour les produits de la Société, le coût et la disponibilité des matières premières, les fluctuations de la valeur relative de certaines devises, les variations des prix de vente, ainsi que tout changement défavorable dans la conjoncture générale du marché et de l'industrie. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, Cascades n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière inclut également des indicateurs et des indices de prix, de même que des analyses de sensibilité et de variance ayant comme objectif de fournir une meilleure compréhension des tendances de notre exploitation. Ces renseignements reposent sur les meilleures estimations dont dispose la Société.

¹ Certaines informations représentent des mesures non conformes aux IFRS, d'autres mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS qui ne sont pas normalisés selon les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures financières similaires divulguées par d'autres sociétés. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions intersecteurs entre les différents secteurs. Excluant les expéditions du secteur des produits spécialisés en raison de la variété d'unités de mesure que ce secteur utilise.

³ Défini comme : les expéditions internes et externes de fabrication / capacité pratique. Excluant les activités de fabrication de notre secteur des produits spécialisés.

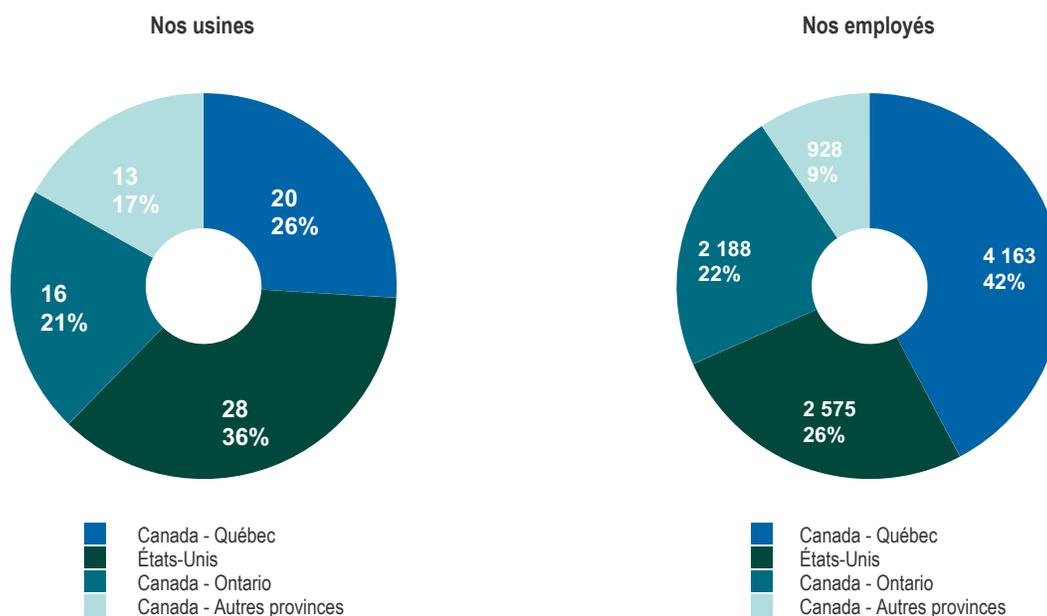
⁴ En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen trimestriel des douze derniers mois (DDM) / ventes DDM (non ajusté pour le reclassement rétrospectif des activités abandonnées).

NOTRE ENTREPRISE

Cascades inc. est une entreprise spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation de produits d'emballage et de papiers tissu composés principalement de fibres recyclées. Fondée en 1964 à Kingsey Falls, au Québec, au Canada, la Société a été mise sur pied par les frères Lemaire, qui étaient déjà convaincus qu'une entreprise suivant les principes du développement durable, de la réutilisation, de la récupération et du recyclage pourrait réussir et être profitable. Après plus de 55 ans d'activité, Cascades est devenue une multinationale de près de 80 unités d'exploitation¹ et compte approximativement 10 000 employés¹ répartis entre le Canada et les États-Unis. La Société exerce ses activités dans les trois secteurs suivants :

(Secteurs) (non audités)	Nombre d'usines ¹	Ventes ² 2022 (en M\$)	% des ventes	Bénéfice (perte) d'exploitation 2022 (en M\$)	BAIIA (A) 2022 ^{2,3} (en M\$)	Marge BAIIA (A) 2022 ^{2,3} (%)	% du BAIIA (A)
PRODUITS D'EMBALLAGE							
Carton-caisse	25	2 265	52,2 %	266	401	17,7 %	83,5 %
Produits spécialisés	20	654	15,1 %	86	92	14,1 %	19,2 %
PAPIERS TISSU	14	1 422	32,7 %	(175)	(13)	(0,9 %)	(2,7 %)

La répartition par secteurs géographiques de nos usines⁴ et de nos employés à travers l'Amérique du Nord est comme suit :



¹ Incluant les coentreprises détenues à 50 %. La Société compte également 18 unités de récupération et de recyclage, qui sont incluses au sein des activités corporatives.

² Excluant les entreprises associées et coentreprises non consolidées aux résultats. Veuillez consulter la Note 8 des états financiers consolidés audités de 2022 pour plus de détails sur les entreprises associées et les coentreprises.

³ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

⁴ Excluant les bureaux de vente, les unités de transport et de distribution ainsi que les unités de services corporatifs et les sièges sociaux. Incluant nos principales coentreprises.

FAITS SAILLANTS

PLAN STRATÉGIQUE 2022-2024

Dans le cadre de la révision annuelle de sa stratégie d'entreprise, la Société analyse l'ensemble de ses activités ainsi que l'environnement dans lequel elle évolue, fixe des objectifs pour l'année suivante et les années à venir et approuve ses budgets, le tout dans une optique de création de valeur pour ses actionnaires. Le 24 février 2022, la direction et le conseil d'administration ont divulgué leur plan stratégique pour les années 2022 à 2024. Nous fournirons une mise à jour complète de notre plan stratégique pour les années 2022 à 2024 en conjonction avec nos résultats du premier trimestre de 2023 le 11 mai 2023.

Voici une mise à jour sur deux des principales initiatives du plan stratégique :

PLAN DE RENTABILITÉ DU SECTEUR DES PAPIERS TISSU

Le plan est suivi de près par la direction et progresse avec des initiatives axées sur l'efficacité de la production, la gestion des revenus nets et les économies de coûts. Nous croyons que ces avantages atténueront les vents contraires importants et sans précédent sur les coûts auxquels le secteur est confronté, tout en consolidant les bases de la Société pour son succès futur.

Le 24 février 2022, les objectifs suivants ont été divulgués pour notre secteur des papiers tissu :

(en millions de dollars canadiens, sauf lorsque mentionné autrement) (non audités)	2022 Cible	2024 Cible
Volume (en millions de caisses)	65 - 70	75 - 80
Ventes	~1,5 G\$	~1,7 G\$
BAlIA (A) ¹	~60 M\$ - 80 M\$	~150 M\$

En 2022, le secteur des papiers tissu a enregistré des ventes de 1 422 M\$ et un BAlIA (A)¹ négatif de 13 M\$. La combinaison de l'escalade persistante des coûts et des volumes de vente inférieurs aux prévisions, résultant principalement d'une productivité plus faible et à des retards à court terme dans la mise en œuvre des augmentations de prix annoncées par l'industrie, a entraîné une performance du BAlIA (A)¹ inférieure aux attentes de ce segment pour l'exercice. La fermeture imprévue et temporaire d'une machine à papier de St. Helens, en Oregon, en septembre, a également eu une incidence sur la performance de l'exercice. La production de la machine à papier de St. Helens a repris à la mi-février 2023. Ces impacts ont été partiellement compensés par des initiatives de rentabilité, qui ont commencé à générer des résultats positifs, dont la cadence se poursuivra tout au long de 2023.

Les impacts des vents contraires sur les coûts en 2022 reflètent les éléments suivants :

- Matières premières – l'indice des prix de la pâte vierge (NBHK) a augmenté d'environ 23 %, ou 285 \$ US/tonne;
- Matières premières – l'indice des fibres recyclées de qualité blanche a augmenté d'environ 75 %, ou 100 \$ US/tonne;
- Énergie – le gaz naturel a augmenté d'environ 73 %, ou 2,80 \$ US/mmBtu;
- Coût de transport plus élevé, y compris les surcharges de carburant, les produits chimiques et les fournitures de production;
- Les volumes de vente de produits transformés de 59 millions de caisses en 2022 étaient inférieurs de plus de 10 % à notre fourchette cible de 65 à 70 millions de caisses pour l'exercice.

Les avantages réalisés en 2022 grâce aux initiatives de rentabilité en cours sont résumés comme suit :

- Augmentations de prix (tissu : détail/hors foyer) – mai 2022 et juillet 2022 : ~115 M\$;
- Économies des coûts de logistique et autres : ~15 M\$.

Bien que les augmentations de prix de vente prennent plus de temps à se concrétiser dans notre secteur des papiers tissu, nous sommes encouragés par les progrès réalisés et nous nous attendons à ce que des avantages continus soient générés par des initiatives opérationnelles et de rentabilité supplémentaire dans l'ensemble de nos activités.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

PROJET BEAR ISLAND

Le projet d'investissement stratégique de Bear Island, qui consiste à convertir des équipements à la fabrication de carton-caisse recyclé, progresse comme prévu malgré le contexte actuel d'importante inflation des coûts et de retards dans l'achèvement de certaines étapes de construction en raison de la disponibilité de la main-d'œuvre et des matériaux. L'investissement total initial de 475 M\$ (380 M\$ US) a été révisé à la hausse au deuxième trimestre de 2022 pour atteindre une fourchette de 595 M\$ à 615 M\$ (470 M\$ US à 485 M\$ US) en raison d'une importante pression inflationniste sur les coûts de construction et des contraintes de la chaîne d'approvisionnement entraînant des retards dans la livraison des matériaux. Le coût du projet est maintenant révisé de 675 M\$ à 690 M\$ (515 M\$ US à 525 M\$ US) en raison des retards et des travaux supplémentaires nécessaires pour achever le projet.

La date de démarrage annoncée de l'installation était prévue pour le 14 décembre 2022. Cependant, ces facteurs ont continué de persister au troisième trimestre et, par conséquent, le démarrage du projet est prévu pour la fin du mois de mars 2023. La Société travaille en étroite collaboration avec les entrepreneurs pour atténuer d'autres retards potentiels causés par ces éléments.

Depuis 2018, nous avons investi 512 M\$ (335 M\$ en 2022). Le projet a entraîné des coûts opérationnels de 12 M\$ en 2022 et de 6 M\$ en 2021.

Les investissements en capital importants pour ce projet, combinés à nos résultats financiers consolidés plus faibles en 2022, ont entraîné une augmentation notable de notre ratio dette nette sur BAIIA (A)¹. Cette tendance devrait s'inverser avec l'amélioration des performances commerciales dans les mois à venir et les flux de trésorerie positifs du projet Bear Island à la suite du démarrage de l'installation.

DÉMARRAGE D'ENTREPRISES, ACQUISITION, CESSION ET FERMETURE

Les transactions suivantes doivent être prises en considération afin de bien comprendre les analyses globales ou sectorielles des résultats de la Société de 2022 et de 2021.

CARTON PLAT EUROPE

- Le 26 octobre 2021, la Société a conclu la transaction de vente de son secteur carton plat Europe. Les activités sont présentées comme activités abandonnées depuis le deuxième trimestre de 2021 avec le retraitement du premier trimestre de 2021 ainsi que de l'année comparative 2020.

FAITS ET DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS

2022

- Le 19 octobre 2022, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour son entente de crédit existante pour augmenter son emprunt à terme autorisé de 160 M\$ US à 260 M\$ US et en prolonger l'échéance de décembre 2025 à décembre 2027. Simultanément, la Société a prolongé l'échéance de son crédit bancaire rotatif de 750 M\$ de juillet 2025 à juillet 2026. Les conditions financières existantes de ces deux facilités de crédit sont demeurées inchangées. La Société a encouru des frais de transactions capitalisables de 2 M\$ relativement au refinancement.

2021

- Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le remboursement partiel de ses billets subordonnés non garantis. La transaction a été conclue le 10 novembre 2021, et la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement, et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$).
- Le 5 août 2021, la Société a annoncé la hausse de son dividende trimestriel, passant de 0,08 \$ à 0,12 \$ par action ordinaire.

PERSPECTIVES À COURT TERME

Nous demeurons prudents en ce qui concerne nos perspectives puisque des conditions macroéconomiques sont encore à ce jour difficiles et imprévisibles, et les pressions inflationnistes sur les coûts, bien qu'elles s'assouplissent, se poursuivent. Malgré cela, nous avons débuté 2023 en bonne position pour stimuler la croissance de l'entreprise tout au long de l'année. Nous prévoyons des résultats séquentiellement inférieurs dans notre secteur du carton-caisse au premier trimestre. Cela reflète le règlement d'assurance partiel de 5 M\$ reçu au cours du trimestre actuel et la continuité des volumes et des prix de vente légèrement plus faibles dont les répercussions ne seront pas compensées par des vents favorables sur la baisse des coûts des matières premières. Le secteur des produits spécialisés devrait générer des résultats modérément plus solides au premier trimestre alors que les tendances favorables sur les prix de vente et les volumes contrecarreront l'environnement de coûts de production toujours plus élevés. Enfin, nous prévoyons que les résultats de notre secteur des papiers tissu s'amélioreront légèrement séquentiellement. Nous anticipons que la dynamique positive des initiatives de rentabilité et d'exploitation se poursuivra, que les prix des matières premières seront plus favorables et qu'il y aura une bonne demande pour les produits de vente au détail des papiers tissu. Cependant, nos perspectives tempérées pour ce secteur reflètent une demande plus faible pour les produits hors foyer et le retard dans le redémarrage de la machine à papier de notre usine de St. Helens en Oregon qui a eu lieu le 10 février.

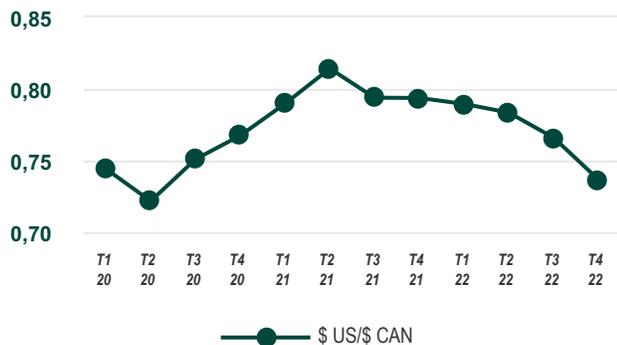
¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

FACTEURS CLÉS

Les résultats de Cascades peuvent être influencés par la variation des éléments suivants :

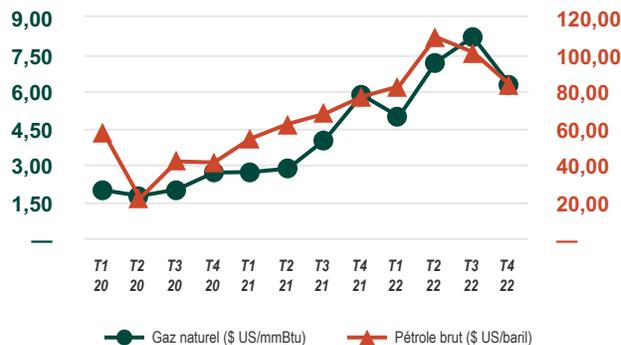
TAUX DE CHANGE

Sur une base annuelle, la valeur moyenne du dollar canadien s'est dépréciée de 4 % par rapport au dollar américain en 2022.



COÛTS DE L'ÉNERGIE

Sur une base annuelle, le prix moyen du gaz naturel a augmenté de 73 % en 2022. En ce qui concerne le pétrole brut, le prix moyen a été en hausse de 44 % en 2022 par rapport à 2021.



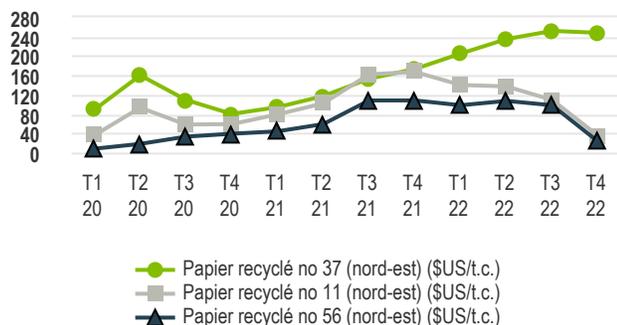
(non audités)	2020					2021					2022
	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE
\$ US/\$ CAN - taux moyen	0,75 \$	0,79 \$	0,81 \$	0,79 \$	0,79 \$	0,80 \$	0,79 \$	0,78 \$	0,77 \$	0,74 \$	0,77 \$
\$ US/\$ CAN - taux de clôture	0,79 \$	0,80 \$	0,81 \$	0,79 \$	0,79 \$	0,79 \$	0,80 \$	0,78 \$	0,72 \$	0,74 \$	0,74 \$
Gaz naturel Henry Hub - \$ US/mmBtu	2,08	2,69 \$	2,83 \$	4,01 \$	5,83 \$	3,84	4,95 \$	7,17 \$	8,20 \$	6,26 \$	6,64 \$
Pétrole brut (\$ US/baril)	40,54 \$	54,16 \$	62,01 \$	67,60 \$	76,84 \$	65,15 \$	82,49 \$	109,25 \$	101,05 \$	83,39 \$	94,04 \$

Source : Bloomberg

MATIÈRES PREMIÈRES

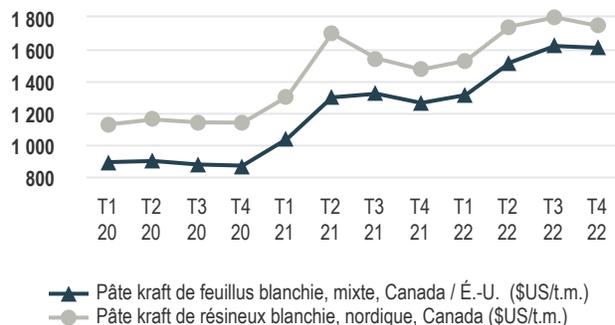
Prix de référence - coût de la fibre recyclée en Amérique du Nord¹

Le prix de l'indice annuel des papiers recyclés bruns n° 11 (vieux cartons ondulés) a diminué de 17 % tandis que celui des papiers recyclés blancs n° 56 (papiers résidentiels triés) a augmenté de 1 % en 2022 par rapport à 2021. Le prix de l'indice annuel des papiers recyclés blancs n° 37 (papiers de bureau triés) a augmenté de 75 % en 2022 par rapport à 2021.



Prix de référence - pâte commerciale en Amérique du Nord¹

Les prix de référence de la pâte kraft de résineux blanchie et de la pâte kraft de feuillus blanchie ont augmenté de 15 % et de 23 % respectivement, en 2022 par rapport à 2021, en raison de la dynamique de la demande mondiale.



¹ Source : RISI, excluant les papiers recyclés non triés

INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNELS

Afin d'atteindre nos objectifs à long terme tout en surveillant notre plan d'action, nous utilisons certains indicateurs de rendement opérationnels, notamment :

(non audités)	2020					2021					2022
	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE
OPÉRATIONNELS											
Expéditions totales (en '000 t.c.)¹											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	1 544	391	385	377	368	1 521	372	379	391	364	1 506
Papiers tissu	645	123	138	148	145	554	131	133	134	123	521
Total	2 189	514	523	525	513	2 075	503	512	525	487	2 027
Taux d'intégration²											
Carton-caisse	56 %	57 %	57 %	58 %	58 %	58 %	57 %	57 %	52 %	53 %	55 %
Papiers tissu	75 %	79 %	69 %	71 %	76 %	74 %	79 %	82 %	85 %	87 %	83 %
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication³											
Carton-caisse	96 %	97 %	96 %	94 %	89 %	94 %	93 %	96 %	93 %	83 %	91 %
Papiers tissu	83 %	80 %	78 %	84 %	85 %	82 %	84 %	81 %	88 %	81 %	83 %
Total consolidé	92 %	92 %	90 %	91 %	88 %	90 %	90 %	92 %	91 %	83 %	89 %
FINANCIERS											
Fonds de roulement											
En millions de \$ CAN, en fin de période ⁴	367	376	377	410	297	297	424	493	561	397	397
En pourcentage des ventes ^{4, 5}	8,8 %	8,4 %	8,4 %	8,5 %	8,6 %	8,6 %	9,3 %	9,6 %	10,2 %	10,5 %	10,5 %

1 Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions intersecteurs entre les différents secteurs. Excluant les expéditions du secteur des produits spécialisés en raison de la variété d'unités de mesure que ce secteur utilise.

2 Défini comme : le pourcentage des expéditions de fabrication transférées à nos activités de transformation.

3 Défini comme : les expéditions internes et externes de fabrication / capacité pratique. Excluant les activités de fabrication de notre secteur des produits spécialisés.

4 Certaines informations représentent des mesures non conformes aux IFRS, d'autres mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS qui ne sont pas normalisés selon les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures financières similaires divulguées par d'autres sociétés. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

5 En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen trimestriel des douze derniers mois (DDM) / ventes DDM (non ajusté pour le reclassement rétrospectif des activités abandonnées).

PRIX DE MARCHÉ HISTORIQUES DES PRINCIPAUX PRODUITS ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

	2020	2021				2022				2022 vs 2021			
	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	Var.	%
Les indices servent uniquement à indiquer une tendance. Ils peuvent différer de nos prix de vente ou d'achat réels. (non audités)													
Prix de vente (moyenne)													
PRODUITS D'EMBALLAGE													
Carton-caisse (\$ US/tonne courte)													
Papier doublure kraft non blanchi, 42 lb, est des É.-U. (marché libre)	723	772	825	858	875	833	895	935	935	915	920	87	10 %
Papier médium semi-chimique, 26 lb, est des É.-U. (marché libre)	623	675	735	775	795	745	818	865	865	832	845	100	13 %
Produits spécialisés (\$ US/tonne courte)													
Carton plat recyclé non couché - copeaux flexibles, 20 pt (Série B)	708	740	793	867	980	845	1 027	1 067	1 100	1 100	1 073	228	27 %
PAPIERS TISSU (\$ US/tonne courte)													
Bobines mères, fibres recyclées (officiel)	1 120	1 115	1 159	1 170	1 178	1 156	1 213	1 271	1 291	1 290	1 266	110	10 %
Bobines mères, fibres vierges (officiel)	1 428	1 453	1 550	1 544	1 511	1 515	1 504	1 597	1 644	1 631	1 594	79	5 %
Prix des matières premières (moyenne)													
PAPIER RECYCLÉ													
Amérique du Nord (\$ US/tonne courte)													
Papiers résidentiels triés, n° 56 (SRP - moyenne du Nord-Est)	24	44	59	108	108	80	98	107	98	23	81	1	1 %
Boîtes de cartonnage ondulé, n° 11 (OCC - moyenne du Nord-Est)	61	79	102	162	167	127	140	137	109	35	105	(22)	(17 %)
Papiers de bureau triés, n° 37 (SOP - moyenne du Nord-Est)	109	94	117	153	173	134	205	235	252	248	235	101	75 %
PÂTE VIERGE (\$ US/tonne métrique)													
Pâte kraft de résineux blanche, nordique, Canada	1 141	1 302	1 598	1 542	1 472	1 478	1 527	1 743	1 800	1 745	1 704	226	15 %
Pâte kraft de feuillus blanche, mixte, Canada / É.-U.	883	1 037	1 297	1 320	1 262	1 229	1 312	1 517	1 620	1 608	1 514	285	23 %

Sources : RISI et Cascades

TABLEAU DE SENSIBILITÉ¹

Le tableau de sensibilité présente une estimation quantitative de l'incidence sur le bénéfice d'exploitation annuel de Cascades des variations possibles des prix de vente de ses principaux produits, des coûts de certaines matières premières et de l'énergie, ainsi que des taux de change, en supposant que, pour chaque variation, toutes les autres variables demeurent constantes. Cette sensibilité est fondée sur les expéditions externes de fabrication et de transformation ainsi que sur les chiffres de consommation de Cascades en 2022. Cependant, il est important de noter que ce tableau ne tient pas compte des instruments de couverture des risques utilisés par la Société. En fait, les politiques de gestion et les portefeuilles de couverture de Cascades (voir la section « Facteurs de risque ») doivent également être pris en considération pour une analyse complète de la sensibilité des facteurs illustrés.

En ce qui concerne le taux de change \$ CAN/\$ US, nous ne considérons pas la sensibilité indirecte de Cascades. Cette sensibilité est liée au fait que certains des prix de vente et des coûts des matières premières de Cascades au Canada se fondent sur des prix et des coûts de référence en dollars américains qui sont convertis en dollars canadiens. Autrement dit, la fluctuation du taux de change peut avoir une influence directe sur la valeur des ventes et des achats des usines canadiennes au Canada. Cependant, puisque celle-ci est difficilement mesurable de manière précise, nous ne l'incluons pas dans le tableau qui suit. Celle-ci exclut également l'incidence de la fluctuation des taux de change sur les éléments de fonds de roulement et la trésorerie en mains des unités canadiennes de la Société libellées en devises autres que le dollar canadien. La fluctuation des taux de change a également une incidence sur la conversion en dollars canadiens des résultats des unités étrangères.

(non audités)	EXPÉDITIONS/ CONSOMMATION ('000 DE TONNES COURTES, '000 MMBTU POUR LE GAZ NATUREL)	AUGMENTATION	IMPACT SUR LE BÉNÉFICE D'EXPLOITATION (EN MILLIONS DE \$ CAN)
PRIX DE VENTE (FABRICATION ET TRANSFORMATION)²			
Produits d'emballage			
Papier doublure kraft non blanchi, 42 lb, Est des É.-U.	390	25 \$ US/t.c.	13
Papier médium semi-chimique, 26 lb, Est des É.-U.	310	25 \$ US/t.c.	10
Carton plat recyclé non-couché - copeaux flexibles, 20 pt, Est des É.-U.	130	25 \$ US/t.c.	4
Produits transformés (à base de carton seulement)	820	25 \$ US/t.c.	28
	1 650		55
Papiers tissu			
	520	25 \$ US/t.c.	18
	2 170		73
COÛTS DES INTRANTS²			
Produits d'emballage			
Grades bruns (OCC et autres)	1 480	25 \$ US/t.c.	(50)
Grades à base de pâte mécanique (SRP et autres)	80	25 \$ US/t.c.	(3)
	1 560		(53)
Papiers tissu			
Pâte commerciale	190	25 \$ US/t.c.	(6)
Grades bruns (OCC et autres)	180	25 \$ US/t.c.	(6)
Grades blancs (SOP et autres)	290	25 \$ US/t.c.	(10)
	660		(22)
GAZ NATUREL			
Produits d'emballage	3 700	1,00 \$ US/mmBtu	(5)
Papiers tissu	4 300	1,00 \$ US/mmBtu	(6)
	8 000		(11)
TAUX DE CHANGE³			
Conversion des filiales américaines		Variation de 0,01 \$ CAN/\$ US	1

¹ Sensibilité calculée à partir des volumes utilisés ou des consommations de 2022, et utilisant le taux de change de clôture de 1,35 \$ CAN/\$ US. Sont exclus les programmes de couverture et l'incidence de dépenses connexes comme les escomptes, les commissions sur les ventes et le partage aux profits.

² Fondés sur les expéditions externes de fabrication et de transformation de 2022, de même que sur la consommation de fibres et de pâtes. Sont inclus les achats effectués à l'interne via nos activités de récupération et recyclage. Ajustés au besoin pour tenir compte des acquisitions, dispositions et fermetures.

³ Par exemple, de 1,35 \$ CAN/\$ US à 1,36 \$ CAN/\$ US.

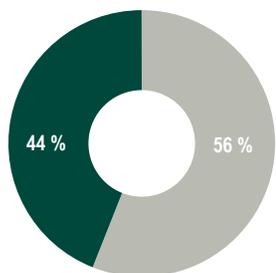
REVUE FINANCIÈRE - 2022

VENTES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, les ventes consolidées se sont élevées à 4 466 M\$, soit une augmentation de 510 M\$, ou de 13 %, comparativement à 3 956 M\$ en 2021. Cela reflète des prix de vente plus élevés, un assortiment de produits vendus favorable ainsi que l'effet favorable du taux de change. Cela a été partiellement compensé par la baisse des volumes dans tous les secteurs.

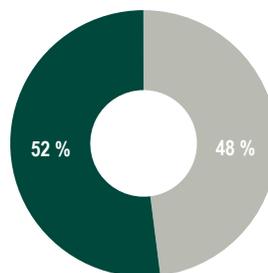
Les graphiques suivants présentent la répartition des ventes par secteurs géographiques :

Ventes en provenance de (en %)



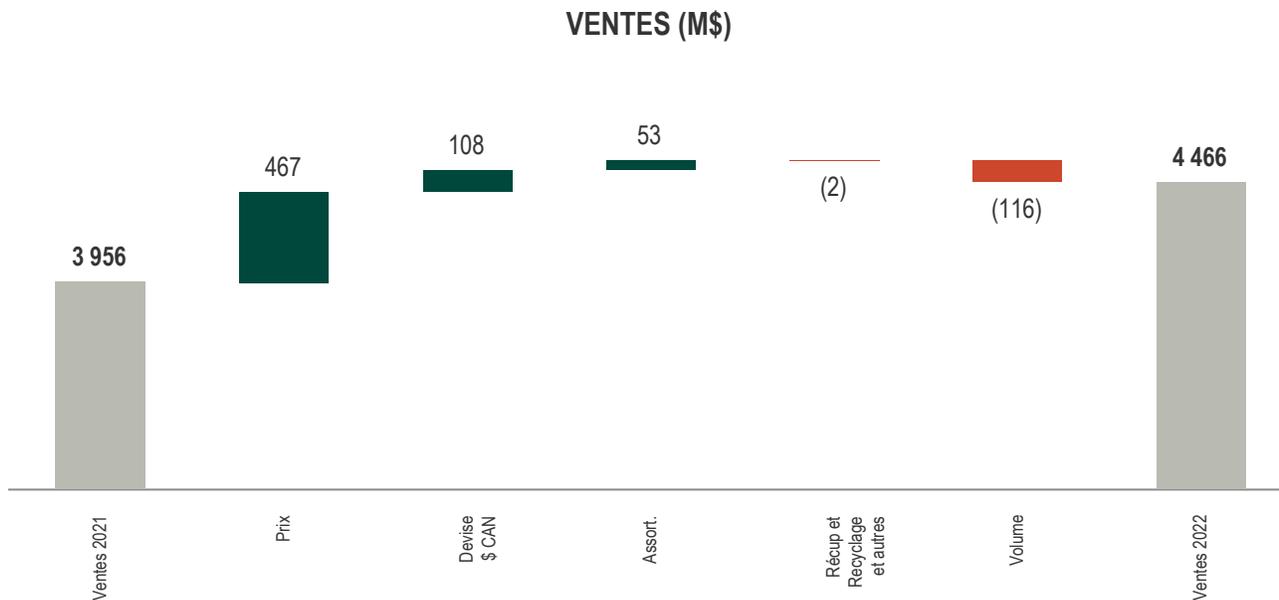
■ États-Unis ■ Canada

Ventes à destination de (en %)



■ États-Unis ■ Canada

Les principales variations des ventes de 2022, comparativement à 2021, sont présentées ci-dessous : (en millions de dollars canadiens)

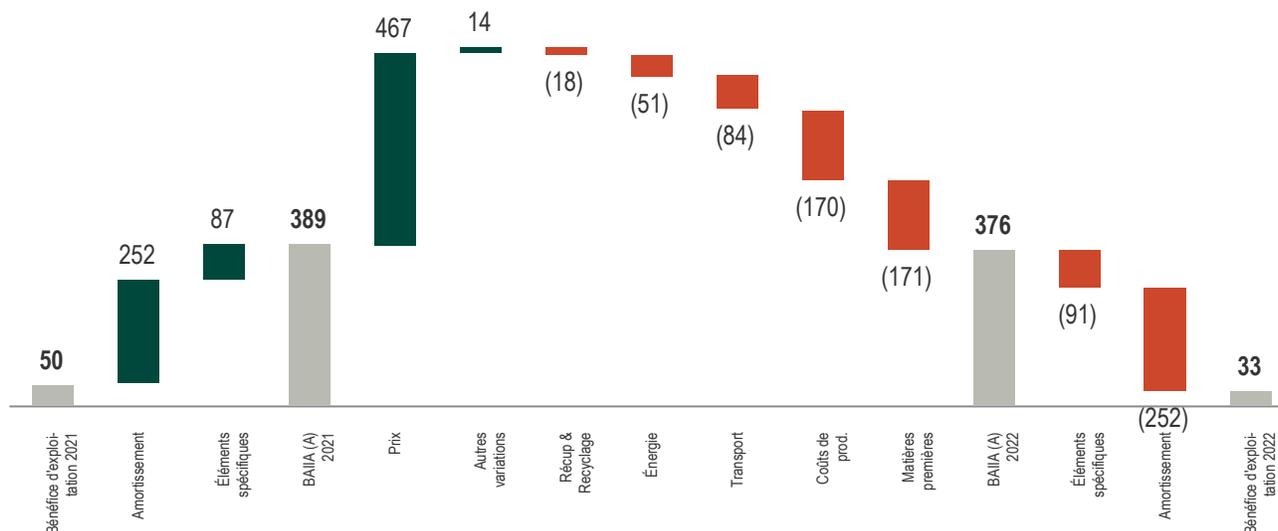


BÉNÉFICE D'EXPLOITATION ET BAI(A)¹

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, la Société a enregistré un bénéfice d'exploitation de 33 M\$, comparativement à 50 M\$ en 2021. La Société a enregistré un BAI(A)¹ de 376 M\$ en 2022, comparativement à 389 M\$ en 2021. La diminution reflète en grande partie la pression inflationniste importante sur tous les coûts ainsi que la baisse des volumes dans tous les secteurs, contrebalancée par des prix de vente plus élevés qui ont profité à tous les secteurs.

Les principales variations du bénéfice d'exploitation et du BAI(A)¹ en 2022, comparativement à 2021, sont présentées ci-dessous : (en millions de dollars canadiens)

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION ET BAI(A) (M\$)



Matières premières (BAI(A)¹)	Les effets estimatifs de ces coûts sont basés sur des coûts de production par unité expédiée à l'externe ou entre les secteurs qui subissent les incidences du rendement, de l'évolution de l'assortiment de produits, des coûts de transport pour ces intrants et des prix d'achat et de transfert. En plus de l'achat de pâte commerciale et de fibres recyclées, ces coûts comprennent les achats de cartons et de bobines mères provenant de l'externe pour les secteurs de la transformation et d'autres achats des matières premières, notamment le plastique et les copeaux.
Devise \$ CAN (BAI(A)¹)	L'effet estimatif du taux de change est basé sur les ventes à l'exportation des unités canadiennes de la Société, en devise \$ US, moins les achats, qui subissent l'incidence de l'évolution des taux de change, ainsi que sur la conversion en \$ CAN du BAI(A) ¹ des filiales non canadiennes. Cela inclut également l'effet du taux de change sur les éléments du fonds de roulement et la trésorerie en mains des entités canadiennes de la Société dans une autre devise que le \$ CAN, ainsi que les transactions de couverture. Excluant la sensibilité indirecte (veuillez consulter la section « Tableau de sensibilité » pour plus de détails).
Autres coûts de production (BAI(A)¹)	Les autres coûts de production incluent l'incidence des coûts fixes et variables basés sur les coûts de production par unité expédiée à l'externe, qui sont influencés par les arrêts de production et l'efficacité.
Récupération et recyclage (ventes et BAI(A)¹)	Suivant l'intégration de ce sous-secteur avec les autres secteurs de la Société, les variations des résultats des activités de récupération et de recyclage sont présentées de façon globale et séparées dans les graphiques.

L'analyse des variations des ventes et du BAI(A)¹ par secteur est présentée dans chaque revue par secteur d'activité (veuillez consulter la section « Revue des Secteurs » pour plus de détails).

AMORTISSEMENT

La charge d'amortissement est demeurée stable, se chiffrant à 252 M\$ en 2022. Cela reflète la dépréciation du dollar canadien qui a augmenté la charge d'amortissement de 6 M\$ en 2022 (4 M\$ en 2021). Alors que les baisses de valeur constatées dans l'exercice compensent cet impact.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

FRAIS DE FINANCEMENT

Les frais de financement se sont élevés à 88 M\$ en 2022, par rapport à 106 M\$ en 2021, soit une diminution de 18 M\$. La hausse des intérêts capitalisés sur les grands projets d'investissement et la baisse de la dette nominale au début de l'année, partiellement compensées par un taux d'intérêt plus élevé et l'augmentation du niveau d'endettement tout au long de l'année, ont entraîné un écart de 10 M\$. Le taux d'intérêt moyen sur notre crédit bancaire rotatif est passé de 3,95 % en 2021 à 6,18 % en 2022. Au 31 décembre 2022, 37 % de la dette à long terme totale de la Société était à taux variable et 63 % à taux fixe. L'écart résiduel de 8 M\$ s'explique par divers frais financiers, principalement une perte de change sur la dette à long terme et les instruments financiers plus élevée de 12 M\$ en 2022 comparativement à 2021, compensée par un écart positif sur la perte sur rachat de dette à long terme de 20 M\$ en 2021 et nul en 2022.

PART DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

La part des résultats des entreprises associées et des coentreprises s'est élevée à 19 M\$ en 2022, par rapport à 18 M\$ en 2021. Veuillez consulter la Note 8 des états financiers consolidés audités de 2022 pour plus de détails sur les entreprises associées et les coentreprises.

CHARGE (RECOUVREMENT) D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

En 2022, la Société a enregistré un recouvrement d'impôts sur les résultats de 22 M\$, comparativement à une charge d'impôts sur les résultats de 9 M\$ en 2021.

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2022	2021
Recouvrement d'impôts sur les résultats basé sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	(10)	(10)
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :		
Réévaluation des années antérieures	(6)	4
Renversement d'un actif d'impôt différé lié à des pertes des années antérieures	—	18
Écarts permanents	(6)	(2)
Autres	—	(1)
	(12)	19
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	(22)	9

En 2022, la Société a enregistré un avantage d'impôt différé de 3 M\$ à la suite d'un choix fiscal lié aux activités abandonnées réalisées en 2021.

En 2021, la Société a enregistré un renversement d'actif d'impôt différé lié à des pertes des années antérieures de 18 M\$ d'une de ses filiales puisqu'elle ne prévoit pas pouvoir les utiliser avant leur échéance.

Greenpac est une Corporation LLC (société à responsabilité limitée) et les partenaires ont accepté de la traiter telle une entité transparente à des fins fiscales. Ainsi, la charge d'impôts calculée au taux statutaire américain est intégrée entièrement au sein de la charge d'impôts consolidée de chaque partenaire selon sa participation respective dans l'entité et aucune charge d'impôts n'est incluse dans le bénéfice net de Greenpac. Ainsi, même si Greenpac est maintenant entièrement consolidée dans les revenus de la Société, seulement 92 % du revenu comptable avant impôts est considéré aux fins de la provision pour impôts.

Le taux d'imposition réel et les impôts exigibles subissent les conséquences des résultats de certaines filiales situées dans des pays où le taux d'imposition diffère par rapport au Canada, notamment aux États-Unis. Le taux d'imposition effectif normal devrait se situer entre 21 % et 27 %. La moyenne pondérée du taux d'imposition applicable est de 24,3 % en 2022.

RÉSULTATS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les résultats générés par les activités abandonnées se sont élevés à 234 M\$ en 2021. Les résultats générés par les activités abandonnées attribuables aux actionnaires se sont élevés à 221 M\$ en 2021. Veuillez consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2022 pour plus de détails concernant les résultats générés par les activités abandonnées.

BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, la Société a enregistré une perte nette de (34) M\$, ou de (0,34) \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 162 M\$, ou 1,60 \$ par action ordinaire, en 2021. Sur une base ajustée¹, la Société a généré un bénéfice net de 37 M\$ en 2022, ou 0,37 \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 27 M\$, ou 0,26 \$ par action ordinaire, en 2021.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

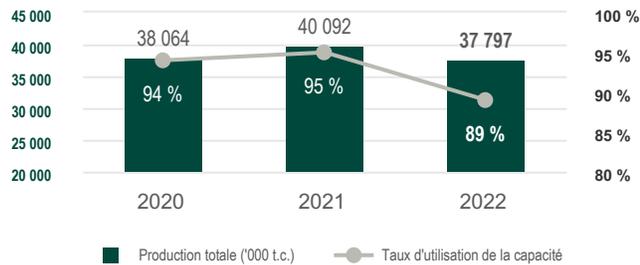
REVUE DES SECTEURS

PRODUITS D'EMBALLAGE - CARTON-CAISSE

Notre industrie

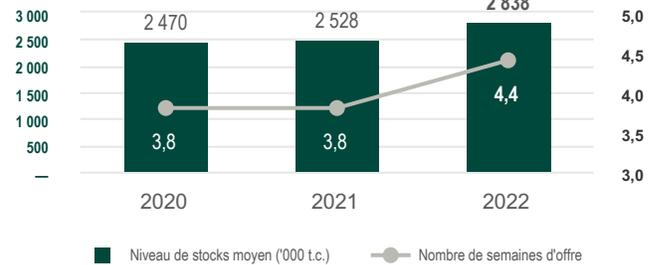
Production de l'industrie américaine du carton-caisse et taux d'utilisation de la capacité¹

La production totale de l'industrie américaine du carton-caisse s'est élevée à 37,8 millions de tonnes courtes en 2022, une baisse de 6 % par rapport à 2021, reflétant une baisse de la demande à la suite de la pandémie de COVID-19. Ainsi, le taux d'utilisation de la capacité a baissé à 89 % en 2022 contre 95 % en 2021.



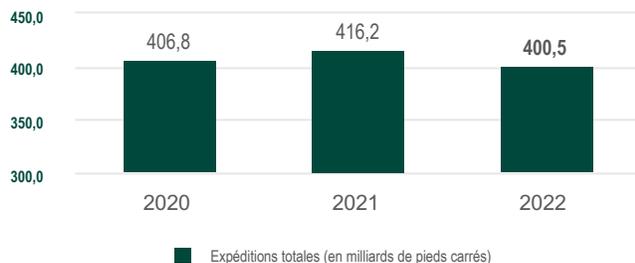
Stocks américains de carton-caisse aux usines de fabrication et de transformation²

Le niveau moyen des stocks a augmenté de 12 % en 2022 par rapport à 2021, reflétant une baisse de la demande à la suite de la pandémie de COVID-19. La moyenne du nombre de semaines d'offre s'est chiffrée à 4,4 x pour l'exercice, en hausse par rapport à 3,8 x en 2021.



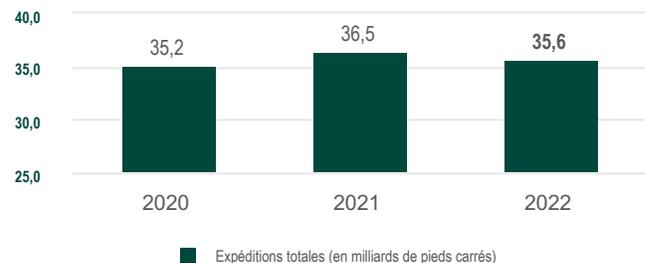
Expéditions de l'industrie américaine des boîtes de carton ondulé²

Les expéditions totales de l'industrie américaine des boîtes de carton ondulé ont diminué de 4 % en 2022 par rapport à 2021. Cela reflète une baisse de la demande liée au déstockage par les utilisateurs finaux à la suite de la pandémie de COVID-19 et à la forte inflation des prix des biens et marchandises aux États-Unis.



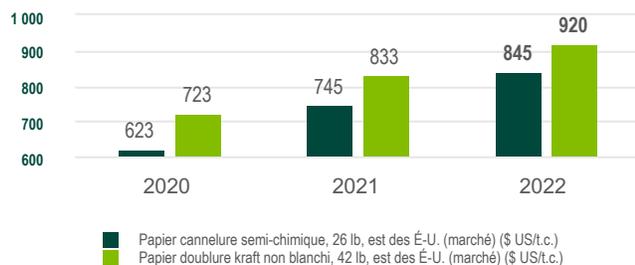
Expéditions de l'industrie canadienne des boîtes de carton ondulé³

Les expéditions canadiennes de boîtes de carton ondulé ont diminué de 2 % en 2022 par rapport à 2021.



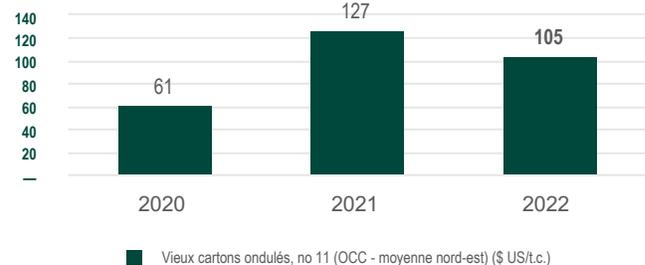
Prix de référence - carton-caisse¹

Les prix de référence en 2022 pour le papier doublure et le papier cannelure ont augmenté de 10 % et de 13 % respectivement, par rapport à 2021.



Prix de référence - papiers recyclés (grade brun)¹

Le prix de référence des vieux cartons ondulés n° 11 (OCC) a diminué de 17 % en 2022 par rapport à 2021.



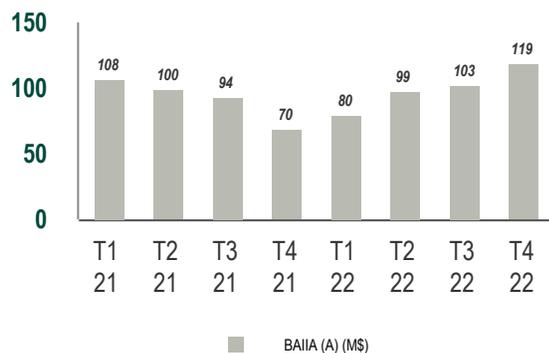
¹ Source : RISI

² Source : Fibre Box Association

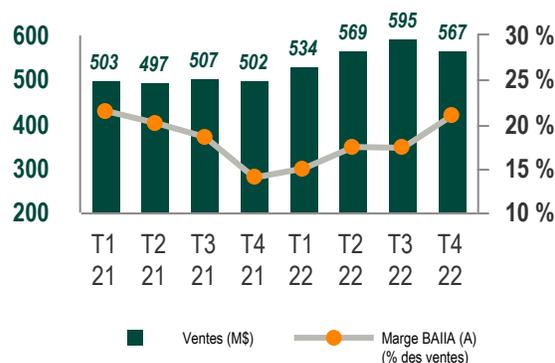
³ Source : Canadian Corrugated and Containerboard Association

Notre performance

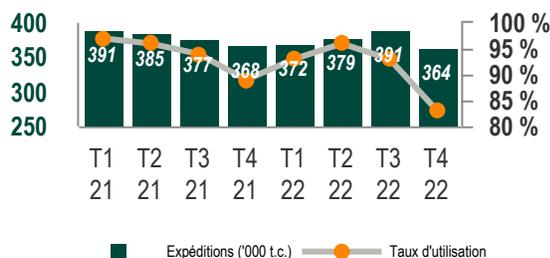
BAIIA (A)¹ (M\$)



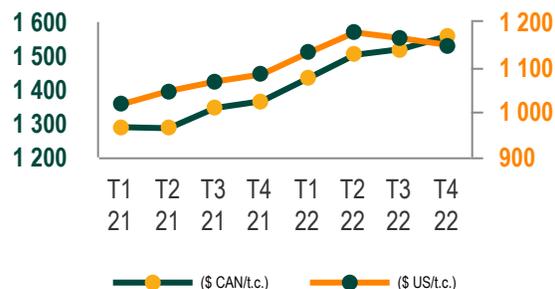
Ventes (M\$) et marge BAIIA (A)¹



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication

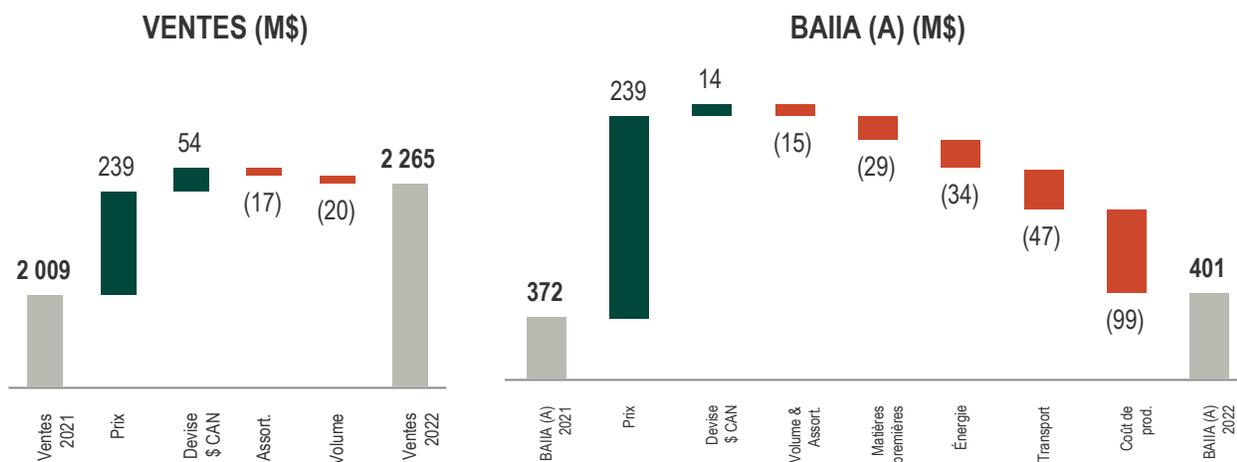


Prix de vente moyen



Les principales variations² des ventes et du BAIIA (A)¹ du secteur de l'emballage carton-caisse de 2022, comparativement à 2021, sont présentées ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)



¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du BAIIA (A)¹, veuillez consulter la section « Revue financière » pour plus de détails.

2021	2022	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.)		
1 521	1 506	-1 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)		
1 321	1 504	14 %
Ventes (M\$)		
2 009	2 265	13 %
BAIIA (A)¹		
372	401	8 %
% des ventes		
19 %	18 %	

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs.

³ Incluant les ventes aux autres partenaires de Greenpac.

Les expéditions totales ont diminué de 15 000 t.c., ou de 1 %, en 2022 par rapport à 2021.

Les expéditions externes de rouleaux de carton-caisse ont augmenté de 6 000 t.c., ou de 1 %, par rapport à 2021. Ceci reflète une diminution des volumes en 2021 en raison d'un problème avec le système de traitement des effluents de notre site de Niagara Falls, NY, au deuxième trimestre et d'une pénurie de transport vers la fin de l'année. Le taux d'utilisation de la capacité de fabrication a diminué de 3 % à 91 %, en grande partie en raison des temps d'arrêt de production du papier médium pris pour gérer les stocks au cours des six derniers mois de l'année. Le taux d'intégration a diminué de 3 % à 55 %, résultant de l'augmentation des expéditions de rouleaux de carton-caisse à des clients externes en vue du démarrage de Bear Island en 2023. En incluant les ventes aux autres partenaires³, le taux d'intégration s'élève à 72 % en 2022, légèrement en-dessous du niveau de 73 % en 2021.

Les expéditions externes de produits convertis ont diminué de 21 000 t.c., ou de 3 %. En termes de pieds carrés, notre volume a diminué de 3 % pour s'établir à 13,8 milliards en 2022, comparativement à 14,2 milliards en 2021. Cela reflète une diminution de 5 % de nos expéditions canadiennes de produits convertis, comparativement à une baisse de 2 % pour l'industrie canadienne. Cette performance reflète un début d'année plus difficile, à la suite d'une demande plus forte en 2021, des initiatives de rentabilité qui ont entraîné une érosion des expéditions combinée à une baisse de la demande de certains clients clés. Par ailleurs, les expéditions américaines de produits convertis ont augmenté de 4 % par rapport à l'exercice précédent, surpassant la baisse du marché de 4 %.

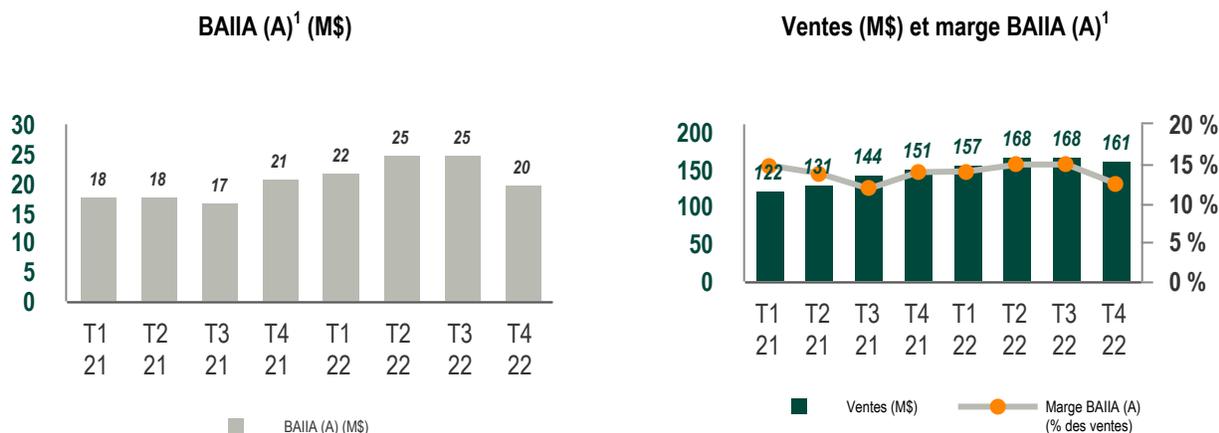
Le prix de vente moyen a augmenté de 14 % en 2022, reflétant une augmentation de 19 % pour les rouleaux de papier et une augmentation de 13 % pour les produits convertis.

Les ventes ont augmenté de 256 M\$, ou 13 %, en 2022 par rapport à 2021. La hausse du prix de vente moyen a ajouté 239 M\$ aux ventes tandis que la dépréciation moyenne de 4 % du dollar canadien par rapport au dollar américain a contribué de 54 M\$ aux ventes. Ces bénéfices ont été partiellement contrebalancés par des impacts négatifs de 20 M\$ liés à une baisse des volumes et de 17 M\$ liés à un assortiment défavorable de produits vendus.

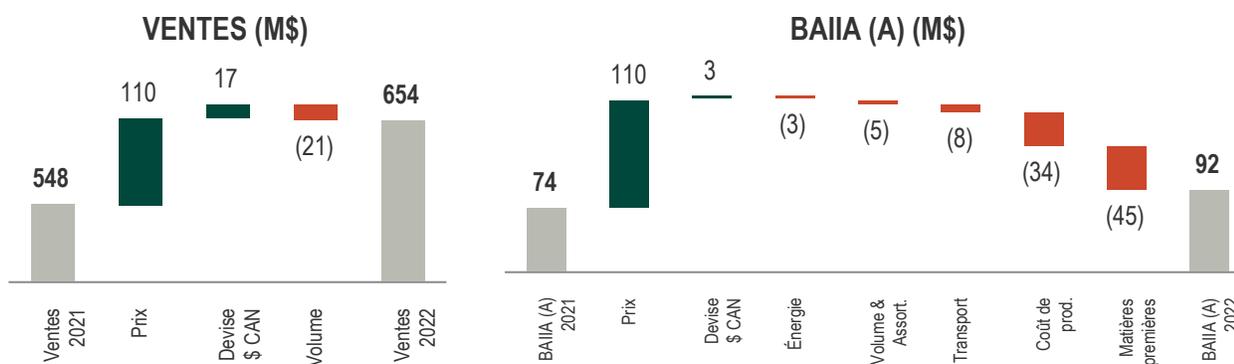
Le BAIIA (A)¹ a augmenté de 29 M\$, ou de 8 %, reflétant l'impact de l'annualisation des augmentations de prix de 2021 ainsi que la réalisation des augmentations de prix de 2022. Un prix de vente moyen plus élevé, des volumes plus faibles ainsi qu'un assortiment légèrement moins favorable de produits vendus ont eu une incidence positive combinée de 224 M\$, tandis que la dépréciation du dollar canadien a ajouté 14 M\$. Ces facteurs ont été compensés par un impact négatif sur les coûts des matières premières de 29 M\$ et des coûts de logistique et de distribution plus élevés qui ont soustrait 47 M\$ supplémentaires. La pression inflationniste sur les autres coûts de production, y compris les produits chimiques, les réparations et l'entretien, la main-d'œuvre et les autres coûts, ont eu un impact négatif combiné de 99 M\$. Ce montant comprend également des coûts opérationnels de 12 M\$ liés au projet Bear Island en 2022, comparativement à 6 M\$ pour la même période de 2021. La hausse des prix de l'énergie a soustrait 34 M\$ supplémentaires par rapport à l'exercice précédent.

REVUE DES SECTEURS PRODUITS D'EMBALLAGE - PRODUITS SPÉCIALISÉS

Notre performance



Les principales variations² des ventes et du BAIIA (A)¹ du secteur des produits spécialisés de 2022, comparativement à 2021, sont présentées ci-dessous :
(en millions de dollars canadiens)



	2021	2022	Variation en %
Ventes (M\$)	548	654	19 %
BAIIA (A)¹	74	92	24 %
% des ventes	14 %	14 %	

Les ventes ont augmenté de 106 M\$, ou de 19 %, en 2022 par rapport à 2021. Des prix de vente moyens en hausse pour tous les sous-secteurs ont augmenté les ventes de 110 M\$ au cours de l'exercice. De plus, la dépréciation moyenne de 4 % du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu un impact positif de 17 M\$ sur les ventes. Le volume a diminué au deuxième semestre pour tous nos sous-secteurs de marché en raison du ralentissement du marché, tandis que le sous-secteur de l'emballage des œufs a été touché tout au long de l'exercice principalement en raison de l'épidémie de grippe aviaire.

Le BAIIA (A)¹ a augmenté de 18 M\$, ou de 24 %. Cette remarquable performance reflète les effets bénéfiques des marges supérieures réalisées (prix de vente moins les coûts des matières premières) et la dépréciation du dollar canadien, qui ont contribué respectivement pour 65 M\$ et 3 M\$. Cela a été partiellement contrebalancé par des coûts de transport, d'opérations, d'énergie, de fournitures et d'autres coûts plus élevés, impactant négativement les résultats de l'ordre de 45 M\$. De plus, la baisse du volume a entraîné une baisse des résultats de 5 M\$.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du BAIIA (A)¹, veuillez consulter la section « Revue financière » pour plus de détails.

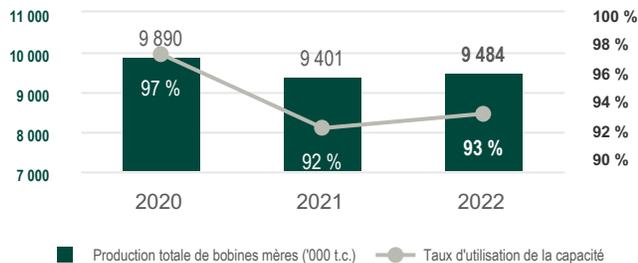
REVUE DES SECTEURS

PAPIERS TISSU

Notre industrie

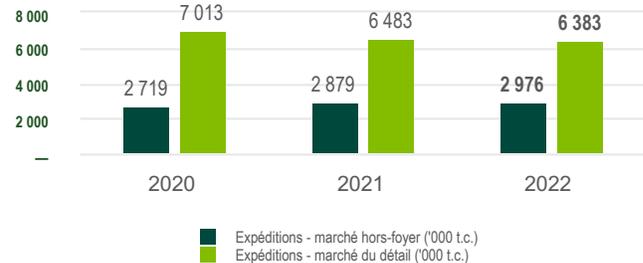
Production de l'industrie américaine des papiers tissu (bobines mères) et taux d'utilisation de la capacité¹

La production totale de bobines mères a augmenté de 1 % en 2022. Le taux d'utilisation de la capacité moyen de 92 % en 2021, a augmenté de 1 % comparativement à 93 % en 2022.



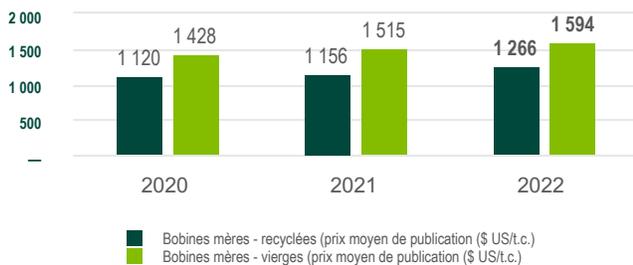
Expéditions de produits transformés de l'industrie américaine des papiers tissu¹

En 2022, les expéditions du marché du détail et du marché hors foyer ont diminué de 2 % et ont augmenté de 3 %, respectivement, par rapport à 2021.



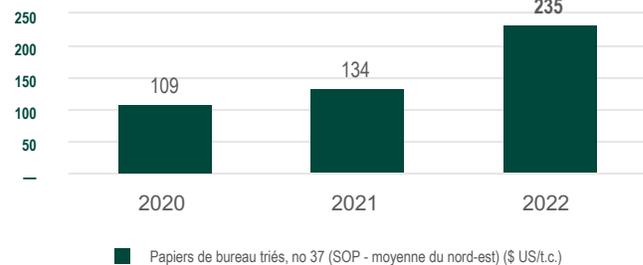
Prix de référence - bobines mères¹

En 2022, le prix de référence des bobines mères recyclées et vierges a augmenté de 10 % et 5 %, respectivement, par rapport à 2021.



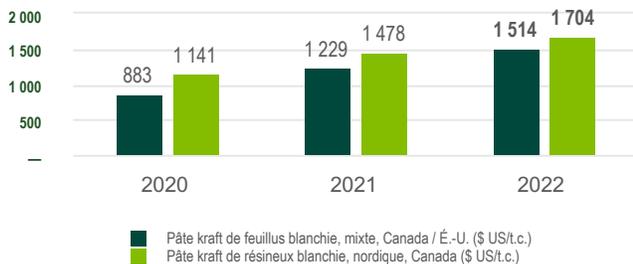
Prix de référence - papiers recyclés (grade blanc)¹

Le prix de référence des papiers de bureau triés n° 37 (SOP) a augmenté de 75 % en 2022 par rapport à 2021.



Prix de référence - pâte commerciale¹

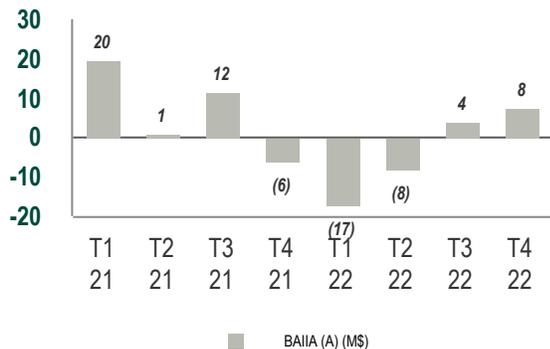
En 2022, les prix de référence de la pâte de résineux et de la pâte de feuillus ont augmenté de 15 % et de 23 % respectivement, par rapport à 2021 en raison de la dynamique de la demande mondiale.



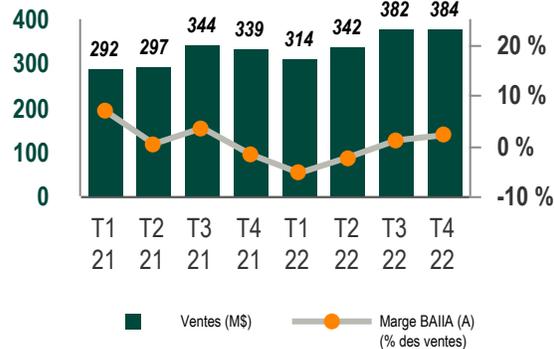
¹ Source : RISI

Notre performance

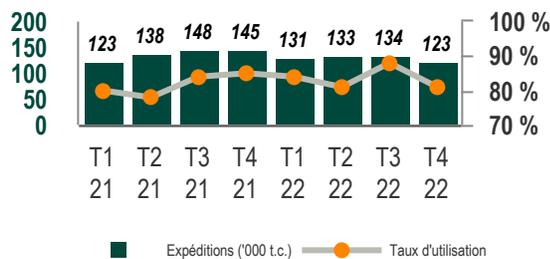
BAIIA (A)¹ (M\$)



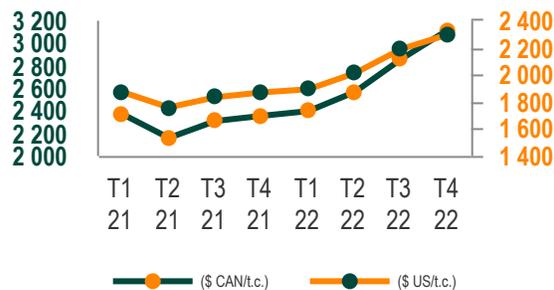
Ventes (M\$) et marge BAIIA (A)¹



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



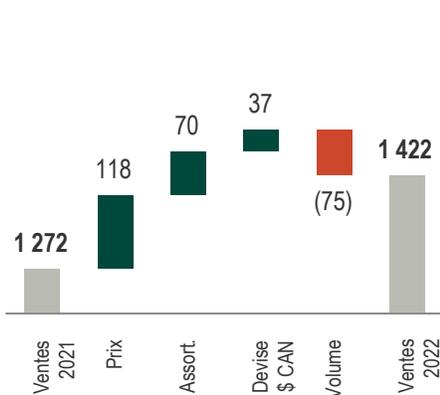
Prix de vente moyen



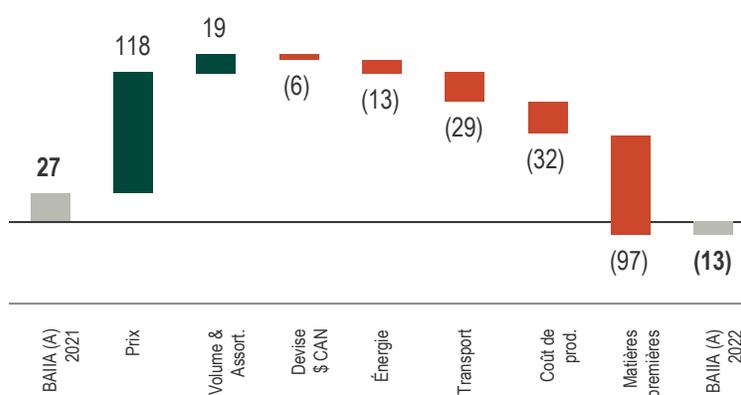
Les principales variations² des ventes et du BAIIA (A)¹ du secteur des papiers tissu de 2022, comparativement à 2021, sont présentées ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)

VENTES (M\$)



BAIIA (A) (M\$)



¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du BAIIA (A)¹, veuillez consulter la section « Revue financière » pour plus de détails.

2021	2022	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.)		
554	521	-6 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)		
2 299	2 731	19 %
Ventes (M\$)		
1 272	1 422	12 %
BAIIA (A)¹		
27	(13)	-148 %
% des ventes		
2 %	(1) %	

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs.

Les expéditions ont diminué de 33 000 t.c., ou de 6 %, en 2022 par rapport à 2021.

Les expéditions externes des produits transformés ont augmenté de 17 000 t.c., ou de 4 %, en 2022 par rapport à 2021. En termes de caisses, les expéditions ont augmenté de 2,4 millions de caisses, soit 4 %, à 58,8 millions de caisses en 2022 comparativement à 2021. Ceci est le résultat d'une hausse de la demande au sein des marchés des produits de consommation (+3 %) et de celui du hors foyer (+6 %) à la suite d'une baisse du niveau de production en 2021 résultant de la pénurie de main-d'œuvre liée à la COVID-19 ainsi qu'à l'instabilité de la demande. Les expéditions externes de bobines mères ont diminué de 50 000 t.c., ou de 37 %, en 2022 par rapport à 2021 principalement en raison de la demande accrue de produits convertis ainsi que des réparations et entretiens majeurs à notre usine de St. Helens au quatrième trimestre de 2022, ce qui a eu un impact négatif d'environ 15 000 t.c.. Le taux d'intégration a augmenté à 83 % au cours de la période, par rapport à 74 % pour la même période de 2021.

La hausse de 19 % du prix de vente moyen s'explique surtout par les initiatives de hausse de prix au sein des marchés des produits de consommation et de celui du hors foyer, par la dépréciation moyenne de 4 % du dollar canadien par rapport au dollar américain et par un assortiment favorable de produits vendus en raison d'une proportion plus élevée des produits transformés.

Les ventes ont augmenté de 150 M\$, ou de 12 %, en 2022 par rapport à 2021. Cela s'explique par des impacts bénéfiques de 118 M\$ en raison d'une hausse du prix de vente moyen, de 70 M\$ d'un assortiment favorable de produits vendus, comme mentionné précédemment, et de 37 M\$ lié au taux de change favorable. Ces bénéfices ont été partiellement compensés par une baisse des volumes ayant affecté négativement les ventes de 75 M\$.

Le BAIIA (A)¹ a diminué de 40 M\$, ou de 148 %, principalement en raison d'un impact de 97 M\$ lié à la hausse des coûts des matières premières, d'un impact de 29 M\$ lié à l'augmentation du coût du transport et d'un impact de 32 M\$ découlant des coûts de production plus élevés, résultant en partie de la pression inflationniste. La hausse des prix de l'énergie a également soustrait 13 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les hausses de prix de vente n'ont pas été suffisantes pour compenser entièrement l'augmentation rapide des coûts au cours de l'année, mais continueront de contribuer positivement dans l'avenir.

ACTIVITÉS CORPORATIVES

Les activités corporatives ont généré un BAIIA (A)¹ de (104) M\$ en 2022 par rapport à (84) M\$ en 2021. Le BAIIA (A)¹ de nos activités de récupération et de recyclage a été en baisse de 18 M\$ en 2022 en raison de la baisse des prix de l'indice des matières premières. Les activités corporatives ont également engagé des coûts supplémentaires pour soutenir les initiatives d'amélioration de la rentabilité dans le secteur des papiers tissu.

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La charge au titre de la rémunération à base d'actions enregistrée dans les activités corporatives s'est élevée à 5 M\$ en 2022, par rapport à 5 M\$ en 2021. Pour plus de détails sur la rémunération à base d'actions, veuillez consulter la Note 21 des états financiers consolidés audités de 2022.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des activités poursuivies, en excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, s'établissent à 260 M\$ en 2022, par rapport à 247 M\$ en 2021. Cette mesure des flux de trésorerie est importante pour la Société qui vise à poursuivre son programme d'investissement en capital et à réduire son endettement.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des activités poursuivies ont généré 144 M\$ en liquidités en 2022, par rapport à 211 M\$ générés en 2021. La diminution est due à une rentabilité plus faible et à l'augmentation significative du fonds de roulement par rapport à 2021. La Société a payé 87 M\$ de frais de financement en 2022, par rapport à 96 M\$ en 2021. L'écart s'explique principalement par un paiement anticipé de 6 M\$ d'intérêts payés en 2021 à la suite du remboursement partiel de billets subordonnés non garantis. Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le remboursement partiel de ses billets subordonnés non garantis et a payé des frais de transactions de 2 M\$ et une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$) (voir la section « Faits saillants » pour plus de détails). La Société a également payé 5 M\$ d'impôts en 2022, par rapport à 2 M\$ reçus en 2021. Les autres éléments comprennent des paiements totalisant 12 M\$ en 2022 d'indemnités de départ et d'autres frais de restructuration liés aux fermetures et aux initiatives mises en œuvre dans le cadre du programme d'initiative d'accroissement des marges, par rapport à 25 M\$ en 2021.

Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont utilisé 116 M\$ en liquidités en 2022, par rapport à 36 M\$ utilisés en 2021. Les défis de la chaîne d'approvisionnement ont entraîné des niveaux de stocks plus élevés pour atténuer les impacts sur le service. L'inflation continue a également eu un impact négatif sur le cycle de conversion des espèces, car elle a d'abord touché les comptes créditeurs et les stocks avant de passer par les augmentations des prix de vente et les comptes débiteurs. Au 31 décembre 2022, le ratio du fonds de roulement moyen trimestriel des DDM sur les ventes des DDM¹ s'établissait à 10,5 %, comparativement à 8,6 % au 31 décembre 2021.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

En 2022, les activités d'investissement des activités poursuivies ont utilisé 486 M\$ en liquidités, par rapport à 247 M\$ utilisés en 2021.

CESSIONS DE PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

En 2022, la Société a reçu 1 M\$ d'une avance faite à une entreprise associée.

En 2021, la Société a vendu une participation dans une entreprise associée pour un montant de 1 M\$.

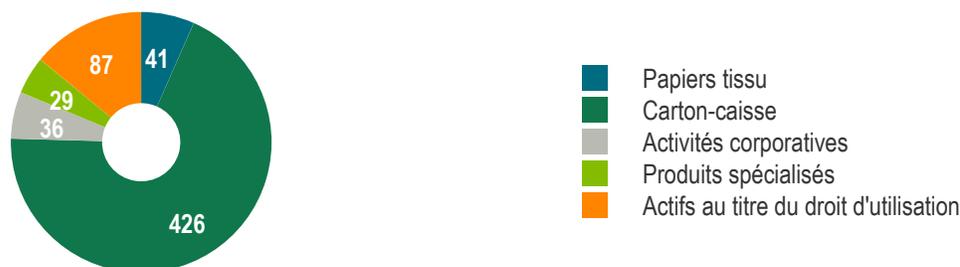
PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2022	2021
Acquisitions totales	619	373
Variation des acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer	(31)	(44)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et d'immobilisations corporelles incluses dans les autres emprunts	(87)	(43)
Paiements d'immobilisations corporelles	501	286
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(19)	(53)
Paiements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	482	233

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

Les nouveaux investissements en immobilisations corporelles, incluant les actifs au titre du droit d'utilisation, par secteur en 2022, sont présentés ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)



Les projets en capital les plus importants commencés, en cours ou terminés en 2022 sont les suivants :

EMBALLAGE CARTON-CAISSE

- Les actifs de Bear Island, en Virginie, aux États-Unis, pour la préparation du site et la conversion de l'équipement pour la fabrication de carton-caisse (voir la section « Faits saillants » pour plus de détails).

PRODUITS SPÉCIALISÉS

- Investissement dans des équipements pour augmenter la production de pâte recyclée à usage interne et la capacité de transformation des opérations de carton.

PAPIERS TISSU

- Investissement dans des équipements pour optimiser la capacité de nos lignes de transformation.

ACTIVITÉS CORPORATIVES

- Investissement dans la modernisation du système de traitement des eaux du site de Kingsey Falls, au Québec, au Canada.

PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les principales cessions d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

2022

Le secteur des produits spécialisés a reçu 15 M\$ sur la vente de terrains et d'un bâtiment relativement à des usines fermées au Canada. Un montant additionnel de 1 M\$ est déposé en fidéicomis et sera libéré sous certaines conditions.

2021

Le secteur des papiers tissu a reçu 51 M\$ sur la vente d'actifs d'usines fermées aux États-Unis et au Canada.

VARIATION D'ACTIFS INCORPORELS ET D'AUTRES ACTIFS

En 2022, la Société a investi 3 M\$, par rapport à 12 M\$ en 2021, pour la modernisation de notre PGI et d'autres logiciels supportant la réingénierie de nos processus d'affaires. En 2022, la Société a investi un montant de 2 M\$ (1 M\$ en 2021) supplémentaire pour d'autres actifs, y compris des dépôts liés à une initiative de centralisation de l'entrepôt dans le cadre de l'optimisation du réseau de distribution.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Les activités de financement des activités poursuivies ont généré des liquidités totales de 272 M\$ en 2022, par rapport à 529 M\$ utilisés en 2021, incluant 48 M\$ (41 M\$ en 2021) de dividendes payés aux actionnaires de la Société.

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT À TERME

Le 19 octobre 2022, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour son entente de crédit existante pour augmenter son emprunt à terme autorisé de 160 M\$ US à 260 M\$ US et en prolonger l'échéance de décembre 2025 à décembre 2027. La portion d'augmentation de l'emprunt à terme a été utilisée pour réduire les emprunts du crédit bancaire rotatif.

RACHAT DE BILLETS SUBORDONNÉS

Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le remboursement partiel de ses billets subordonnés non garantis. La transaction a été conclue le 10 novembre 2021, et la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement, et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$). La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$, a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également payé des intérêts courus de 5 M\$ US (6 M\$) sur ces billets.

Le remboursement partiel a été utilisé comme suit :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2021
Frais de transactions	(2)
Rachat des billets de 2026 et de 2028	(372)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	(22)
Diminution du crédit bancaire rotatif	(396)

ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES SUR EXERCICE D' OPTIONS ET DE RACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société a émis 355 686 actions ordinaires à un prix moyen de 4,47 \$ en 2022 à la suite de l'exercice d'options pour un montant total encaissé de 1 M\$ (en 2021 - 2 M\$ pour 235 732 actions ordinaires émises à un prix moyen de 6,50 \$).

La Société a procédé au rachat de 854 421 actions ordinaires pour annulation à un prix moyen de 11,07 \$, pour un montant de 9 M\$ en 2022 (en 2021 - 26 M\$ pour 1 651 600 actions ordinaires pour annulation à un prix moyen de 15,45 \$).

DIVIDENDES PAYÉS POUR LA PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE ET ACQUISITIONS DE PARTS DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Les dividendes versés aux actionnaires sans contrôle de Greenpac et de Falcon Packaging (un distributeur du secteur des produits spécialisés) s'élèvent à 13 M\$ en 2022 (14 M\$ en 2021). En 2022, la Société a également augmenté sa participation dans Falcon Packaging d'un montant payé de 3 M\$ (2 M\$ en 2021).

FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

En 2021, le secteur carton plat Europe a reçu 4 M\$ de la vente d'un terrain d'une usine fermée. Le secteur carton plat Europe a reçu 5 M€ (7 M\$) liés à la vente de ses actions de sa filiale française, qui produisait du carton plat à partir de fibres vierges. La trésorerie de 7 M€ (11 M\$) de la filiale a également été cédée, ce qui a généré une trésorerie nette négative de 2 M€ (4 M\$). Le secteur carton plat Europe a finalisé deux acquisitions d'entreprises pour une contrepartie payée de 141 M€ (210 M\$).

Le 5 juillet 2021, la Société a annoncé la monétisation de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM) pour un montant de 1,45 € par action, soit 462 M\$ y compris les contrats de change et avant les frais de transactions de 12 M\$.

Veuillez consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2022 pour plus de détails concernant les flux de trésorerie générés par les activités abandonnées.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AUX 31 DÉCEMBRE 2022, 2021 ET 2020

La situation financière et les ratios de la Société sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens, sauf lorsque mentionné autrement) (non audités)	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2020 ²
Trésorerie et équivalents de trésorerie	102	174	384
Actifs totaux	5 053	4 566	5 412
Dette totale ¹	2 068	1 525	2 063
Dette nette ¹	1 966	1 351	1 679
Capitaux propres des actionnaires	1 871	1 879	1 753
Part des actionnaires sans contrôle	57	48	204
Capitaux propres totaux	1 928	1 927	1 957
Capitaux propres totaux et dette nette ¹	3 894	3 278	3 636
Ratio Dette nette / (Capitaux propres totaux + dette nette) ¹	50,5 %	41,2 %	46,2 %
Capitaux propres des actionnaires par action ordinaire (en dollars canadiens)	18,64 \$	18,63 \$	17,14 \$

¹ Certaines informations représentent des mesures non conformes aux IFRS, d'autres mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS qui ne sont pas normalisés selon les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures financières similaires divulguées par d'autres sociétés. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Non ajusté pour le reclassement rétrospectif des activités abandonnées.

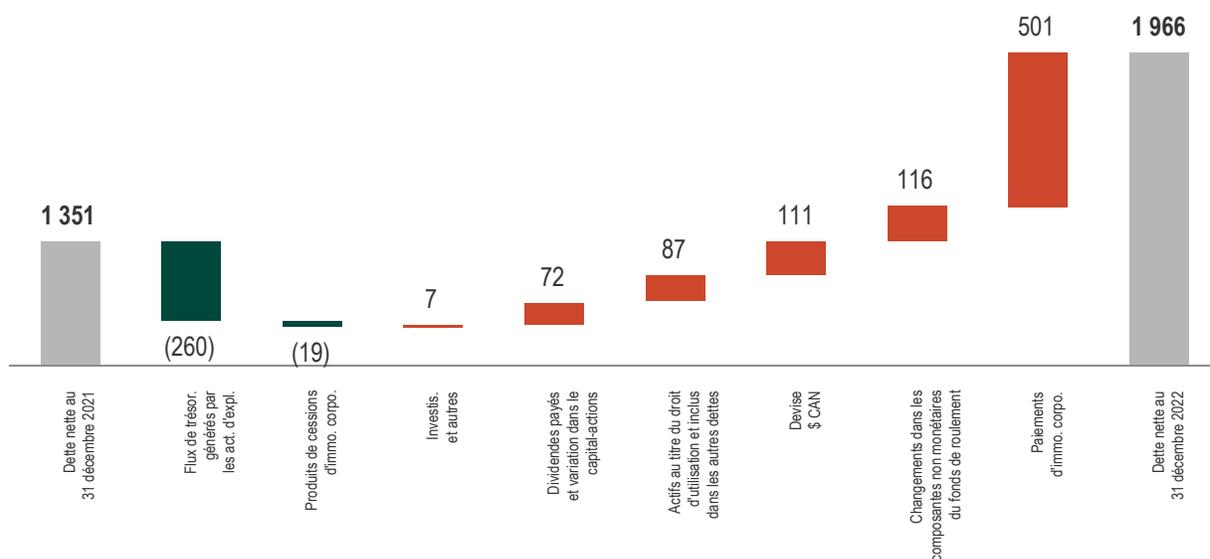
Le tableau suivant présente la cote du crédit bancaire garanti/la cote corporative/la cote de solvabilité des billets de premier rang de la Société :

Cote de solvabilité (perspective)	MOODY'S	STANDARD & POOR'S
31 décembre 2021	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/BB- (positive)
31 décembre 2022	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/BB- (stable)

Au cours du premier trimestre de 2022, STANDARD & POOR'S a révisé la perspective de la Société de positive à stable en raison des vents contraires sur les coûts et a réaffirmé sa notation 'BB-'.

RAPPROCHEMENT DE LA DETTE NETTE¹

La variation de la dette nette¹ (dette totale¹ moins la trésorerie et équivalents de trésorerie) en 2022 est présentée ci-dessous, accompagnée des ratios financiers applicables :
(en millions de dollars canadiens)



389	BAIIA (A) ¹ (douze derniers mois) (M\$)	376
3,5 x	Ratio dette nette / BAIIA (A) ¹	5,2 x

La trésorerie disponible grâce à ses facilités de crédit ainsi que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation fourniront à la Société des fonds suffisants pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières et d'exécuter son programme d'investissement en immobilisations pour au moins les douze prochains mois. Les investissements en capital prévus pour 2023 se situent approximativement à 325 M\$ et incluent 175 M\$ pour le projet de conversion de l'usine Bear Island pour la fabrication de carton-caisse, située en Virginie, aux États-Unis. Au 31 décembre 2022, la Société disposait d'un montant de 385 M\$ (après déduction des lettres de crédit de 15 M\$) disponible sur sa facilité de crédit de 750 M\$ (excluant la facilité de crédit de notre filiale Greenpac). La trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2022 est composée de la façon suivante : 54 M\$ dans la Société mère et ses filiales restreintes (comme défini dans l'entente de crédit) et 48 M\$ dans les filiales non restreintes, principalement Greenpac.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs d'avantages sociaux futurs de la Société sont de 399 M\$ et de 437 M\$, respectivement, au 31 décembre 2022 incluant un montant de 65 M\$ pour les avantages post-retraite autres que les régimes de retraite et de 27 M\$ pour les régimes de retraite qui ne requièrent aucun financement de la Société jusqu'à ce qu'il y ait des paiements aux employés. Il n'est pas prévu que ce montant augmente, étant donné que la Société a révisé ses programmes afin d'éliminer certains avantages pour les futurs retraités.

En ce qui concerne les régimes de retraite, le risque de la Société est limité puisque moins de 10 % de ses employés actifs sont assujettis à des régimes de retraite à prestations déterminées, tandis que le reste des employés, incluant tous les nouveaux, participent aux régimes à cotisations déterminées de la Société comme le REER collectif ou le 401K.

La date d'évaluation des régimes d'avantages sociaux futurs est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Selon le solde de l'obligation au 31 décembre 2022, 19 % des régimes de retraite de la Société ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 (20 % en 2020). Les régimes avec des soldes de passif plus élevés ont été évalués pour la dernière fois en 2019 et seront évalués à nouveau en 2023 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Compte tenu des hypothèses et du plafond des actifs utilisés, le surplus actuariel pour les fins comptables de nos régimes de retraite totalisait 10 M\$ au 31 décembre 2022, comparativement à un déficit actuariel de 10 M\$ en 2021. La dépense de 2022 concernant les régimes de retraite a été de l'ordre de 5 M\$ et les sorties de fonds ont été de 5 M\$. Grâce aux rendements des placements en 2022 et au changement sur le plan des hypothèses de calcul, la dépense relative aux avantages du personnel devrait s'établir à 3 M\$ en 2023. Pour ce qui est des besoins en liquidités, il est prévu que ces régimes de retraite nécessitent une contribution d'environ 3 M\$ en 2023. Finalement, sur une base consolidée, le ratio de solvabilité des fonds de retraite de la Société a augmenté à environ 105 %.

COMMENTAIRES SUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2022

VENTES

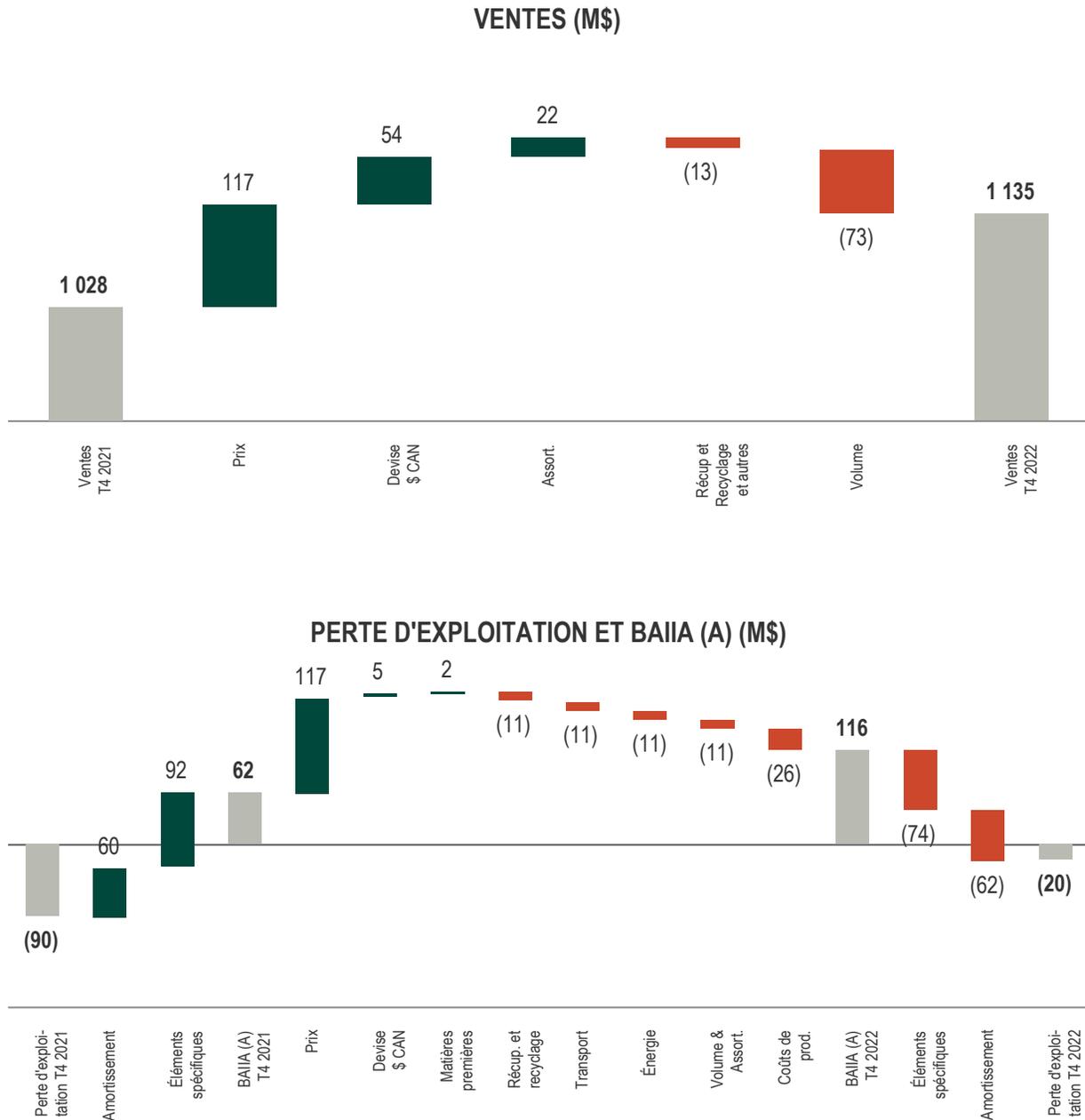
Les ventes de 1 135 M\$ ont augmenté de 107 M\$, ou de 10 %, par rapport à 1 028 M\$ pour la même période de 2021. Des prix de vente plus élevés ainsi qu'un meilleur assortiment de produits vendus et un taux de change favorable ont généré une incidence positive sur les ventes. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des volumes dans tous les secteurs et une contribution négative de nos activités de récupération et de recyclage.

PERTE D'EXPLOITATION ET BAIIA (A)¹

La Société a enregistré une perte d'exploitation de (20) M\$ au quatrième trimestre de 2022, par rapport à une perte d'exploitation de (90) M\$ pour la même période de 2021. La Société a enregistré un BAIIA (A)¹ de 116 M\$ au quatrième trimestre de 2022, par rapport à 62 M\$ pour la même période de 2021, soit une augmentation de 54 M\$. L'augmentation s'explique par des prix de vente plus élevés, la baisse des coûts de matières premières dans notre secteur du carton-caisse et un taux de change favorable qui ont été compensés par une pression inflationniste importante sur l'ensemble des coûts opérationnels.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

Les principales variations¹ des ventes, de la perte d'exploitation et du BAIIA (A)² du quatrième trimestre de 2022, par rapport à la même période de 2021, sont illustrées ci-dessous :
(en millions de dollars canadiens)



BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2022, la Société a enregistré une perte nette de (27) M\$, ou (0,27) \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 105 M\$, ou 1,04 \$ par action ordinaire, pour la même période de 2021. Sur une base ajustée², la Société a généré un bénéfice net de 22 M\$ au quatrième trimestre de 2022, ou 0,22 \$ par action ordinaire, comparativement à une perte nette de (9) M\$, ou (0,09) \$ par action ordinaire, pour la même période de 2021.

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du BAIIA (A)², veuillez consulter la section « Revue financière » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

RENSEIGNEMENTS À L'ÉGARD DU CAPITAL-ACTIONS

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

Les actions ordinaires de Cascades se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « CAS ». Pendant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, le prix de l'action ordinaire de Cascades a fluctué entre 7,77 \$ et 14,14 \$. Durant la même période, 68,7 millions d'actions ordinaires de Cascades se sont échangées à la Bourse de Toronto. Le 31 décembre 2022, le prix de clôture de l'action ordinaire de Cascades était de 8,46 \$ par rapport à 13,97 \$ à ce même jour de clôture de l'exercice précédent.

ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

Au 31 décembre 2022, le capital-actions émis et en circulation de la Société se composait de 100 361 627 actions ordinaires (100 860 362 au 31 décembre 2021) et de 2 794 344 options d'achat d'actions qui étaient émises et en circulation (2 373 416 au 31 décembre 2021). En 2022, la Société a racheté 854 421 actions ordinaires pour annulation, alors que 355 686 options ont été exercées, 785 532 options ont été émises et 8 918 options ont été annulées.

Au 22 février 2023, le capital-actions émis et en circulation se composait de 100 361 627 actions ordinaires et de 2 791 041 options d'achat d'actions.

PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Le programme de rachat dans le cours normal des activités annoncé le 17 mars 2021 permettait à la Société le rachat pour annulation de 2 045 621 actions ordinaires entre le 19 mars 2021 et le 18 mars 2022. Pendant cette période, la Société a racheté 2 045 621 actions ordinaires pour annulation à un prix moyen de 14,98 \$ pour un montant de 31 M\$.

L'actuel programme de rachat dans le cours normal des activités annoncé le 17 mars 2022 permet à la Société le rachat pour annulation de 2 015 053 actions ordinaires entre le 19 mars 2022 et le 18 mars 2023. Durant la période entre le 19 mars 2022 et le 22 février 2023, la Société a racheté 460 400 actions ordinaires pour annulation à un prix moyen de 9,38 \$ pour un montant de 4 M\$.

DIVIDENDES

Le 22 février 2023, le conseil d'administration de Cascades a déclaré un dividende trimestriel de 0,12 \$ par action ordinaire, payable le 24 mars 2023 aux actionnaires inscrits le 10 mars 2023 en fermeture de séance. Au 22 février 2023, le rendement du dividende était de 4,9 %.

Symbole TSX : CAS	2020				2021				2022			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Actions ordinaires en circulation (en millions) ¹	94,3	95,0	95,0	102,3	102,3	102,3	100,9	100,9	100,5	100,8	100,4	100,4
Prix de clôture (en dollars canadiens) ¹	12,57 \$	14,79 \$	16,84 \$	14,55 \$	15,73 \$	15,26 \$	15,67 \$	13,97 \$	12,82 \$	10,13 \$	8,04 \$	8,46 \$
Moyenne journalière du volume ²	256 827	298 267	257 710	363 795	342 616	433 394	278 277	272 438	250 944	299 332	293 260	259 071
Rendement du dividende ¹	2,5 %	2,2 %	1,9 %	2,2 %	2,0 %	2,1 %	3,1 %	3,4 %	3,7 %	4,7 %	6,0 %	5,7 %

¹ Pour la dernière journée du trimestre

² Moyenne journalière du volume sur la Bourse de Toronto

PRIX DE L'ACTION ORDINAIRE DE CASCADES POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2022

(en dollars canadiens)



OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS

L'essentiel des obligations contractuelles et des engagements commerciaux de la Société est lié à l'encours de la dette, à des dépenses en immobilisations corporelles, aux matières premières et fournitures, aux actifs incorporels, à des contrats de services, à des contrats de location ainsi qu'à des obligations liées aux régimes de retraite et aux autres régimes post-emploi. Le tableau suivant résume ces obligations en date du 31 décembre 2022 :

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements exigibles par période (en millions de dollars canadiens) (non audités)	TOTAL	MOINS D'UN AN	ENTRE UN ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Dette à long terme incluant capital et intérêts	2 578	246	1 626	706
Immobilisations corporelles, matières premières et fournitures et actifs incorporels	153	134	19	—
Contrats de service et contrats de location exemptés	38	22	14	2
Baux non débutés, mais déjà signés	2	—	1	1
Régimes de retraite et autres régimes ¹	901	36	157	708
Total des obligations contractuelles	3 672	438	1 817	1 417

¹ Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majorité des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2022.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a également conclu diverses ententes avec ses coentreprises, entreprises associées et sociétés satellites liées à un ou plusieurs administrateurs pour obtenir des matières premières comme le papier recyclé, la pâte vierge et l'énergie ainsi que des produits transformés et non transformés, en plus d'autres ententes dans le cours normal de ses activités. Le montant global des ventes de la Société à ses coentreprises, entreprises associées et autres sociétés satellites liées s'est élevé à 367 M\$ et à 324 M\$ pour 2022 et 2021, respectivement. Le montant global des achats des coentreprises, entreprises associées et autres sociétés satellites liées à la Société s'est chiffré à 146 M\$ et à 126 M\$ pour 2022 et 2021, respectivement.

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A. NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

Amendement à IAS 16

En mai 2020, l'IASB a publié un amendement à IAS 16 *Immobilisations corporelles* qui vise à clarifier la manière dont les entités doivent comptabiliser le produit de la vente, et les coûts de production associés, d'éléments produits par un actif avant qu'il ne soit disponible pour son utilisation prévue. La modification exige que le produit des ventes enregistré avant que l'actif connexe ne soit disponible pour utilisation soit comptabilisé aux résultats avec les coûts associés aux éléments vendus, plutôt qu'en ajustant le coût de l'actif en construction.

La norme est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

B. NOUVELLE NORME IFRS NON ENCORE APPLIQUÉE

La norme IFRS 17 *Contrats d'assurance* a été publiée en mai 2017 en remplacement de la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance*. Les modifications ont reporté la date d'application d'IFRS 17 au 1^{er} janvier 2023. IFRS 17 *Contrats d'assurance* s'applique aux contrats d'assurance quelle que soit l'entité qui les émet, et ne s'applique pas uniquement aux entités d'assurances traditionnelles. IFRS 17 *Contrats d'assurance* définit un contrat d'assurance comme un accord dans lequel une partie, l'assureur, accepte un risque d'assurance significatif d'une autre partie, le preneur d'assurance, en acceptant d'indemniser le preneur d'assurance si un événement futur incertain spécifié affecte négativement le preneur d'assurance. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile et à la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche du marché, la direction utilise la valeur des actifs comparables sur le marché. Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, sur la base de l'approche basée sur les bénéfiques, la direction utilise plusieurs hypothèses clés, entre autres, les niveaux d'expéditions estimées, les taux de change, les taux de croissance des revenus, les marges du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (BAIIA) (A), le taux d'actualisation, du taux de capitalisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Cependant, sur la base de l'information disponible à la date de l'évaluation, ces hypothèses requièrent un degré important de jugement et de complexité. La direction est d'avis que les hypothèses suivantes sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc avoir une incidence sur l'évaluation des actifs au cours de la prochaine année.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR

(voir la Note 23 des états financiers consolidés audités de 2022)

REVENUS, MARGES DU BÉNÉFICE D'AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT AJUSTÉ (BAIIA (A)), FLUX DE TRÉSORERIE ET TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées pour les revenus sont basées sur le budget interne sectoriel de la Société qui a été projeté sur une période de cinq ans alors qu'un taux de croissance à long terme de 2 % a été appliqué par la suite. L'hypothèse utilisée pour les marges du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) (A) est basée sur la performance historique du secteur et a été maintenue constante. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CAPITALISATION

La Société a assumé un taux de capitalisation afin de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie de ses immobilisations corporelles. Le taux de capitalisation représente une mesure d'évaluation immobilière utilisée pour comparer différents investissements immobiliers. Le taux de capitalisation est calculé comme le rapport entre les revenus locatifs annuels produits par un bien immobilier et sa valeur de marché actuelle.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des vingt dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction sur le marché.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour la capacité établie alors qu'un accroissement sur les périodes prévisionnelles subséquentes est considéré pour les nouvelles capacités. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

D. ÉCARTS D'ACQUISITION, AUTRES ACTIFS INCORPORELS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les écarts d'acquisition et les listes de clients ont été créés à la suite de regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition, qui nécessite également des estimations et des jugements importants, est utilisée pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises. Dans le cadre du processus d'allocation du regroupement d'entreprises, les justes valeurs estimées sont attribuées aux actifs nets acquis. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations de fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimée des actifs nets acquis est ensuite attribué à l'écart d'acquisition. Si les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués à l'actif net pourraient différer de ce qui est actuellement déclaré. Cela aurait alors une incidence directe sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition. Les différences dans les justes valeurs estimées auraient également une incidence sur l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109, « Certification of Disclosure in Issuer's Annual and Interim Filings ».

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière attestent l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires selon « le règlement 52-109 » en utilisant le cadre de contrôle interne proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022, il n'y a eu aucun changement dans le CIIF de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le CIIF.

FACTEURS DE RISQUE

La Société est exposée à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités, ce qui inclut les variations des prix de vente de ses principaux produits, des coûts des matières premières, des taux d'intérêt et des taux de change des devises étrangères, autant de facteurs influant sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. La Société gère l'exposition à ces risques et aux autres risques liés au marché par diverses activités régulières d'exploitation et de financement, ainsi que, de manière plus limitée, par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La Société utilise ces derniers comme mécanismes de gestion des risques et non dans le but de spéculer sur des investissements. Les sections qui suivent traitent des principaux éléments de risque et d'incertitude que nous avons répertoriés ainsi que de nos stratégies d'atténuation. Les éléments ne sont pas présentés dans un ordre particulier, étant donné que chaque risque est évalué en gravité et en probabilité d'occurrence. Nous prévenons le lecteur que la liste ne couvre pas tous les risques que nous courons et que nos stratégies d'atténuation ne permettront pas d'éliminer tous les risques.

Risques liés aux activités de la Société

Risques macroéconomiques

L'inflation a bondi au cours de l'année se terminant le 31 décembre 2022 à des niveaux jamais vus au cours de la dernière décennie, au moins, et cela représente un risque important pour la stabilité macroéconomique. Le phénomène d'inflation entraîne une hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, les marchés mondiaux des actions et des capitaux peuvent connaître une volatilité et une faiblesse importantes. La durée et l'impact sont inconnus pour le moment, tout comme l'impact sur nos opérations et le marché de nos titres. Des périodes prolongées d'inflation pourraient augmenter nos coûts et avoir une incidence sur notre rentabilité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur nos activités et notre situation financière. Des niveaux élevés d'inflation peuvent nous exposer à d'importantes pressions sur les coûts. En conséquence, les gouvernements peuvent adopter des initiatives pour lutter contre l'inflation (par exemple, augmenter le taux d'intérêt de base), augmentant ainsi notre coût d'emprunt et diminuant la liquidité des marchés financiers. Nos clients peuvent rencontrer des difficultés et retarder le paiement des biens acquis. Une inflation élevée peut entraîner une augmentation des coûts de main-d'œuvre et des dépenses de rémunération de nos employés. Si nos coûts devaient être soumis à des pressions inflationnistes importantes, nous pourrions ne pas être en mesure de compenser entièrement ces coûts plus élevés par des augmentations de prix, et rien ne garantit que nos revenus augmenteront au même rythme pour maintenir le même niveau de rentabilité.

Bien que Cascades n'ait pas d'activités directes en Russie ou en Ukraine, un conflit armé prolongé entre les deux pays ou une extension du conflit armé avec d'autres pays pourrait avoir un effet défavorable important sur les économies mondiales et sur la Société de diverses manières, notamment : (i) une baisse générale des dépenses de consommation due à des niveaux de confiance plus bas; (ii) une forte inflation des prix; (iii) les perturbations des marchés de capitaux et financiers; et (iv) une augmentation du risque de cybersécurité.

Si la Société ne réussit pas à gérer l'offre et la demande dans le contexte de la pandémie ou d'autres problèmes de santé publique similaires à grande échelle, ou encore les défis d'exploitation qui en résultent, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats.

La crainte d'être exposée à la pandémie, les effets réels de celle-ci ou les mesures gouvernementales prises en conséquence, comme les restrictions relatives aux voyages, la fermeture des entreprises ou l'imposition de restrictions, les ordonnances de couvre-feu, les recommandations ou les consignes des autorités gouvernementales enjoignant à la population d'éviter les grands rassemblements ou de respecter la quarantaine ou d'autres types de fermetures et restrictions, pourraient avoir des répercussions défavorables sur la Société. Ces impacts incluent, mais ne sont pas limités à :

- la réduction appréciable ou la grande volatilité de la demande pour un ou plusieurs des produits de la Société, qui pourrait être attribuable, entre autres choses, à l'imposition de la quarantaine ou à d'autres restrictions relatives aux voyages, à des difficultés financières, au changement de comportement des clients qui pourraient délaissier un ou plusieurs des produits de la Société, y compris nos produits hors foyer ou nos produits d'emballage industriels, ou au fait que les consommateurs décident de faire des réserves et d'acheter une quantité excessive de produits de la Société pendant une période, réduisant ainsi la demande de ces produits pendant une autre période. Si une telle situation perdure, ces événements pourraient accroître la difficulté pour la Société de planifier ses activités et avoir un effet défavorable sur ses résultats;
- l'impossibilité, pour la Société, de répondre aux besoins de ses clients et d'atteindre ses cibles au chapitre des coûts en raison des perturbations dans les ententes de fabrication et d'approvisionnement causées par le manque de main-d'œuvre ou de la perte ou de la pénurie de matériel de fabrication ou d'approvisionnement important, comme les matières premières ou d'autres composants des produits finis, les moyens de transport ou d'autres fonctions de fabrication et de distribution. Bien que la Société n'ait pas eu à le faire pour l'instant, elle pourrait être forcée de fermer ses installations de fabrication ou de réduire leurs activités afin de se conformer aux consignes plus strictes que le gouvernement pourrait donner à l'avenir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats;
- le fait que des tiers dont la Société dépend, y compris ses fournisseurs, ses fabricants contractuels, ses distributeurs et d'autres entrepreneurs, manquent à leurs obligations envers la Société ou aient d'énormes difficultés à les remplir en raison de leurs propres difficultés financières ou sur le plan de l'exploitation ou de leur incapacité à livrer des biens ou à fournir des services à cause des restrictions ou consignes gouvernementales, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Société;

- l'augmentation des frais découlant de l'instauration de méthodes de travail qui sont conformes aux recommandations et aux règlements gouvernementaux et qui protègent la santé et la sécurité des employés de la Société, comme le travail à distance (qui entraîne à son tour des risques supplémentaires inhérents à la cybersécurité), les tests de dépistage et le resserrement des protocoles de nettoyage et des mesures sanitaires. La Société pourrait continuer d'engager des frais dans le cadre de ses efforts d'atténuation des risques et pourrait devoir mettre en œuvre d'autres mesures plus coûteuses pour continuer de se conformer aux recommandations et aux règlements gouvernementaux, qui pourraient devenir encore plus rigoureux à l'avenir, afin de protéger la santé et la sécurité de ses employés;
- les mesures gouvernementales prises dans un ou plusieurs des territoires où Cascades exerce ses activités qui retireraient à Cascades le privilège d'être considérée comme une « entreprise essentielle » (ou d'autres mesures prises par les gouvernements dans le but de restreindre les activités commerciales des entreprises jugées essentielles), forçant ainsi la Société à réduire considérablement ses activités, voire à les interrompre, ou des mesures gouvernementales qui feraient en sorte que les fournisseurs, les fabricants contractuels, les distributeurs ou d'autres entrepreneurs de la Société ne soient plus considérés comme des entreprises essentielles, ce qui compromettrait la mesure dans laquelle la Société pourrait livrer ses produits et fournir ses services à ses clients, entraînant un effet défavorable sur ses activités et ses résultats.

Malgré les efforts que la Société déploie pour gérer ces conséquences et les atténuer, leur incidence ultime dépend également de facteurs qui sont indépendants de sa volonté, y compris la durée et la gravité de la pandémie ainsi que les mesures prises par des tiers afin d'endiguer sa propagation et d'atténuer ses répercussions sur la santé publique. Les effets défavorables qui sont décrits ci-dessus s'appliquent également à d'autres épidémies, pandémies et autres urgences de santé publique.

Dans la mesure où la pandémie aura un effet défavorable sur l'entreprise, les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, elle pourrait également avoir pour effet d'aggraver bon nombre des autres risques qui sont décrits dans la présente rubrique, comme les risques inhérents à l'endettement élevé de la Société, à la nécessité pour la Société de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de sa dette et à la mesure dans laquelle elle pourra se conformer aux engagements stipulés dans les conventions qui régissent ses emprunts.

Les marchés de certains produits de la Société ont tendance à être cycliques et le prix de certains de ses produits, ainsi que celui des matières premières et le coût de l'énergie, pourraient fluctuer considérablement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Les marchés de certains produits de la Société, particulièrement le carton-caisse, sont cycliques. Par conséquent, les prix de ce type de produits et des deux matières premières principales qui les constituent, le papier recyclé et la fibre vierge, ont fluctué considérablement par le passé et sont susceptibles de continuer à le faire à l'avenir, principalement en raison des déséquilibres entre l'offre et la demande sur le marché. La force de l'économie mondiale et de celle des pays ou des régions où Cascades exerce ses activités, particulièrement au Canada et aux États-Unis, les deux marchés principaux de la Société, influe énormément sur la demande. Celle-ci est également touchée par la fluctuation des stocks détenus par les clients et les préférences de ces derniers. L'offre dépend principalement de la capacité du secteur et des taux d'utilisation de la capacité. En période de faiblesse économique, la réduction des dépenses des consommateurs et des entreprises fait chuter la demande, ce qui est susceptible d'entraîner la baisse des prix. Les participants au secteur peuvent également, à l'occasion, accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait faire en sorte que l'offre excède la demande et que les prix baissent. Aussi, la faiblesse des prix dans le marché des fibres recyclées pourrait avoir un impact négatif sur leur disponibilité.

Selon la conjoncture du marché et la demande connexe, Cascades pourrait interrompre sa production pour des motifs liés au marché. En outre, la Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir ses prix actuels ou d'augmenter ses prix à l'avenir. Le cas échéant, cela aurait un effet défavorable sur ses revenus, sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, d'autres participants pourraient accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait également avoir une incidence défavorable sur l'entreprise ainsi que sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le prix de la fibre recyclée et de la fibre vierge fluctue considérablement. Le prix de ces matières pourrait présenter un risque pour les marges de profit de la Société s'il lui était impossible de transférer les augmentations de prix à ses clients en temps opportun. Bien que le prix de la fibre recyclée fluctue généralement en fonction du prix des produits fabriqués à partir de papier recyclé, il se pourrait que ce ne soit pas toujours le cas. Si Cascades n'était pas en mesure d'augmenter le prix de vente de ses produits pour compenser la hausse du prix de la fibre recyclée ou de la fibre vierge, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur sa rentabilité et ses rentrées de fonds.

Cascades utilise également de l'énergie, principalement du gaz naturel et du mazout, pour générer la vapeur qu'elle utilise dans le cadre de la production et pour faire fonctionner la machinerie. Le prix de l'énergie, particulièrement du gaz naturel et du mazout, demeure très volatile. Cascades évalue constamment ses coûts énergétiques et étudie des moyens d'en tenir compte dans ses prix. Toutefois, si le prix de l'énergie devait augmenter, cela aurait un effet défavorable sur les coûts de production, la situation concurrentielle et les résultats d'exploitation de la Société. Une augmentation importante pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société et des répercussions plus lourdes sur le marché qui pourraient nuire davantage à l'entreprise ou aux résultats financiers de la Société.

Cascades doit affronter une forte concurrence et certains de ses concurrents pourraient profiter d'avantages notables au chapitre des coûts, être en mesure de réaliser des économies d'échelle supérieures ou pouvoir mieux résister aux périodes de diminution des prix et de conditions d'exploitation défavorables, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur la part du marché et la rentabilité de la Société.

Les marchés des produits de la Société sont extrêmement concurrentiels. Sur certains de ses marchés, Cascades livre concurrence à un petit nombre d'autres producteurs, particulièrement pour ce qui est du papier tissu. Dans certains secteurs, tels que celui du carton-caisse, la concurrence est plutôt mondiale, alors que dans d'autres, tels que le secteur des papiers tissu, elle est plutôt régionale. Dans le segment des produits d'emballage de la Société, celle-ci doit également affronter la concurrence du matériel d'emballage de rechange, tel que le plastique et le polystyrène, ce qui peut donner lieu à un excédent de la capacité, à une diminution de la demande et à des pressions au chapitre des prix.

La concurrence sur les marchés où la Société exerce ses activités repose principalement sur le prix, le service à la clientèle ainsi que sur la qualité, la gamme et les caractéristiques de rendement de ses produits. La capacité de la Société de rivaliser avec succès dépend d'une variété de facteurs, notamment les suivants :

- sa capacité à maintenir une grande efficacité dans les usines et à avoir un taux d'exploitation élevé et des coûts de fabrication bas;
- la disponibilité, la qualité et le coût des matières premières, particulièrement la fibre recyclée et la fibre vierge, et de la main-d'œuvre;
- le coût de l'énergie.

Certains concurrents de la Société pourraient à l'occasion payer moins cher la fibre, l'énergie et la main-d'œuvre dont ils ont besoin et exercer leurs activités dans un contexte où la réglementation environnementale et gouvernementale est moins restrictive que celle à laquelle Cascades est soumise. Par exemple, les fabricants entièrement intégrés, qui sont ceux dont les besoins en pâtes et en autres fibres sont comblés entièrement par des sources internes, pourraient avoir certains avantages concurrentiels sur les fabricants qui ne sont pas entièrement intégrés tels que Cascades lorsque le prix des matières premières est relativement élevé, étant donné qu'ils sont en mesure d'obtenir un approvisionnement constant en matières premières à un coût susceptible d'être inférieur aux prix en vigueur sur le marché. En comparaison, les concurrents qui sont moins intégrés que Cascades pourraient profiter d'avantages au chapitre des coûts lorsque le prix de la pâte ou de la fibre est relativement bas parce qu'ils sont en mesure d'acheter ces matières à un prix inférieur aux frais que la Société engage dans le cadre de la production. D'autres concurrents de plus grande envergure que Cascades pourraient réaliser de plus grosses économies d'échelle, à l'échelle mondiale, ou de mieux résister aux périodes de baisse de prix et de conditions d'exploitation défavorables.

Les clients de la Société regroupent de plus en plus leurs entreprises. Si le nombre de clients de la Société diminue, sa force de négociation avec ses clients pourrait faiblir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses prix, ses marges et sa rentabilité.

Comme la Société exerce ses activités à l'échelle internationale, elle est exposée à des risques politiques, sociaux et de change qui pourraient avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Les activités internationales de la Société l'exposent à un certain nombre de risques et de défis, notamment les suivants :

- la commercialisation efficace de ses produits dans d'autres pays;
- les tarifs et les autres barrières commerciales;
- les cadres réglementaires et les contextes politiques différents qui s'appliquent aux activités de la Société dans certaines régions, tels que la conformité environnementale et les règles en matière de santé et de sécurité; et
- l'exposition aux épidémies et aux pandémies telles que la propagation du coronavirus, ainsi que d'autres maladies ou virus contagieux.

Cascades compte des clients et exerce des activités à l'extérieur du Canada. En 2022, approximativement 52 % des ventes consolidées de la Société ont été réalisées aux États-Unis. En 2022, 19 % des ventes des usines canadiennes ont été faites aux États-Unis.

En outre, les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, tandis qu'une partie de ses ventes sont réalisées dans d'autres devises, principalement le dollar américain. Une diminution de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain peut défavorablement toucher les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Au 31 décembre 2022, la dette consolidée de la Société libellée en dollars américains totalisait 1 320 M\$ US.

De surcroît, dans certains cas, la devise dans laquelle la Société vend ses produits ne correspond pas à la devise dans laquelle elle engage des frais, ce qui peut avoir un effet défavorable sur sa rentabilité. La fluctuation du cours du change peut également influencer sur la situation concurrentielle relative d'une installation donnée si celle-ci doit affronter la concurrence de producteurs non locaux, ainsi que sur la capacité de la Société de commercialiser avec succès ses produits sur les marchés d'exportation. Par conséquent, si le dollar canadien demeurait fort de façon permanente vis-à-vis du dollar américain, cela pourrait avoir une incidence sur la rentabilité des installations de la Société et forcer Cascades à fermer des installations temporairement ou de façon permanente et, de ce fait, avoir un effet défavorable important sur l'entreprise ou ses résultats financiers.

La Société gère le risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle en concluant des contrats à terme sur devises et des options de devises relativement aux ventes, achats, dépenses d'intérêts et remboursements de la dette à long terme estimés. Ces instruments de couverture pourraient ne pas être efficaces pour compenser les risques, générer des pertes ou encore avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société comparativement aux résultats qui auraient été obtenus, n'eût été de la mise en place de ces couvertures.

Les activités de la Société sont assujetties à des réglementations environnementales rigoureuses et nécessitent des dépenses qui pourraient être importantes par rapport aux fonds provenant de l'exploitation.

La Société est soumise aux lois et règlements sur l'environnement imposés par l'ensemble des autorités gouvernementales et des organismes de réglementation dans tous les pays où elle exerce ses activités. Ces lois et règlements environnementaux imposent des normes strictes à la Société, notamment dans les domaines suivants :

- les émissions atmosphériques;
- l'évacuation des eaux;
- l'utilisation et la manipulation des matières dangereuses;
- l'utilisation, la manipulation et l'élimination des déchets;
- la décontamination environnementale.

La Société est également régie par la *Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act* des États-Unis (CERCLA), ainsi que par les autres lois applicables aux États-Unis et au Canada qui tiennent les entreprises responsables des études sur les substances dangereuses et de l'élimination de ces dernières. La Société, pour certaines usines du Québec, est également assujettie à un marché du carbone dans le but de réduire les émissions de CO₂ à l'échelle mondiale. Chaque unité s'est vu assigner des droits d'émission (« quota CO₂ »). En se fondant sur l'année civile, si les émissions dépassent le quota, la Société doit acheter sur le marché les crédits nécessaires pour couvrir son déficit.

Si la Société ne se conforme pas aux exigences des lois, des règlements ou des permis environnementaux applicables, elle pourrait se voir imposer des amendes ou des sanctions civiles ou criminelles ou faire l'objet de mesures coercitives. Celles-ci peuvent inclure des ordonnances réglementaires ou judiciaires ordonnant ou suspendant certaines activités ou exigeant que des mesures correctives soient prises ou que du matériel de contrôle de la pollution soit installé, ce qui pourrait être très coûteux. Il est difficile de prédire l'évolution future de ces lois et règlements ou leur incidence sur les bénéfices et opérations futurs, mais il pourrait être nécessaire d'engager des dépenses en immobilisations pour s'y conformer. En outre, la modification des lois et des règlements actuels régissant les activités de la Société ou leur mise en application plus stricte pourrait avoir un effet défavorable important sur ses activités, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. De plus, bien que Cascades s'efforce généralement de planifier chaque année les dépenses en immobilisations liées à la conformité environnementale et en matière de santé et de sécurité, les dépenses en immobilisations effectivement engagées pourraient excéder celles prévues dans les estimations. Le cas échéant, Cascades pourrait être forcée de réduire d'autres dépenses en immobilisations ou d'autres activités. En outre, la mise en application des lois et des règlements environnementaux existants devient de plus en plus stricte. La Société pourrait découvrir des situations ou des problèmes environnementaux inconnus qui découlent d'activités qu'elle a exercées par le passé ou qu'elle exerce actuellement ou pourrait se voir attribuer des responsabilités environnementales imprévues à l'avenir.

Ces situations et responsabilités pourraient avoir les effets suivants :

- nécessiter des frais de remise en état des emplacements ou d'autres frais pour assurer la conformité aux lois ou règlements environnementaux ou corriger les violations de ceux-ci;
- entraîner des réclamations gouvernementales ou privées pour dommages corporels, matériels ou environnementaux.

L'une ou l'autre des situations pourrait avoir un effet défavorable important sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Cascades pourrait être assujettie à une responsabilité absolue et, dans certaines circonstances, solidaire dans le cadre d'enquêtes de contamination des sols, y compris la contamination causée par des tiers, quant aux propriétés qui lui appartiennent ou qu'elle exploite ou sur lesquelles la Société ou ses prédécesseurs ont pris des dispositions en vue de l'élimination de matières réglementées. Par conséquent, la Société participe de temps à autre à des poursuites et à des enquêtes administratives et judiciaires en matière environnementale. La Société pourrait être impliquée dans des procédures supplémentaires dans le futur et le montant total des frais futurs et des autres responsabilités environnementales qu'elle est susceptible d'engager pourrait être important.

À ce jour, la Société respecte, à tous égards importants, l'ensemble des lois et règlements environnementaux applicables. Toutefois, elle prévoit qu'elle devra continuer à engager des dépenses en immobilisations et des charges d'exploitation afin de maintenir cette conformité aux exigences en vigueur.

Cascades pourrait subir des sinistres que ses assurances pourraient ne pas couvrir, en totalité ou en partie.

Cascades a contracté des assurances responsabilité en cas d'incendies et des couvertures supplémentaires complètes à l'égard de la plupart de ses installations, dont les caractéristiques et les montants d'assurance sont ceux d'usage au sein du secteur relativement à des biens similaires. En outre, certains types de sinistres, tels que ceux qui résultent des guerres, des actes de terrorisme ou des désastres naturels, ne sont généralement pas assurés, soit parce qu'ils ne sont pas assurables, soit parce qu'il n'est pas possible de les assurer de façon économique. De surcroît, les assureurs sont récemment devenus plus réticents à assurer ces types de sinistres. Si un sinistre non assuré ou un sinistre dont la valeur est supérieure au montant de la couverture survenait, Cascades pourrait perdre les capitaux qu'elle a

investis dans l'installation en question, ainsi que les revenus futurs qu'elle prévoyait tirer des activités de fabrication y ayant trait, tout en demeurant tenue de continuer à payer les hypothèques et les autres obligations financières reliées aux biens en question. Un tel sinistre pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

Les conflits de travail ou les pénuries de main-d'œuvre pourraient avoir un effet défavorable important sur la structure de coûts de la Société et sur sa capacité d'exploiter ses usines qui dépendent de la capacité à attirer et retenir du personnel qualifié.

En date du 31 décembre 2022, la Société comptait environ 10 000 employés, dont environ 30 % des employés sont syndiqués. Si la Société ne réussit pas à négocier des conventions acceptables avec ses syndicats au moment de l'expiration des conventions existantes, cela pourrait entraîner des grèves ou des arrêts de travail ainsi qu'une hausse des frais d'exploitation attribuable à l'augmentation des salaires versés ou des avantages sociaux offerts aux employés syndiqués. Si les employés syndiqués amorcent un arrêt de travail ou se mettent en grève, cela pourrait perturber les activités de Cascades ou augmenter ses coûts de main-d'œuvre, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur l'entreprise, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses rentrées de fonds. Des 29 conventions collectives en cours, 8 sont présentement échues et en cours de négociation, 9 expireront en 2023 et 8 autres prendront fin en 2024.

En règle générale, la Société entreprend le processus de négociation plusieurs mois avant la date d'expiration d'une convention collective; elle est donc en train de négocier avec les syndicats dont les conventions collectives ont expiré ou expireront bientôt. Cependant, Cascades pourrait ne pas réussir à négocier de nouvelles conventions ou à les négocier selon des modalités satisfaisantes.

Le succès de Cascades dépend en partie de sa capacité à continuer d'attirer et retenir des cadres et du personnel de gestion, de réglementation, de technique, de vente et de marketing qualifiés dans diverses régions géographiques. L'incapacité d'attirer, d'intégrer, de motiver et de retenir du personnel qualifié pourrait avoir un effet défavorable important sur la Société. La Société est en concurrence pour ce personnel contre de nombreuses entreprises. Rien ne garantit qu'elle réussira à attirer ou à retenir ce personnel et le fait de ne pas le faire pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière et ses résultats d'exploitation.

Cascades pourrait faire des placements dans des entreprises qu'elle ne contrôle pas et ne pas recevoir de dividendes ou de rendement du capital investi ou encore ne pas recevoir ceux-ci en temps utile.

Cascades a mis sur pied des coentreprises, fait des placements dans des entreprises associées et acquis une participation importante dans des filiales en vue d'accroître son intégration verticale, d'améliorer le service à la clientèle et d'augmenter l'efficacité de la commercialisation et de la distribution aux États-Unis et sur d'autres marchés. Ses principaux investissements dans des coentreprises, entreprises associées et filiales sont :

- deux coentreprises à 50 % avec Sonoco Products Corporation, situées au Canada (2 usines) et aux États-Unis (2 usines), qui fabriquent des produits spécialisés d'emballage de papier, comme les embouts de rouleaux et les cartons d'emballage pour rouleaux de papier; et
- une participation de 79,90 % dans la filiale Greenpac Holding LLC, un fabricant nord-américain de papier doublure. Pour les fins comptables, le pourcentage de détention, incluant la détention indirecte, s'élève à 86,35 % (voir la Note 8 des états financiers consolidés audités annuels pour plus de détails).

À l'exception de Greenpac Holding LLC, Cascades n'a pas le contrôle effectif de ces entreprises. Le fait de ne pas contrôler les entreprises dans lesquelles elle investit pourrait compromettre sa capacité de recevoir des distributions de ces entreprises ou de pleinement mettre en œuvre son plan d'affaires. Si une entreprise qui n'est pas contrôlée par la Société contracte une dette ou conclut une autre convention, cela pourrait l'empêcher de verser des distributions à la Société. Même dans les cas où ni la loi ni un contrat n'empêchent ces entreprises de verser des dividendes ou des distributions à Cascades, la Société pourrait ne pas pouvoir influencer sur le versement des dividendes ou des distributions en question. En outre, si l'un ou l'autre des autres investisseurs dans une entreprise que la Société ne contrôle pas est en défaut d'exécution de ses obligations, cette entreprise pourrait ne pas être en mesure d'exercer ses activités conformément à son plan d'affaires ou Cascades pourrait devoir accroître le montant de sa participation. Si l'un ou l'autre de ces faits se matérialise, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de faire les versements requis sur ses dettes.

En outre, la Société a conclu diverses conventions entre actionnaires relativement à ses coentreprises et à ses participations en actions. Certaines de ces conventions comportent une clause de sortie forcée, qui prévoit que si l'un des actionnaires offre d'acheter la totalité des actions appartenant aux autres parties à la convention, les autres parties devront soit accepter l'offre, soit acheter la totalité des actions appartenant à l'actionnaire en question, selon les mêmes modalités. En outre, certaines des conventions prévoient que si un actionnaire fait l'objet d'une procédure de faillite ou est en défaut aux termes de l'une ou l'autre de ses dettes, les parties à la convention qui ne sont pas en défaut auront le droit de faire valoir la clause de sortie forcée ou de vendre leurs actions à un tiers. Le pouvoir de la Société d'acheter la participation des autres actionnaires dans ces coentreprises, si ceux-ci devaient faire valoir une telle clause de sortie forcée, pourrait être limité par les engagements prévus dans la facilité de crédit et l'acte de la Société.

En outre, il se pourrait que Cascades n'ait pas suffisamment de fonds pour accepter l'offre ni le pouvoir de réunir des fonds adéquats au besoin, ce qui pourrait la forcer à vendre sa participation dans ces entités ou à modifier son plan d'affaires.

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société, ce qui pourrait exposer celle-ci à des difficultés dans l'intégration des activités acquises, au détournement du temps et des ressources de la direction et à des responsabilités imprévues, entre autres risques commerciaux.

Les acquisitions ont toujours été un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cascades prévoit continuer à rechercher des acquisitions stratégiques de façon sélective à l'avenir. Le pouvoir de la Société de réaliser des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises à l'avenir selon des modalités qui lui seraient favorables pourrait être limité par le nombre de cibles intéressantes, l'utilisation accrue de ses ressources internes et, dans la mesure où cela est nécessaire, son pouvoir d'obtenir du financement ou d'en obtenir selon des modalités satisfaisantes. Les acquisitions pourraient également exposer la Société à d'autres risques, y compris les suivants :

- difficultés dans l'intégration et la gestion des entreprises nouvellement acquises et dans l'amélioration de l'efficacité de leur exploitation;
- difficultés dans le maintien de normes, de contrôles, de méthodes et de politiques uniformes dans tous les établissements de la Société;
- entrée sur des marchés dans lesquels la Société a peu ou pas d'expérience;
- incapacité de la Société à garder à son service les employés clés des sociétés nouvellement acquises;
- perturbations des activités en cours de la Société;
- détournement du temps et des ressources de la direction.

En outre, les acquisitions futures pourraient forcer Cascades à contracter des dettes supplémentaires en vue de financer une acquisition ou à prendre des dettes en charge dans le cadre d'une acquisition, et ainsi entraîner des coûts, des éléments de passif éventuels et des frais d'amortissement. La Société pourrait également engager des coûts et détourner l'attention de la direction pour des acquisitions éventuelles qui ne se réaliseront jamais. Quant aux acquisitions qu'elle réalisera, il se pourrait que les synergies prévues ne se concrétisent jamais. Si la Société ne réussit pas à régler l'une ou l'autre de ces questions, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette, y compris les billets de premier rang en circulation.

Bien que Cascades effectue généralement une vérification diligente des entreprises ou des éléments d'actifs qu'elle acquiert, et qu'elle prévoit continuer à le faire, il se peut qu'elle ne réussisse pas à découvrir toutes les responsabilités qui deviendraient les siennes à titre de successeur. Lorsque cela est possible, la Société essaie d'atténuer l'effet de ce type de responsabilités éventuelles en obtenant des indemnités et des garanties du vendeur, qui sont dans certains cas soutenues par le report du paiement d'une tranche du prix d'achat. Toutefois, ces indemnités et ces garanties, si elles sont obtenues, pourraient ne pas couvrir le montant intégral des responsabilités en raison de leur portée, de leur montant ou de leur durée limitée, des ressources financières de la personne qui les a accordées ou d'autres motifs.

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner la baisse de la valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur sa situation.

Les IFRS exigent que Cascades effectue des tests de dépréciation des actifs à long terme et de l'écart d'acquisition afin d'établir s'il faut diminuer la valeur des éléments d'actif en question. La dévaluation d'un élément d'actif résultant d'un test de dépréciation donnerait lieu à une charge non monétaire qui réduirait le bénéfice déclaré de la Société. En outre, la dévaluation de l'actif de la Société pourrait avoir un effet défavorable important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles et, par conséquent, limiter son pouvoir d'emprunt.

MM Bernard, Laurent et Alain Lemaire et leur famille (les « Lemaire ») détiennent collectivement un pourcentage important des actions ordinaires.

Les Lemaire détiennent collectivement un pourcentage important des actions ordinaires de la Société et il se pourrait que, dans certains cas, leurs intérêts ne correspondent pas à ceux des autres porteurs d'actions ordinaires. Il n'y a pas d'entente formelle entre les Lemaire quant au vote de leurs actions ordinaires et, au cours des dernières années, le contrôle de leurs actions est devenu dispersé au sein de leurs familles respectives. Cependant, étant donné que les autres actions de la Société sont détenues par un grand nombre d'actionnaires, les Lemaire peuvent encore être en mesure d'influencer :

- l'élection de la totalité des administrateurs de la Société et, en conséquence, contrôler les questions qui doivent être approuvées par le conseil;
- les questions soumises au vote des actionnaires, y compris les fusions, les acquisitions et les regroupements avec des tiers et la vente de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société;
- l'orientation et les politiques de la Société.

Si Cascades ne réussit pas à garder son personnel clé ou à le remplacer, en particulier son président et chef de la direction, son vice-président et chef de la direction financière, son chef de la stratégie et des affaires juridiques et son président exécutif du conseil d'administration et co-fondateur Alain Lemaire, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Bien que Cascades pense qu'ils continueront à jouer un rôle actif dans l'entreprise et que Cascades continuera d'être en mesure de recruter et de garder à son service d'autres personnes compétentes et de remplacer le personnel clé au besoin, la concurrence à cet égard pourrait être féroce. Cascades n'a pas souscrit d'assurance à l'égard des membres de sa direction principale.

Les activités commerciales, la propriété intellectuelle, les résultats d'exploitation et la situation financière de Cascades pourraient souffrir si Cascades n'est pas en mesure de protéger ses systèmes d'information contre les cyberattaques ou d'autres cyberincidents ou de réagir efficacement à ces attaques.

La Société dépend des technologies de l'information, d'autres ressources informatiques et de ses employés pour traiter, transmettre et stocker des données électroniques dans ses activités commerciales quotidiennes et pour mener d'importantes activités opérationnelles et de marketing. Malgré la mise en œuvre de mesures de sécurité, nos systèmes technologiques et ceux de tiers sur lesquels s'appuie la Société sont vulnérables aux dommages, aux incapacités ou aux pannes dus aux virus informatiques, aux logiciels malveillants ou à d'autres circonstances nuisibles, à la pénétration intentionnelle ou à la perturbation de nos ressources informatiques par un tiers, aux catastrophes naturelles, à la corruption ou la défaillance ou l'erreur du matériel ou des logiciels (y compris une défaillance des contrôles de sécurité intégrés ou appliqués à ces matériels ou logiciels), la défaillance du système de télécommunications, l'erreur ou la défaillance du fournisseur de services, les actions intentionnelles ou involontaires du personnel (y compris le non-respect de nos protocoles de sécurité), ou la perte de connectivité à nos ressources en réseau. Une perturbation importante et prolongée du fonctionnement de ces ressources entraînerait une interruption de nos opérations et pourrait nuire à notre réputation et nous faire perdre des clients, des ventes et des revenus.

De plus, des failles de sécurité impliquant les systèmes en place ou des fournisseurs tiers peuvent survenir, telles que des accès non autorisés, des dénis de service, des virus informatiques et d'autres problèmes perturbateurs causés par des pirates. Cela pourrait entraîner la divulgation publique involontaire ou le détournement d'informations propriétaires, personnelles et confidentielles, ou l'impossibilité d'accéder aux données de l'entreprise (y compris en raison de ransomwares), et nous obliger à engager des dépenses importantes pour résoudre ce type de problèmes. La divulgation d'informations confidentielles peut également entraîner le vol d'identité et les fraudes, litiges ou autres procédures connexes à notre rencontre par les personnes concernées et / ou les partenaires commerciaux et / ou par les autorités de réglementation, et l'issue de ces procédures, qui pourrait inclure des sanctions ou des amendes, pourrait avoir une incidence importante et défavorable sur les activités commerciales, la propriété intellectuelle, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. La survenance de l'un de ces incidents pourrait entraîner une publicité défavorable, une perte de confiance des consommateurs ou des employés et une baisse des ventes et des bénéfices. En outre, les coûts du maintien d'une protection adéquate contre de telles menaces, y compris des coûts d'assurance potentiellement plus élevés, à mesure qu'ils se développent rapidement à l'avenir (ou à mesure que les exigences légales liées à la sécurité des données augmentent) pourraient être importants. La cybersécurité représente un défi à l'échelle de l'entreprise et les risques associés font partie du programme de gestion des risques d'entreprise présenté à notre comité d'audit et des finances.

À la lumière de ce qui précède, la Société pourrait devoir modifier ses systèmes et ses pratiques d'affaires dans le but d'améliorer davantage la sécurité des données, ce qui entraînerait une augmentation des dépenses et une complexité d'exploitation. Bien qu'à ce jour, aucune perte matérielle liée à des cyberattaques ou à d'autres atteintes à la sécurité de l'information n'ait été constatée, rien ne garantit que de telles pertes ne se produiront pas à l'avenir. Le risque et l'exposition à ces questions ne peuvent être entièrement atténués en raison, entre autres, de la nature évolutive de ces menaces. À mesure que les cybermenaces continuent d'évoluer, la Société pourrait être tenue de consacrer des ressources supplémentaires pour continuer de modifier ou d'améliorer les mesures de protection ou pour enquêter sur les failles de sécurité et y remédier.

Les changements climatiques pourraient affecter négativement les activités commerciales et les opérations de Cascades.

On craint que le dioxyde de carbone et les autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère aient un impact négatif sur les températures mondiales, les conditions météorologiques et la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles. La Société exploite des usines et livre des produits à des clients dans des régions pouvant être exposées à des conditions climatiques particulières comme une hausse du niveau de la mer ou une hausse de la fréquence ou de l'intensité des tempêtes. Que ce soit causé ou non par les changements climatiques, l'occurrence d'un ou de plusieurs désastres naturels, tels que des ouragans, des incendies ou des inondations, pourrait causer des dommages considérables à nos installations, arrêter la production, augmenter les coûts d'exploitation tels que le transport et l'énergie et diminuer les ventes. Les changements climatiques pourraient imposer des coûts d'assurances ou de remises en état plus élevés à la Société.

Les préoccupations liées aux changements climatiques peuvent entraîner des exigences légales et réglementaires régionales, fédérales et/ou mondiales nouvelles ou accrues pour réduire ou atténuer les effets des gaz à effet de serre, ou pour limiter ou imposer des coûts supplémentaires à l'utilisation commerciale de l'eau en raison de problèmes locaux de rareté de l'eau. Dans le cas où une telle réglementation est plus stricte que les obligations réglementaires actuelles, ou les mesures que nous prenons actuellement pour surveiller et améliorer notre efficacité énergétique et la conservation de l'eau, nous pouvons subir des perturbations ou des augmentations significatives de nos coûts de fonctionnement et de livraison et il se peut que nous devions faire des investissements supplémentaires

dans des installations et du matériel ou déplacer nos installations. En particulier, une réglementation accrue des émissions de carburant pourrait augmenter considérablement le coût de l'énergie, y compris le carburant, nécessaire pour exploiter nos installations ou transporter et distribuer nos produits, augmentant ainsi considérablement les coûts de distribution et de chaîne d'approvisionnement associés à nos produits. Par conséquent, les effets du changement climatique pourraient avoir une incidence négative sur nos activités et nos opérations.

L'accent est également davantage mis, notamment par les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les investisseurs, les clients et les consommateurs, sur les questions de durabilité environnementale, comme la déforestation, l'utilisation des terres, l'impact climatique, l'utilisation de l'eau et la recyclabilité ou la récupérabilité des emballages, y compris le plastique. Notre réputation pourrait être entachée si nous ou d'autres membres de notre industrie n'agissons pas ou si nous sommes perçus comme n'agissant pas de manière responsable en ce qui concerne notre impact sur l'environnement.

Risques relatifs à l'endettement de la Société

Le degré d'endettement élevé de la Société pourrait avoir un effet défavorable sur sa santé financière et l'empêcher de remplir les obligations relatives à sa dette.

La Société présente un endettement élevé. En date du 31 décembre 2022, sa dette nette¹ se chiffrait à 1 966 M\$ sur une base consolidée, y compris les obligations locatives de 208 M\$ et nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 102 M\$.

Le degré d'endettement de la Société pourrait avoir des conséquences graves pour les porteurs d'actions ordinaires, par exemple :

- la Société pourrait avoir plus de difficulté à remplir les obligations relatives à sa dette;
- la Société pourrait être davantage exposée aux pressions de la concurrence et à la faiblesse de l'économie ou du marché et être forcée de consacrer une tranche appréciable de ses fonds provenant de l'exploitation au service de la dette, ce qui l'empêcherait de s'en servir aux fins de fonds de roulement, des dépenses en immobilisations et des acquisitions ou aux autres fins générales de l'entreprise;
- la Société aurait moins de latitude pour se préparer à l'évolution de son secteur ou y réagir;
- la Société pourrait être limitée dans sa capacité d'obtenir d'autres sources de financement.

La capacité de la Société à honorer sa dette dépendra de sa capacité à générer des flux de trésorerie dans le futur. La Société ne peut garantir que son entreprise générera des flux de trésorerie d'exploitation suffisants ou que des emprunts futurs seront disponibles pour lui permettre de rembourser sa dette ou de financer d'autres besoins en liquidités. De plus, si la Société ne respecte pas les clauses restrictives et obligations découlant de ses titres de créance, elle serait en défaut et les prêteurs pourraient alors exiger le remboursement de leur créance, ce qui aurait un effet défavorable important sur ses activités.

Cascades pourrait contracter d'autres dettes à l'avenir, ce qui intensifierait les risques actuels face à son endettement décrit ci-dessous.

Même si la Société présente un haut niveau d'endettement, elle et ses filiales seront en mesure de contracter d'autres dettes dans le futur. Même si sa facilité de crédit et les actes régissant ses billets subordonnés limitent sa capacité et celle de ses filiales restreintes d'avoir recours à de nouvelles dettes, ces restrictions sont assujetties à d'importantes exceptions et qualifications. Au 31 décembre 2022, la Société disposait d'un montant de 385 M\$ (après déduction des lettres de 15 M\$) disponible sur sa facilité de crédit de 750 M\$ (excluant la facilité de crédit de notre filiale Greenpac). Si la Société ou ses filiales contractent de nouvelles dettes, les risques de devoir se conformer à ces restrictions s'intensifieront.

Les modalités de la dette de la Société imposent des restrictions considérables aux activités que celle-ci peut exercer, ce qui pourrait l'empêcher de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux.

Les facilités de crédit de la Société et les actes régissant les billets de premier rang comprennent un certain nombre de clauses restrictives importantes, qui limitent notamment le pouvoir de la Société de faire ce qui suit :

- contracter des emprunts;
- verser des dividendes sur ses actions, racheter ses actions ou rembourser des titres d'emprunt subordonnés;
- faire des placements;
- vendre des actifs, incluant les actions de ses filiales;
- garantir d'autres dettes;
- conclure des conventions qui limitent le versement de dividendes ou d'autres distributions de filiales assujetties à des restrictions (uniquement dans le cas de la facilité de crédit de la Société);
- conclure des opérations avec des membres de son groupe;
- créer ou assumer des privilèges garantissant une dette;
- vendre ou transférer des transactions de cession-bail;
- participer à des fusions ou à des regroupements d'entreprises; et
- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

Ces clauses restrictives pourraient limiter le pouvoir de la Société de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux.

Les facilités de crédit actuelles de la Société comprennent d'autres clauses qui sont encore plus restrictives, y compris des engagements financiers qui l'obligent à atteindre certains résultats financiers et d'exploitation et à se conformer à certains ratios financiers stipulés. Des événements indépendants de sa volonté pourraient l'empêcher de se conformer à ces engagements, ce qui pourrait l'obliger à réduire ses activités et ses projets de croissance.

Les clauses restrictives qui sont énoncées dans l'acte relatif aux billets de premier rang de la Société et les facilités de crédit de la Société ne s'appliquent pas aux coentreprises, aux investissements minoritaires et aux filiales non restreintes.

Si la Société ne réussit pas à se conformer aux clauses restrictives de ses facilités de crédit ou de l'acte relatif à ses billets de premier rang, même si cela est attribuable à des événements indépendants de sa volonté, cela pourrait entraîner un cas de défaut qui pourrait devancer l'échéance de la dette.

Si Cascades ne réussit pas à remplir les engagements et les autres exigences prévus dans les actes, la facilité de crédit ou ses autres titres d'emprunt, un cas de défaut pourrait se produire aux termes du titre d'emprunt pertinent. Le cas échéant, cela pourrait déclencher un défaut aux termes d'autres titres d'emprunt, Cascades pourrait se voir interdire l'accès à d'autres emprunts et les porteurs des titres d'emprunt en défaut pourraient déclarer certaines sommes payables immédiatement. Il se pourrait que l'actif et les rentrées de fonds de la Société ne soient pas suffisants pour rembourser toutes les sommes empruntées sur les titres d'emprunt. En outre, il se pourrait que la Société soit incapable de refinancer ou de restructurer les paiements à faire sur la dette applicable. Même si elle réussissait à obtenir du financement supplémentaire, il n'est pas certain que les modalités de ce financement seraient favorables. Des temps d'arrêt de production importants ou prolongés dans les activités générales et des conditions économiques difficiles pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à respecter ses ratios, et pourraient mener Cascades à prendre des mesures afin de réduire sa dette ou à agir d'une manière contraire à ses objectifs opérationnels actuels.

Cascades est une Société de portefeuille et se révèle tributaire des rentrées de fonds générées par ses filiales pour remplir ses obligations relatives au service de la dette.

Cascades est structurée en Société de portefeuille et son seul actif important est constitué des actions ou des autres participations en actions de ses filiales, de ses coentreprises, de ses entreprises associées et de ses placements minoritaires. À titre de Société de portefeuille, Cascades exerce la quasi-totalité de ses activités par l'intermédiaire de ces entreprises. Par conséquent, ses rentrées de fonds et sa capacité de remplir ses obligations relatives au service de la dette sont tributaires du bénéfice de ses filiales, des coentreprises, entreprises associées, de ses placements minoritaires et de la distribution de ce bénéfice à Cascades, ou encore de prêts, d'avances ou d'autres paiements effectués par ces entreprises à Cascades. La capacité de ces entreprises de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements ou avances à Cascades sera tributaire des résultats d'exploitation de celles-ci et assujettie aux lois applicables et aux restrictions contractuelles prévues dans les actes qui régissent leurs dettes. En ce qui a trait aux coentreprises, aux entreprises associées et aux placements minoritaires de la Société, Cascades pourrait ne pas exercer un contrôle suffisant pour faire en sorte que des distributions lui soient versées. Bien que la facilité de crédit et les actes limitent le pouvoir des filiales assujetties à des restrictions de s'entendre sur certaines restrictions qui s'appliqueraient à leur capacité de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements à la Société, ces restrictions ne s'appliquent pas aux coentreprises, aux entreprises associées, aux placements minoritaires ou filiales non restreintes. Ces restrictions sont également assujetties à des exceptions et à des réserves importantes.

Le pouvoir des filiales de la Société de générer des fonds provenant de l'exploitation suffisants pour permettre à celle-ci de faire les versements prévus sur sa dette sera tributaire de leurs résultats financiers futurs, qui pourraient subir les répercussions de nombreux facteurs économiques, concurrentiels et commerciaux, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. Si les filiales de la Société ne génèrent pas suffisamment de fonds provenant de l'exploitation pour lui permettre de remplir les obligations relatives à sa dette, Cascades pourrait devoir mettre en œuvre d'autres plans de financement, impliquant par exemple de refinancer ou restructurer sa dette, de vendre des éléments d'actif, de réduire ou de retarder ses dépenses en immobilisations ou de tenter de réunir des fonds supplémentaires. Il pourrait être impossible de refinancer et de vendre certains éléments d'actif ou encore, s'il est possible de les vendre, il se pourrait que Cascades n'en tire pas des sommes suffisantes. Quant au financement supplémentaire, il pourrait être impossible de l'obtenir ou de l'obtenir selon des modalités acceptables. Il se pourrait également que les modalités des divers titres d'emprunt de la Société interdisent à celle-ci d'obtenir du financement supplémentaire. Si la Société ne réussit pas à générer des rentrées de fonds suffisantes pour remplir les obligations relatives à sa dette ou à refinancer ses obligations selon des modalités raisonnables sur le plan des affaires, cela aurait un effet défavorable sur l'entreprise, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Le bénéfice des filiales opérantes de la Société et la somme que celles-ci seront en mesure de lui verser à titre de dividendes ou à un autre titre pourraient ne pas être suffisants pour permettre à la Société de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette.

La dette à taux variable expose Cascades à un risque de taux d'intérêt qui pourrait faire entraîner une augmentation significative de ses obligations au titre du service de la dette.

Les emprunts de la Société sur sa facilité de crédit portent intérêt à des taux variables et, par conséquent, exposent la société au risque de taux d'intérêt. Si les taux d'intérêt augmentent, nos obligations relativement au service de la dette à taux variable pourraient augmenter, même si le montant emprunté demeure le même, et notre bénéfice net pourrait alors diminuer. La marge applicable à l'égard des prêts en vertu de la facilité de crédit de la Société est un pourcentage annuel égal à un taux de référence plus la marge applicable. Afin de gérer son exposition au risque de taux d'intérêt, la Société pourrait à l'avenir conclure des instruments financiers dérivés, généralement des swaps de taux d'intérêt et des plafonds, impliquant l'échange d'un paiement d'intérêt à taux variable pour paiement à taux fixe. Si la Société est incapable de conclure des swaps de taux d'intérêt, ceci pourrait affecter négativement ses flux de trésorerie et sa capacité à effectuer les paiements requis en capital et intérêts sur ses dettes. Le LIBOR, en tant que référence pour établir le taux d'intérêt applicable, sera abandonné en juillet 2023 et remplacé par le Secured Overnight Financing Rate (SOFR). Pour toutes les ententes d'emprunt à taux variable en cours, sauf une, la Société a adopté le SOFR pour établir son taux d'intérêt, cela n'a pas eu d'incidence importante sur le coût du service de la dette. Le seul accord restant pour passer du LIBOR au SOFR est le prêt qui arrive à échéance le 11 décembre 2023 et porte intérêt à un taux déterminé par le ratio de la dette nette sur BAIIA de la filiale détentrice de la dette tel que défini dans son accord de crédit.

Risques relatifs aux actions ordinaires

Le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer et les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions ordinaires au prix d'émission ou à un prix supérieur.

Le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait aux activités de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions ordinaires effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans tous ses secteurs ou l'économie mondiale en général et de l'incertitude associée, dont beaucoup sont hors du contrôle de la Société. Au cours des dernières années, les actions ordinaires, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'avaient aucun rapport avec le rendement de l'exploitation des sociétés visées. Il n'est pas certain que le cours des actions ordinaires ne continuera pas à fluctuer de façon marquée à l'avenir et que cela ne soit pas nécessairement attribuable au rendement de la Société.

Paiements de dividendes

Toute décision de verser des dividendes sur les actions ordinaires est soumise à la discrétion du conseil d'administration et est basée, entre autres, sur les bénéfices et les besoins financiers de Cascades pour ses opérations, la satisfaction des tests de solvabilité applicables pour la déclaration et le paiement des dividendes et d'autres conditions pouvant éventuellement exister. Par conséquent, aucune assurance ne peut être donnée quant à savoir si Cascades déclarera et versera des dividendes à l'avenir, ni sur la fréquence ou le montant d'un tel dividende.

Dilution potentielle

Les statuts de la Société permettent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires, et d'un nombre illimité d'actions privilégiées de catégories A et B, pouvant être émises en séries. Afin de mener à bien des acquisitions ciblées ou de financer ses autres activités, la Société peut émettre des titres de participation supplémentaires qui pourraient diluer la participation. L'effet dilutif de ces émissions pourrait nuire à la capacité de la Société d'obtenir des capitaux supplémentaires ou diminuer le cours de l'action de la Société.

ÉVENTUALITÉS

COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale établie sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay. Les deux autorités dirigent un plan de gestion de qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de Thunder Bay. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours des dernières années avec le MEO et Environnement Canada et un plan de gestion établi sur le dragage des sédiments a été proposé par une tierce partie. Les deux paliers de gouvernement analysent cette proposition avec les parties impliquées afin de s'entendre sur ce plan d'action qui serait mis en œuvre au cours des prochaines années.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ce cas.

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2022, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur la situation financière consolidée de la Société, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

La Société compose avec certains éléments spécifiques qui ont une incidence positive ou négative sur ses résultats d'exploitation. Nous croyons qu'il est pertinent d'informer les lecteurs de leur existence, car ils permettent de mieux mesurer la performance et de comparer les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société de façon analogue entre les périodes, nonobstant ces éléments spécifiques. La direction croit que ces éléments spécifiques ne sont pas nécessairement le reflet de ses opérations régulières quant à la mesure et à la comparaison de sa performance et de ses perspectives. Notre définition des éléments spécifiques peut différer de celle d'autres sociétés et certains d'entre eux peuvent survenir de nouveau dans le futur et pourraient réduire nos liquidités disponibles.

Les éléments spécifiques incluent, notamment et de façon non exhaustive, les baisses (reprises) de valeur d'actifs, les frais ou gains de restructuration, les pertes sur le refinancement et le rachat de la dette à long terme, les renversements ou provisions d'actifs d'impôts futurs, les primes payées sur le rachat de dette à long terme, les gains ou pertes sur cession ou acquisition d'unités d'exploitation, les gains ou pertes sur la part des résultats des entreprises associées et des coentreprises, les gains ou pertes non réalisés sur des instruments financiers pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut s'appliquer, les gains ou pertes non réalisés sur des swaps de taux d'intérêt et la réévaluation à la juste valeur d'option, les gains ou pertes de change sur la dette à long terme et les instruments financiers, les gains et pertes sur réévaluation à la juste valeur de placements, les éléments spécifiques inclus dans les activités abandonnées et tout autre élément significatif de nature inhabituelle, non monétaire ou non récurrente.

RAPPROCHEMENT ET UTILISATION DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Afin de fournir plus de renseignements en vue d'évaluer la performance de la Société, l'information financière incluse dans cette section renferme des données qui ne sont pas des mesures de performance définies par les normes IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »), qui sont également calculées sur une base ajustée afin d'exclure les éléments spécifiques. Nous croyons que le fait de fournir certaines mesures clés de performance et de gestion du capital, ainsi que des mesures non conformes aux IFRS, est utile aussi bien pour la direction que pour les investisseurs, car elles fournissent des renseignements additionnels permettant de mesurer la performance et la situation financière de la Société. Cela ajoute également de la transparence et de la clarté à l'information financière. Les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières suivantes sont utilisées dans nos divulgations financières :

Mesures non conformes aux IFRS

- Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté ou BAIIA (A) : utilisé pour mesurer la performance opérationnelle et la contribution de chaque secteur sur une base comparable.
- Bénéfice net ajusté : utilisé pour mesurer la performance financière de la Société sur une base consolidée et comparable.
- Flux de trésorerie ajustés : utilisés pour mesurer la capacité de générer des flux de trésorerie suffisants de la Société afin de respecter les engagements financiers et/ou d'engager des dépenses discrétionnaires, comme des rachats d'actions, une hausse des dividendes ou des investissements stratégiques.
- Flux de trésorerie disponibles : utilisés pour mesurer l'excédent de trésorerie que la Société génère en soustrayant les paiements d'immobilisations corporelles (excluant les projets stratégiques) du BAIIA (A).
- Fonds de roulement : utilisé pour évaluer les liquidités disponibles à court terme de la Société.

Autres mesures financières

- Dette totale : utilisée pour calculer toute la dette de la Société, y compris la dette à long terme et les emprunts bancaires. Souvent mise en relation avec les capitaux propres pour calculer le ratio d'endettement.
- Dette nette : utilisée pour calculer la dette totale de la Société moins la trésorerie et équivalents de trésorerie. Souvent mise en relation avec le BAIIA (A) pour calculer le ratio de la dette nette sur le BAIIA (A).

Ratios non conformes aux IFRS

- Ratio de la dette nette sur le BAIIA (A) : utilisé pour mesurer la performance de la Société à rembourser ses dettes et évaluer le levier financier.
- Marge BAIIA (A) : utilisée pour mesurer la performance opérationnelle et la contribution de chaque secteur sur une base comparable calculée en pourcentage des ventes.
- Bénéfice net ajusté par action ordinaire : utilisé pour mesurer la performance financière de la Société sur une base consolidée et comparable.
- Dette nette / Dette nette + Capitaux propres : utilisée pour évaluer le levier financier de la Société et donc le risque pour les actionnaires.
- Fonds de roulement en pourcentage des ventes : utilisés pour évaluer la performance de la Société dans sa gestion des liquidités d'exploitation.
- Flux de trésorerie ajustés par action ordinaire : utilisés pour évaluer la flexibilité financière de la Société.
- Ratio des flux de trésorerie disponibles : utilisé pour mesurer la liquidité et l'efficacité de la quantité de liquidités que la Société génère en plus qu'elle n'en utilise pour faire fonctionner l'entreprise en soustrayant les dépenses en immobilisations (excluant les projets stratégiques) du BAIIA (A) calculé en pourcentage des ventes.

Les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières proviennent essentiellement des états financiers consolidés, mais n'ont pas de définition prescrite par les IFRS. Ces mesures comportent des limites sur une base analytique et ne doivent pas être considérées de façon isolée ou comme un substitut à une analyse de nos résultats divulgués conformément aux normes IFRS. De plus, nos définitions des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières peuvent différer de celles d'autres sociétés. Toute modification ou reformulation peut avoir une incidence significative.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022, le principal décideur opérationnel évalue maintenant la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur les ventes et le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement, ajusté pour exclure des éléments spécifiques (BAIIA (A)). Le principal décideur opérationnel considère que le BAIIA (A) est la meilleure mesure de performance des activités de la Société.

Le BAIIA (A) est réconcilié avec la mesure IFRS, soit le bénéfice (perte) d'exploitation, et est présenté dans le tableau suivant :

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2022					
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	85	22	(86)	(41)	(20)
Amortissement	30	5	17	10	62
Baisse de valeur	8	3	75	—	86
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	(10)	—	—	(10)
Frais de restructuration	—	—	2	—	2
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(4)	—	—	—	(4)
BAIIA (A)	119	20	8	(31)	116

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2021					
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	43	17	(115)	(35)	(90)
Amortissement	28	4	17	11	60
Baisse de valeur	1	—	87	—	88
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	—	(1)	—	(1)
Frais de restructuration	—	—	6	—	6
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	(2)	—	—	1	(1)
BAIIA (A)	70	21	(6)	(23)	62

2022					
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	266	86	(175)	(144)	33
Amortissement	118	19	74	41	252
Baisse de valeur	10	3	89	—	102
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	(16)	(4)	—	(20)
Frais de restructuration	—	—	3	—	3
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	7	—	—	(1)	6
BAIIA (A)	401	92	(13)	(104)	376

2021					
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	230	59	(108)	(131)	50
Amortissement	120	15	70	47	252
Baisse de valeur	1	—	88	—	89
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	—	(40)	—	(40)
Frais de restructuration	4	—	17	—	21
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	17	—	—	—	17
BAIIA (A)	372	74	27	(84)	389

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net (perte nette) ainsi que le bénéfice net (perte nette) par action ordinaire, tel que divulgué, et le bénéfice net (perte nette) ajusté ainsi que le bénéfice net (perte nette) ajusté par action ordinaire :

	BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)				BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION ORDINAIRE ¹			
	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les exercices terminés les 31 décembre		Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les exercices terminés les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et le nombre d'actions ordinaires) (non audités)								
Tel que divulgué	(27)	105	(34)	162	(0,27) \$	1,04 \$	(0,34) \$	1,60 \$
Éléments spécifiques :								
Baisse de valeur	86	88	102	89	0,64 \$	0,74 \$	0,76 \$	0,75 \$
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(10)	(1)	(20)	(40)	(0,09) \$	(0,01) \$	(0,17) \$	(0,32) \$
Frais de restructuration	2	6	3	21	0,02 \$	0,04 \$	0,03 \$	0,15 \$
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	(4)	(1)	6	17	(0,03) \$	(0,01) \$	0,04 \$	0,11 \$
Perte sur le rachat de dette à long terme	—	20	—	20	—	0,13 \$	—	0,13 \$
Perte non réalisée sur juste valeur d'option	—	1	—	1	—	—	—	—
Perte (gain) de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(3)	—	9	(3)	(0,02) \$	—	0,08 \$	(0,02) \$
Inclus dans les activités abandonnées, déduction faite des impôts afférents	—	(204)	—	(224)	—	(2,02) \$	—	(2,14) \$
Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuables aux actionnaires sans contrôle ¹	(22)	(23)	(29)	(16)	(0,03) \$	—	(0,03) \$	—
	49	(114)	71	(135)	0,49 \$	(1,13) \$	0,71 \$	(1,34) \$
Ajusté	22	(9)	37	27	0,22 \$	(0,09) \$	0,37 \$	0,26 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation					100 361 627	100 858 870	100 647 972	101 884 051

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies et le BAIIA (A) :

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les exercices terminés les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
(en millions de dollars canadiens) (non audités)				
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies	196	69	144	211
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(96)	(49)	116	36
Impôts payés (reçus) nets	—	—	5	(2)
Frais de financement nets payés	15	11	87	96
Prime et frais de transactions payés sur le rachat de dette à long terme	—	24	—	24
Provisions pour éventualités et charges et autres passifs, nets des dividendes reçus	1	7	24	24
BAIIA (A)	116	62	376	389

¹ Les éléments spécifiques par action ordinaire sont calculés sur une base après impôt et excluant la portion attribuable aux actionnaires sans contrôle. Les montants par action de la ligne « Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuables aux actionnaires sans contrôle » incluent seulement l'effet des ajustements d'impôt. Veuillez consulter la section « Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats » pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies et les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement) ainsi que les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies. Il rapproche également les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies aux flux de trésorerie ajustés utilisés, calculés également sur la base par action ordinaire.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire ou lorsque mentionné autrement) (non audités)	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les exercices terminés les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies	196	69	144	211
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(96)	(49)	116	36
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)	100	20	260	247
Frais de restructuration	3	7	12	25
Prime et frais de transactions payés sur le rachat de dette à long terme	—	24	—	24
Éléments spécifiques payés	3	31	12	49
Flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies	103	51	272	296
Paiements d'immobilisations corporelles	(160)	(95)	(501)	(286)
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs	(2)	(1)	(5)	(15)
Paiements en vertu des obligations locatives	(15)	(12)	(55)	(47)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	11	2	19	53
	(63)	(55)	(270)	1
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle	(4)	(4)	(13)	(14)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société	(12)	(12)	(48)	(41)
Flux de trésorerie ajustés utilisés	(79)	(71)	(331)	(54)
Flux de trésorerie ajustés utilisés par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,79 \$)	(0,70 \$)	(3,29 \$)	(0,53 \$)
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	100 361 627	100 858 870	100 647 972	101 884 051

Le tableau suivant réconcilie les paiements d'immobilisations corporelles excluant les projets stratégiques et les flux de trésorerie disponibles. Il fournit également ces deux mesures en pourcentage des ventes :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2022	2021
Ventes	4 466	3 956
BAIIA (A)	376	389
Paiements d'immobilisations corporelles	501	286
Moins : investissements stratégiques inclus ci-dessus ¹	(335)	(101)
Paiements d'immobilisations corporelles, excluant les projets stratégiques	166	185
Flux de trésorerie disponibles : BAIIA (A) moins les paiements d'immobilisations corporelles, excluant les projets stratégiques	210	204
Flux de trésorerie disponibles / Ventes	4,7 %	5,2 %
Paiements d'immobilisations corporelles, excluant les projets stratégiques / Ventes	3,7 %	4,7 %

¹ Les projets stratégiques comprennent l'investissement pour le projet de construction de Bear Island.

Le tableau suivant rapproche le fonds de roulement tel que divulgué :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2020 ¹
Comptes débiteurs	556	510	659
Stocks	587	494	569
Comptes créditeurs et charges à payer	(746)	(707)	(861)
Fonds de roulement	397	297	367

Le tableau suivant rapproche la dette totale et la dette nette au ratio de dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (BAIIA (A)) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios) (non audités)	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2020 ¹
Dette à long terme	1 931	1 450	1 949
Partie à court terme d'autres emprunts sans recours contre la Société à refinancer	67	—	—
Partie à court terme de la dette à long terme	67	74	102
Emprunts et avances bancaires	3	1	12
Dette totale	2 068	1 525	2 063
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(102)	(174)	(384)
Dette nette telle que divulguée	1 966	1 351	1 679
BAIIA (A) tel que divulgué selon les douze derniers mois (avant les activités abandonnées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020)	376	389	675
Ratio dette nette / BAIIA (A)	5,2 x	3,5 x	2,5 x

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

La Société a engagé certains éléments spécifiques en 2022 et de 2021 :

BAISSES DE VALEUR

2022

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 10 M\$ (8 M\$ au quatrième trimestre) sur certaines immobilisations corporelles relativement à la fermeture d'une usine au Canada et à des actifs inutilisés au Canada et aux États-Unis. La valeur recouvrable a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré une baisse de valeur de 3 M\$ au quatrième trimestre sur l'écart d'acquisition liée à la fermeture d'une usine aux États-Unis. La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition a été déterminée selon l'approche basée sur les bénéfices.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 4 M\$ sur les pièces de rechange et de 10 M\$ sur certaines immobilisations corporelles liées à la fermeture définitive d'une usine aux États-Unis. La valeur recouvrable a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

Le secteur des papiers tissu a aussi enregistré, au quatrième trimestre, une baisse de valeur de 55 M\$ sur du matériel et outillage découlant d'actifs acquis en 2019 aux États-Unis en raison d'un démarrage plus lent et d'une efficacité plus faible que prévue. La valeur recouvrable a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché. Pour ces mêmes usines, une baisse de valeur de 20 M\$ sur les bâtiments a été comptabilisée. La valeur recouvrable a été établie selon l'approche basée sur les bénéfices sur une période de 20 ans et un taux de capitalisation de 7,25 %.

2021

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ au quatrième trimestre sur un équipement devenu inactif à la suite de l'introduction d'une nouvelle technologie. La valeur recouvrable était inférieure à la valeur comptable qui était basée sur sa juste valeur diminuée du coût de sortie estimé déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 1 M\$ sur les pièces de rechange découlant de la fermeture d'usines.

¹ Non ajusté pour le reclassement rétrospectif des activités abandonnées.

La dynamique du marché a entraîné des volumes inférieurs à la normale dans le secteur des papiers tissu. Plus précisément, les impacts sur les volumes dans le marché hors foyer ont commencé depuis le deuxième trimestre de 2020, tandis que la baisse des volumes dans le marché des produits de consommation a commencé à partir du deuxième trimestre de 2021 en raison d'une demande plus forte que d'habitude l'année précédente. La dynamique actuelle du marché a amené la Société à comptabiliser une baisse de valeur s'élevant à 71 M\$ au quatrième trimestre sur l'écart d'acquisition et sur les autres actifs incorporels du secteur afin de refléter le fait que la valeur recouvrable du secteur était inférieure à sa valeur comptable. Le secteur des papiers tissu a également comptabilisé une baisse de valeur de 16 M\$ au quatrième trimestre sur les immobilisations corporelles de l'une de ses UGT aux États-Unis en raison de conditions de marché difficiles et d'une sous-performance des actifs. La valeur comptable des actifs a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché, sur les multiples du BAIIA ou sur l'approche basée sur les bénéfices.

GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

2022

Le secteur des produits spécialisés a généré un gain de 16 M\$ (10 M\$ au quatrième trimestre) sur la vente de terrains et d'un bâtiment relativement à des usines fermées au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré un gain de 4 M\$ sur le règlement d'un contrat d'approvisionnement.

2021

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 40 M\$ (1 M\$ au quatrième trimestre) sur la vente de bâtiments liés aux usines fermées aux États-Unis et au Canada.

FRAIS DE RESTRUCTURATION

2022

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais additionnels totalisant 3 M\$ (2 M\$ au quatrième trimestre) liés à la relocalisation d'actifs et aux indemnités de départ.

2021

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des indemnités de départ totalisant 3 M\$ dans le cadre du programme d'initiative d'accroissement des marges.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de fermeture totalisant 1 M\$ découlant de la fermeture d'usines en Ontario, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais additionnels totalisant 17 M\$ (6 M\$ au quatrième trimestre) liés à la relocalisation d'actifs et aux indemnités de départ.

PERTE NON RÉALISÉE SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2022, la Société a enregistré une perte non réalisée de 6 M\$ (un gain non réalisé de 4 M\$ au quatrième trimestre), comparativement à une perte non réalisée de 17 M\$ (un gain non réalisé de 1 M\$ au quatrième trimestre) en 2021, sur des instruments financiers qui ne sont pas désignés aux fins de la comptabilité de couverture. Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une perte non réalisée de 7 M\$ en 2022 et de 17 M\$ en 2021 découlant d'un contrat de vapeur intégrant des dérivés liés à notre site de carton-caisse de Niagara Falls. Les activités corporatives ont enregistré un gain non réalisé de 1 M\$ en 2022 relatif aux contrats de couverture financière pour les achats de gaz naturel.

PERTE SUR LE RACHAT DE LA DETTE À LONG TERME

Au quatrième trimestre de 2021, la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$) et a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$.

PERTE NON RÉALISÉE SUR JUSTE VALEUR D'OPTION

Au quatrième trimestre de 2021, la Société a enregistré une perte non réalisée de 1 M\$ relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME ET SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

En 2022, la Société a enregistré une perte de 9 M\$ (un gain de 3 M\$ au quatrième trimestre) sur sa dette libellée en dollars américains et sur les instruments financiers connexes, comparativement à un gain de 3 M\$ (nul au quatrième trimestre) en 2021. Ceci est composé de contrats de change à terme non désignés pour la comptabilité de couverture.

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES INCLUS DANS LE RECOUVREMENT D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Au quatrième trimestre de 2022, la Société a enregistré un gain d'impôt différé de 3 M\$ à la suite d'un choix fiscal lié aux activités abandonnées réalisées en 2021.

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES INCLUS DANS LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

2021

Le secteur carton plat Europe a enregistré une perte de 2 M\$ provenant de la vente de ses actions de sa filiale française, qui produit du carton plat à partir de fibres vierges. Le secteur carton plat Europe a également enregistré un gain de 18 M\$ provenant d'acquisition d'entreprise. Le secteur a également enregistré un gain non réalisé de 6 M\$ sur les instruments financiers (avant impôts sur les résultats de 2 M\$).

Au quatrième trimestre, les activités corporatives ont enregistré un gain de 228 M\$ (avant impôts sur les résultats de 24 M\$) sur la vente de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM).

Veuillez consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2022 pour plus de détails.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 5 juillet 2021, la Société a annoncé la monétisation de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM) pour un montant de 1,45 € par action, soit 462 M\$ y compris les contrats de change et avant les frais de transactions de 12 M\$. La transaction a été conclue le 26 octobre 2021. La Société a enregistré un gain de 228 M\$ avant impôts sur les résultats de 24 M\$. La Société a utilisé des attributs fiscaux pour compenser cette charge d'impôts, ce qui a permis de n'avoir aucun impôt à payer relativement à cette transaction. Les activités sont présentées comme activités abandonnées depuis le deuxième trimestre de 2021 avec le retraitement du premier trimestre de 2021 ainsi que les années comparatives.

Le 15 février 2021, le secteur carton plat Europe, via sa participation dans Reno de Medici S.p.A., a annoncé la vente de ses actions de sa filiale française, qui produit du carton plat à partir de fibres vierges. La transaction a été conclue le 30 avril 2021 et a généré une perte de 2 M\$ qui est présentée dans les activités abandonnées du secteur carton plat Europe.

Veuillez consulter la section « Faits saillants » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2022 pour plus de détails relativement aux activités abandonnées.

INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE

	2020					2021					2022
(en millions de dollars canadiens, sauf lorsque mentionné autrement) (non audités)	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE
Ventes											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	1 918	503	497	507	502	2 009	534	569	595	567	2 265
Produits spécialisés	473	122	131	144	151	548	157	168	168	161	654
Ventes intersecteurs	(18)	(7)	(7)	(10)	(8)	(32)	(8)	(10)	(11)	(7)	(36)
	2 373	618	621	641	645	2 525	683	727	752	721	2 883
Papiers tissu	1 615	292	297	344	339	1 272	314	342	382	384	1 422
Ventes intersecteurs et activités corporatives	117	32	38	45	44	159	41	50	40	30	161
Total	4 105	942	956	1 030	1 028	3 956	1 038	1 119	1 174	1 135	4 466
Bénéfice (perte) d'exploitation	292	44	23	73	(90)	50	(4)	32	25	(20)	33
BAIIA (A)¹											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	403	108	100	94	70	372	80	99	103	119	401
Produits spécialisés	60	18	18	17	21	74	22	25	25	20	92
	463	126	118	111	91	446	102	124	128	139	493
Papiers tissu	175	20	1	12	(6)	27	(17)	(8)	4	8	(13)
Activités corporatives	(92)	(24)	(21)	(16)	(23)	(84)	(27)	(25)	(21)	(31)	(104)
Total	546	122	98	107	62	389	58	91	111	116	376
Marge (BAIIA (A) / ventes) (%)¹	13,3 %	13,0 %	10,3 %	10,4 %	6,0 %	9,8 %	5,6 %	8,1 %	9,5 %	10,2 %	8,4 %
Bénéfice net (perte nette)	198	22	3	32	105	162	(15)	10	(2)	(27)	(34)
Ajusté ¹	187	29	8	(1)	(9)	27	(15)	10	20	22	37
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies par action ordinaire de base (en dollars canadiens)	1,74 \$	0,17 \$	0,04 \$	0,18 \$	(0,98) \$	(0,59) \$	(0,15) \$	0,10 \$	(0,02) \$	(0,27) \$	(0,34) \$
Bénéfice net (perte nette) des activités abandonnées par action ordinaire de base (en dollars canadiens)	0,30 \$	0,05 \$	(0,02) \$	0,14 \$	2,02 \$	2,19 \$	—	—	—	—	—
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire (en dollars canadiens)											
De base	2,04 \$	0,22 \$	0,02 \$	0,32 \$	1,04 \$	1,60 \$	(0,15) \$	0,10 \$	(0,02) \$	(0,27) \$	(0,34) \$
Dilué	2,02 \$	0,22 \$	0,02 \$	0,32 \$	1,03 \$	1,59 \$	(0,15) \$	0,10 \$	(0,02) \$	(0,27) \$	(0,34) \$
De base, ajusté ¹	1,95 \$	0,29 \$	0,07 \$	(0,01) \$	(0,09) \$	0,26 \$	(0,15) \$	0,10 \$	0,20 \$	0,22 \$	0,37 \$
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)	458	82	87	58	20	247	19	81	60	100	260
Dettes nettes¹	1 679	1 654	1 707	1 760	1 351	1 351	1 549	1 712	2 011	1 966	1 966
Ratio dette nette / BAIIA (A) (DDM)^{1,2}	2,5 x	2,5 x	3,5 x	3,8 x	3,5 x	3,5 x	4,8 x	5,4 x	6,2 x	5,2 x	5,2 x

1 Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

2 DDM (douze derniers mois) et avant les activités abandonnées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 22 février 2023

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de Cascades inc. et ont été examinés par le comité d'audit et des finances et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celle-ci.

La direction de la Société est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Société.

La direction de la Société est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux IFRS. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

L'auditeur indépendant et les auditeurs internes ont libre accès au comité d'audit et des finances, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité d'audit et des finances, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière de même que les vérificateurs externes et internes, examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., dont le rapport figure ci-après.

/s/ Mario Plourde
MARIO PLOURDE

LE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
KINGSEY FALLS, CANADA

/s/ Allan Hogg
ALLAN HOGG

LE VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
FINANCIÈRE, KINGSEY FALLS, CANADA

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Cascades inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Cascades inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2022 et 2021, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les bilans consolidés aux 31 décembre 2022 et 2021;
- les résultats consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes afférentes aux états financiers consolidés, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
<p>Test de la baisse de valeur des immobilisations corporelles</p> <p><i>Renvoi à la note 2, Principales conventions comptables, à la note 4, Principales estimations comptables et jugements et à la note 23, Baisses de valeur, frais de restructuration et autre perte (gain).</i></p> <p>La valeur comptable nette des immobilisations corporelles a totalisé 2 945 M\$ au 31 décembre 2022. À la clôture de chaque période d'information financière, la direction évalue si la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait être plus élevée que sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est ramenée à la valeur recouvrable. Une UGT est le plus bas niveau d'un groupe d'actifs pour lequel il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément. La valeur recouvrable correspond au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable de chaque actif ou d'une UGT est déterminée par la direction en utilisant la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche du marché, s'il y a un marché pour l'actif ou l'UGT, ou selon l'approche basée sur les bénéfices. Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche du marché, la direction a utilisé la valeur des actifs comparables sur le marché et a exercé un degré élevé de jugement pour déterminer la valeur des actifs comparables sur ce marché. Afin de déterminer la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche basée sur les bénéfices, la direction utilise plusieurs hypothèses clés, dont le taux de capitalisation.</p>	<p>Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Tester la façon dont la direction a déterminé la valeur recouvrable des actifs ou des UGT liés aux immobilisations corporelles pour lesquels un indice de baisse de valeur a été identifié, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ Tester le caractère approprié des méthodes et des approches utilisées, notamment l'exactitude arithmétique des calculs de la valeur recouvrable.◦ Tester les données sous-jacentes utilisées pour calculer la valeur recouvrable.◦ Pour les actifs ou les UGT où la direction a utilisé l'approche du marché, tester, avec l'assistance de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, le caractère raisonnable de la valeur des actifs comparables sur le marché qui ont été identifiés par la direction.◦ Pour les actifs ou les UGT où la direction a utilisé l'approche basée sur les bénéfices, développer, avec l'assistance de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, une estimation ponctuelle indépendante de la valeur recouvrable de chaque actif ou UGT et comparer chacune de ces estimations à celle de la direction pour évaluer le caractère raisonnable des estimations faites par la direction.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la direction a déterminé que la valeur recouvrable de certains actifs ou UGT liés aux immobilisations corporelles pour lesquels un indice de baisse de valeur a été identifié était inférieure à la valeur comptable, et elle a comptabilisé une baisse de valeur de 95 M\$ pour les immobilisations corporelles.

Nous avons considéré cette question comme une question clé de l'audit en raison du degré de jugement important exercé par la direction dans la détermination des valeurs recouvrables des actifs ou des UGT liés aux immobilisations corporelles pour lesquels un indice de baisse de valeur a été identifié, notamment par le recours à la valeur des actifs comparables sur le marché et à des hypothèses clés. Cela a entraîné un travail d'audit important et un degré élevé de subjectivité et de complexité dans l'application des procédures d'audit utilisées pour tester les valeurs recouvrables des actifs ou des UGT déterminées par la direction. Des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation nous ont prêté assistance dans la mise en œuvre de nos procédures.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition – secteur de l'emballage carton-caisse

Renvoi à la note 2, Principales conventions comptables, à la note 4, Principales estimations comptables et jugements et à la note 23, Baisses de valeur, frais de restructuration et autre perte (gain).

La direction effectue un test de dépréciation de l'écart d'acquisition chaque année, ou plus fréquemment, si les faits et circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait subir une perte de valeur. Les écarts d'acquisition sont affectés aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas auquel la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. Une baisse de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est supérieure à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité.

La valeur comptable nette de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2022 était de 487 M\$ et a été affectée au secteur de l'emballage carton-caisse. La direction a effectué son test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition du secteur de l'emballage carton-caisse au 31 décembre 2022 et la valeur recouvrable de ce secteur a été déterminée à la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche basée sur les bénéfices. Lors de la détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, la direction a exercé un degré élevé de jugement pour élaborer plusieurs hypothèses clés, notamment les niveaux d'expédition estimés, les taux de change, les taux de croissance des revenus, les marges du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (BAIIA) (A), le taux d'actualisation et les dépenses en capital. Aucune dépréciation n'a été comptabilisée à la suite du test de dépréciation en 2022.

Nous avons considéré cette question comme une question clé de l'audit en raison i) de l'importance du montant de l'écart d'acquisition du secteur de l'emballage carton-caisse et ii) du degré élevé de jugement exercé par la direction pour déterminer la valeur recouvrable de ce secteur au 31 décembre 2022, notamment par le recours à des hypothèses clés. Cela a entraîné un travail d'audit important et un degré élevé de subjectivité et de complexité dans l'application des procédures d'audit utilisées pour tester la valeur recouvrable. Des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation nous ont prêté assistance dans la mise en œuvre de nos procédures.

Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :

- Tester la façon dont la direction a déterminé la valeur recouvrable du secteur de l'emballage carton-caisse au 31 décembre 2022, notamment :
 - Tester le caractère approprié des méthodes et approches utilisées, notamment l'exactitude arithmétique des calculs de la valeur recouvrable.
 - Tester les données sous-jacentes utilisées pour calculer la valeur recouvrable.
 - Tester le caractère raisonnable des hypothèses liées aux niveaux d'expédition estimés, aux taux de change, aux taux de croissance des revenus, aux marges du BAIIA (A) et aux dépenses en capital, en prenant en considération i) le budget approuvé par le conseil d'administration, ii) les performances actuelles et passées du secteur, iii) les données externes du marché et les données du secteur d'activité et la question de savoir si ces hypothèses concordent avec les éléments probants obtenus dans d'autres secteurs d'audit, selon le cas.
 - Tester, avec l'assistance de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, le caractère raisonnable du taux d'actualisation utilisé par la direction, en s'appuyant sur les données disponibles des sociétés comparables.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Jean-François Lecours.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 22 février 2023

[1] CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A126402

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Actifs			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	102	174
Comptes débiteurs	6	556	510
Impôts débiteurs		11	19
Stocks	7	587	494
Partie à court terme des actifs financiers	16	9	1
		1 265	1 198
Actifs à long terme			
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	8	94	87
Immobilisations corporelles	9 et 14	2 945	2 522
Actifs incorporels à durée de vie limitée	10	73	88
Actifs financiers	16	4	6
Autres actifs	11	70	54
Actifs d'impôt différé	19	114	138
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée	10	488	473
		5 053	4 566
Passifs et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Emprunts et avances bancaires	24	3	1
Comptes créditeurs et charges à payer	12	746	707
Impôts créditeurs		4	12
Partie à court terme d'autres emprunts sans recours contre la Société à refinancer	13 et 24	67	—
Partie à court terme de la dette à long terme	13 et 24	67	74
Partie à court terme des provisions pour éventualités et charges	15	8	12
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs	16 et 17	22	16
		917	822
Passifs à long terme			
Dette à long terme	13 et 24	1 931	1 450
Provisions pour éventualités et charges	15	41	47
Passifs financiers	16	7	6
Autres passifs	17 et 18	97	122
Passifs d'impôt différé	19	132	192
		3 125	2 639
Capitaux propres			
Capital-actions	20	611	614
Surplus d'apport	21	14	14
Bénéfices non répartis		1 212	1 274
Cumul des autres éléments du résultat global	5	34	(23)
Capitaux propres des actionnaires		1 871	1 879
Part des actionnaires sans contrôle	5 et 8	57	48
Capitaux propres totaux		1 928	1 927
		5 053	4 566

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et les nombres d'actions ordinaires)

	NOTE	2022	2021
Ventes		4 466	3 956
Chaîne d'approvisionnement et logistique		2 836	2 382
Salaires et avantages	22	992	947
Amortissement		252	252
Entretien et réparation		217	184
Autres		45	54
Baisses de valeur	23	102	89
Gain sur acquisitions, cessions et autres	23	(20)	(40)
Frais de restructuration	23	3	21
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	16 et 23	6	17
Bénéfice d'exploitation		33	50
Frais de financement	13 et 24	88	106
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(19)	(18)
Perte avant impôts sur les résultats		(36)	(38)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	19	(22)	9
Perte nette pour l'exercice des activités poursuivies incluant la part des actionnaires sans contrôle		(14)	(47)
Résultats générés par les activités abandonnées	5	—	234
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		(14)	187
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8	20	25
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice attribuable aux actionnaires		(34)	162
Perte nette des activités poursuivies par action ordinaire			
De base		(0,34 \$)	(0,59 \$)
Dilué		(0,34 \$)	(0,59 \$)
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire			
De base		(0,34 \$)	1,60 \$
Dilué		(0,34 \$)	1,59 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation		100 647 972	101 884 051
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées		101 092 352	102 902 364
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires :			
Activités poursuivies		(34)	(59)
Activités abandonnées	5	—	221
Bénéfice net (perte nette)		(34)	162

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Bénéfice net (perte nette) incluant la part des actionnaires sans contrôle pour l'exercice		(14)	187
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement aux résultats			
Écarts de conversion			
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes		78	(8)
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes générée par les activités abandonnées	5	—	(18)
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets		(23)	11
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets générée par les activités abandonnées	5	—	9
Couverture de flux de trésorerie			
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de marchandises		3	2
Recouvrement (charge) d'impôts sur les résultats	19	2	(2)
Charge d'impôts sur les résultats générée par les activités abandonnées	5	—	(1)
		60	(7)
Éléments qui ne sont pas reclassés aux résultats			
Gain actuariel sur avantages du personnel	18	33	29
Charge d'impôts sur les résultats	19	(8)	(7)
		25	22
Autres éléments du résultat global		85	15
Résultat global pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		71	202
Résultat global pour l'exercice des actionnaires sans contrôle		23	13
Résultat global pour l'exercice attribuable aux actionnaires		48	189
Résultat global attribuable aux actionnaires :			
Activités poursuivies		48	(33)
Activités abandonnées	5	—	222
Résultat global		48	189

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice		614	14	1 274	(23)	1 879	48	1 927
Résultat global								
Bénéfice net (perte nette)		—	—	(34)	—	(34)	20	(14)
Autres éléments du résultat global		—	—	25	57	82	3	85
		—	—	(9)	57	48	23	71
Dividendes		—	—	(48)	—	(48)	(13)	(61)
Coût de rémunération à base d'options		—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	2	(1)	—	—	1	—	1
Rachat d'actions ordinaires	20	(5)	—	(4)	—	(9)	—	(9)
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	(1)	—	(1)	(1)	(2)
Solde à la fin de l'exercice		611	14	1 212	34	1 871	57	1 928

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice		622	13	1 146	(28)	1 753	204	1 957
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	162	—	162	25	187
Autres éléments du résultat global		—	—	22	5	27	(12)	15
		—	—	184	5	189	13	202
Dividendes		—	—	(41)	—	(41)	(14)	(55)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle des activités abandonnées	5	—	—	—	—	—	(3)	(3)
Coût de rémunération à base d'options		—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	2	—	—	—	2	—	2
Rachat d'actions ordinaires	20	(10)	—	(16)	—	(26)	—	(26)
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	1	—	1	(1)	—
Cessions de parts des actionnaires sans contrôle	5	—	—	—	—	—	(151)	(151)
Solde à la fin de l'exercice		614	14	1 274	(23)	1 879	48	1 927

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Activités d'exploitation des activités poursuivies			
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice attribuable aux actionnaires		(34)	162
Résultats générés par les activités abandonnées	5	—	(234)
Résultats générés par les activités abandonnées attribuables aux actionnaires sans contrôle	5	—	13
Perte nette des activités poursuivies		(34)	(59)
Ajustements pour :			
Frais de financement	24	88	106
Amortissement		252	252
Baisses de valeur	23	102	89
Gain sur acquisitions, cessions et autres	23	(20)	(40)
Frais de restructuration	23	3	21
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	16 et 23	6	17
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	19	(22)	9
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(19)	(18)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8	20	12
Frais de financement nets payés		(87)	(96)
Prime et frais de transactions payés sur le rachat de dette à long terme	13 et 24	—	(24)
Impôts reçus (payés) nets		(5)	2
Dividendes reçus	8	12	11
Provisions pour éventualités et charges et autres passifs	15,17 et 18	(36)	(35)
		260	247
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	24	(116)	(36)
		144	211
Activités d'investissement des activités poursuivies			
Cessions de participations dans des entreprises associées et des coentreprises		1	1
Paiements d'immobilisations corporelles		(501)	(286)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		19	53
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs		(5)	(15)
		(486)	(247)
Activités de financement des activités poursuivies			
Emprunts et avances bancaires	24	2	(11)
Évolution des crédits bancaires	13 et 24	323	5
Augmentation de l'emprunt à terme	13 et 24	355	—
Versements sur l'emprunt à terme	13 et 24	(219)	(6)
Rachat de billets subordonnés non garantis	13 et 24	—	(372)
Augmentation des autres dettes à long terme	13 et 24	—	5
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives	13, 14 et 24	(117)	(69)
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	1	2
Rachat d'actions ordinaires	20	(9)	(26)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle	8	(13)	(14)
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle	8	(3)	(2)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société		(48)	(41)
		272	(529)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies au cours de l'exercice			
		(70)	(565)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées, incluant le reclassement de la trésorerie et équivalent de trésorerie de début d'exercice en 2021			
	5	—	356
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice			
		(70)	(209)
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie			
		(2)	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice			
		174	384
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice			
		102	174

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans les trois secteurs suivants : carton-caisse et produits spécialisés (formant les produits d'emballage de la Société) et papiers tissu. Les conventions comptables des secteurs isolables sont les mêmes que celles de la Société décrites à la Note 2.

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés de manière cohérente avec l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a le pouvoir d'affectation des ressources et de gestion de la performance de la Société et constitue donc le principal décideur opérationnel. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022, le principal décideur opérationnel évalue maintenant la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur les ventes et le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement, ajusté pour exclure des éléments spécifiques (BAIIA (A)). Le principal décideur opérationnel considère que le BAIIA (A) est la meilleure mesure de performance des activités de la Société.

Les ventes de chaque secteur d'exploitation sont préparées selon les mêmes normes que les résultats de la Société. Les activités intersectorielles sont comptabilisées sur les mêmes bases que les ventes à des clients externes, soit à la juste valeur.

Le BAIIA (A) n'est pas une mesure de performance définie par les IFRS, il se peut qu'il ne soit pas comparable aux mesures portant le même nom utilisé par d'autres sociétés. Les investisseurs ne doivent pas considérer le BAIIA (A) comme une alternative à, par exemple, le bénéfice net, ou comme mesure des résultats d'exploitation, qui sont des mesures conformes aux IFRS.

VENTES À

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	Canada		États-Unis		Autres pays		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Produits d'emballage								
Carton-caisse	1 326	1 239	938	769	1	1	2 265	2 009
Produits spécialisés	236	202	417	346	1	—	654	548
Ventes intersecteurs	(18)	(14)	(18)	(18)	—	—	(36)	(32)
	1 544	1 427	1 337	1 097	2	1	2 883	2 525
Papiers tissu	449	385	973	887	—	—	1 422	1 272
Ventes intersecteurs et activités corporatives	138	145	22	14	1	—	161	159
	2 131	1 957	2 332	1 998	3	1	4 466	3 956

Le BAIIA (A) est réconcilié avec la mesure IFRS, soit le bénéfice (perte) d'exploitation, et est présenté dans le tableau suivant :

2022

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation		266	86	(175)	(144)	33
Amortissement		118	19	74	41	252
Baisse de valeur	23	10	3	89	—	102
Gain sur acquisitions, cessions et autres	23	—	(16)	(4)	—	(20)
Frais de restructuration	23	—	—	3	—	3
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	23	7	—	—	(1)	6
BAIIA (A)		401	92	(13)	(104)	376

2021

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation		230	59	(108)	(131)	50
Amortissement		120	15	70	47	252
Baisse de valeur	23	1	—	88	—	89
Gain sur acquisitions, cessions et autres	23	—	—	(40)	—	(40)
Frais de restructuration	23	4	—	17	—	21
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	23	17	—	—	—	17
BAIIA (A)		372	74	27	(84)	389

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
	2022	2021
Produits d'emballage		
Carton-caisse	481	236
Produits spécialisés	40	42
	521	278
Papiers tissu	55	49
Activités corporatives	43	46
Acquisitions totales	619	373
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et d'immobilisations corporelles incluses dans les autres emprunts	(87)	(43)
	532	330
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer		
Début de l'exercice	75	31
Fin de l'exercice	(106)	(75)
Paievements d'immobilisations corporelles	501	286
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(19)	(53)
Paievements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	482	233

(en millions de dollars canadiens)	ACTIFS TOTAUX	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Produits d'emballage		
Carton-caisse	2 789	2 308
Produits spécialisés	365	318
	3 154	2 626
Papiers tissu	1 216	1 176
Activités corporatives	641	766
Éliminations intersectorielles	(55)	(91)
	4 956	4 477
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	94	87
Autres placements	3	2
	5 053	4 566

La répartition par secteur géographique se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Canada	1 005	974
États-Unis	1 940	1 548
	2 945	2 522

(en millions de dollars canadiens)	ÉCARTS D'ACQUISITION, LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉES DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Canada	277	291
États-Unis	284	270
	561	561

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(Les chiffres des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et par option ainsi que le nombre d'actions ordinaires et d'options.)

NOTE 1 INFORMATION GÉNÉRALE

Cascades inc. et ses filiales (collectivement nommées « Cascades » ou « la Société ») fabriquent, transforment et distribuent des produits d'emballage et des papiers tissu principalement composés de fibres recyclées. Cascades inc. est une société située au Québec, au Canada, domiciliée au 404, boulevard Marie-Victorin, Kingsey Falls et dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole « CAS ».

Le conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés le 22 février 2023.

NOTE 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), tels qu'ils sont définis dans la Partie I du *Manuel de Comptables Professionnels Agréés Canada* (CPA Canada) – *Comptabilité*, qui intègre les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les méthodes comptables ayant servi à l'établissement des présents états financiers consolidés sont présentées ci-après.

BASE DE MESURE

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers, incluant les dérivés, qui sont évalués à leur juste valeur.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, qui incluent :

A. FILIALES

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont pris en compte pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. L'acquisition de filiales est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats sont consolidés à compter de la date d'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs contractés ou assumés à la date de l'échange. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels assumés dans un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, indépendamment de l'ampleur de tout intérêt des actionnaires sans contrôle. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme écart d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à la juste valeur des actifs nets acquis de la filiale, l'excédent est comptabilisé dans l'état des résultats consolidés. Les soldes, les transactions et les gains non réalisés sur les transactions entre les filiales sont éliminés.

Voici les principales filiales de la Société :

	POURCENTAGE DÉTENU (%)	JURIDICTION
Cascades Canada ULC	100	Canada
Cascades USA Inc.	100	Delaware
Greenpac Holding LLC ¹	79,90	Delaware

¹ À des fins comptables, le pourcentage est de 86,35 % incluant la participation indirecte. Voir la Note 8 pour plus de détails.

B. TRANSACTIONS ET CHANGEMENTS DANS LA PARTICIPATION

Les acquisitions ou cessions de participations dans les filiales qui n'entraînent pas la perte de contrôle par la Société sont traitées comme des opérations sur les capitaux propres. Lors de l'acquisition ou de la cession de participations sans contrôle entraînant l'obtention ou la perte du contrôle par la Société, les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de la participation antérieurement détenue ou de la participation sans contrôle sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, donnant généralement lieu à une participation variant entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût.

Les gains non réalisés sur les transactions entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans ces entités. Les conventions comptables des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. Les gains et pertes sur dilution découlant des participations dans des entreprises associées sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

À la fin de chaque fin d'année, la Société évalue s'il y a des preuves objectives que ses intérêts dans des entreprises associées se sont dépréciés. S'il y a baisse de valeur, la valeur comptable de la participation de la Société dans les actifs sous-jacents des entreprises associées est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur de la participation diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et la charge est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés.

D. COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Société détient un intérêt à long terme et dont elle partage le contrôle conjoint sur les décisions relatives aux activités pertinentes. La Société comptabilise ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les politiques comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les politiques adoptées par la Société.

E. ENTITÉS STRUCTURÉES

Les entités structurées sont des entités contrôlées par la Société qui ont été conçues de manière à ce que les droits de vote ou les droits similaires ne soient pas le facteur dominant pour décider qui contrôle l'entité. Les entités structurées sont consolidées si, sur la base d'une évaluation de la substance de sa relation avec la Société, la Société conclut qu'elle contrôle l'entité structurée. Les entités structurées contrôlées par la Société ont été constituées selon des conditions qui imposent des limitations strictes aux pouvoirs de décision de la direction des entités structurées et qui permettent à la Société de recevoir la majorité des avantages liés aux opérations et à l'actif net des entités structurées, étant exposés à la majorité des risques liés aux activités des entités structurées, et conservant la majorité des risques résiduels ou de propriété liés aux entités structurées ou à leurs actifs.

CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits de la Société proviennent principalement de la vente de produits d'emballage et de papiers tissu et sont reconnus à un moment précis. Les ventes de biens dans l'état consolidé des résultats sont comptabilisées par la Société lorsque le contrôle de ceux-ci a été transféré, soit lorsque les marchandises sont livrées aux clients et que toutes les obligations sont remplies.

Les montants comptabilisés à l'égard des ventes de biens représentent la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir de tiers sur la vente de biens à des clients, nets des retours, rabais et escomptes, et pour lesquels il n'y a pas de conditions, autres que le passage du temps, pour que leur paiement soit exigible. L'expérience historique est utilisée pour estimer et prévoir les escomptes et retours (méthode de la valeur attendue) alors que les rabais-volume sont estimés en fonction des ventes annuelles prévues (méthode du montant le plus probable). Le prix de transaction n'est pas ajusté pour tenir compte de la valeur temps de l'argent puisque toutes les ventes sont encaissées à l'intérieur d'une période de douze mois.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURE

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions d'un instrument. Il y a compensation des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lorsqu'il y a compensation, le montant net est présenté au bilan consolidé.

A. CLASSEMENT

Lors de la comptabilisation initiale, la Société détermine le classement des instruments financiers selon les catégories suivantes :

- instruments évalués au coût amorti;
- instruments évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG);
- instruments évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Le classement des instruments financiers sous *IFRS 9* est fonction du modèle économique dans lequel l'actif financier est géré et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels. Les instruments financiers dérivés incorporés dans un contrat qui constitue un actif entrant dans le champ d'application de la norme ne sont jamais séparés. L'instrument financier hybride est plutôt évalué dans son ensemble.

Un actif financier est mesuré au coût amorti s'il répond aux deux conditions suivantes et qu'il n'est pas désigné à la JVRN :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les placements en actions détenus à des fins de transactions sont classés comme étant à la JVRN. La Société peut faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur. Ce choix est effectué pour chacun des placements pris individuellement.

Les passifs financiers sont évalués au coût amorti, à moins qu'ils ne doivent être évalués à la JVRN (comme les dérivés) ou que la Société ait choisi de les évaluer à la JVRN.

B. ÉVALUATION

Instruments financiers au coût amorti

Les instruments financiers au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. Les revenus d'intérêts, les gains ou pertes de change et les baisses de valeur sont reconnus à l'état consolidé des résultats.

Instruments financiers à la juste valeur

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et les frais de transaction sont passés en charges dans l'état consolidé des résultats. Lorsque la Société choisit de comptabiliser un passif financier à la JVRN, les variations liées au risque de crédit propre à la Société sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats.

C. BAISSÉ DE VALEUR

La Société évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues liées aux instruments d'emprunt comptabilisés au coût amorti ou à la JVAERG. La méthode de dépréciation appliquée varie selon qu'il existe ou non une augmentation importante du risque de crédit. Pour les comptes débiteurs, la Société évalue les pertes de crédit attendues au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie tel que permis par *IFRS 9* en vertu de la méthode simplifiée.

D. DÉCOMPTABILISATION

Actifs financiers

La Société décomptabilise les actifs financiers uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie des actifs financiers arrivent à expiration, ou lorsqu'elle transfère les droits contractuels sur les flux de trésorerie.

Passifs financiers

La Société décomptabilise un passif financier uniquement lorsque ce passif est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, qu'elle est annulée ou qu'elle expire. La différence entre la valeur comptable d'un passif financier éteint et la contrepartie payée ou payable, y compris les actifs hors trésorerie transférés et les passifs assumés, est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle est conclu le contrat de dérivé et sont par la suite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte dépend de la désignation de l'instrument financier dérivé comme instrument de couverture et le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains instruments financiers dérivés comme étant une :

- i) couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme (couverture de la juste valeur);
- ii) couverture de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie); ou
- iii) couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne de manière formalisée toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation. La Société documente également son appréciation, tant à la date à laquelle est conclue la couverture que sur une base continue, du fait que les dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces ou non pour compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur totale d'un dérivé de couverture est classée comme un actif ou un passif à long terme lorsque l'échéance de l'élément couvert est à plus de douze mois et comme actif ou passif à court terme lorsque l'échéance résiduelle est de moins de douze mois. Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation sont classés dans les actifs ou les passifs à court terme.

A. COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La variation périodique de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en résultat net. La variation périodique du gain ou de la perte cumulé sur l'élément couvert est comptabilisée comme un ajustement de sa valeur comptable au bilan et est également comptabilisée en résultat net. L'inefficacité de la couverture est automatiquement comptabilisée au résultat net comme étant la différence entre les montants ci-dessus enregistrés dans le résultat net. Les gains et les pertes réalisés sur l'élément de couverture, résultant de la différence entre les paiements d'intérêts sur la tranche reçue et la tranche payée de l'instrument dérivé de couverture, sont comptabilisés selon le principe de la comptabilité d'exercice en tant que revenu ou charge d'intérêt.

Si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un élément couvert pour lequel la méthode de l'intérêt effectif est utilisée sera amorti en résultat net jusqu'à l'échéance en utilisant un taux d'intérêt effectif révisé.

B. COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global consolidé. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont immédiatement enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

Les montants accumulés en capitaux propres sont convertis en profits ou pertes contre le gain (perte) sur l'élément couvert lorsque celui-ci est réalisé (par exemple, lorsque la vente sur l'élément couvert a lieu).

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tous les gains ou les pertes cumulés dans le résultat global demeurent dans les capitaux propres et sont comptabilisés lorsque la transaction prévue est finalement enregistrée dans l'état des résultats consolidés. Lorsqu'il est établi qu'une transaction prévue ne surviendra pas, les gains et les pertes cumulés dans le résultat global sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie. Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global consolidé. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats consolidés lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

La Société utilise également des swaps inter-devises et des contrats à terme pour gérer le risque de fluctuation des devises associé aux flux de trésorerie prévus en devises étrangères. Ces swaps inter-devises sont désignés en couverture de change de son investissement net dans ses activités à l'étranger. La partie des gains et des pertes découlant de la conversion des dérivés qui sont considérés comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, en contrepartie des gains et des pertes découlant de la conversion de l'investissement net de la Société dans ses activités à l'étranger.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes sur créances basée sur des prévisions de recouvrement.

STOCKS

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût, établi en fonction du coût moyen de fabrication, et de la valeur de réalisation nette. Les stocks des matières premières ainsi que les fournitures de production et pièces de rechange sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, ce dernier étant la meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières, des fournitures de production et pièces de rechange est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, déduction faite des frais de vente variables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, y compris les frais d'intérêts capitalisés engagés durant la période de construction de certaines immobilisations corporelles, diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les coûts de réparations et d'entretien sont enregistrés dans l'état des résultats consolidés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont engagés. Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues annuellement et ajustées le cas échéant.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur les périodes suivantes :

Bâtiments	Entre 10 et 33 ans
Matériel et outillage	Entre 3 et 30 ans
Matériel roulant	Entre 5 et 10 ans
Autres immobilisations corporelles	Entre 3 et 10 ans
Actifs au droit d'utilisation	Terme du bail

SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔTS À L'INVESTISSEMENT

Les subventions et les crédits d'impôts à l'investissement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations corporelles. Ils sont portés aux résultats en diminution de l'amortissement au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent. Les subventions liées à toutes autres activités opérationnelles et/ou à des circonstances économiques sont comptabilisées en réduction des coûts auxquels elles se rapportent.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont des actifs qui demandent une période considérable avant d'être prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif à son utilisation prévue soient terminées. Les coûts d'emprunt capitalisés à l'acquisition importante, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont financés par des sources non directement attribuables, sont calculés en utilisant le taux d'intérêt actuel, et si pas disponible, le taux d'emprunt à long terme de Cascades. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont composés principalement des listes et relations avec les clients, ainsi que des logiciels d'application. Ils sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Logiciels d'application	Entre 3 et 10 ans
Progiciel (PGI)	7 ans
Listes et relations avec des clients	Entre 2 et 20 ans
Autres actifs incorporels à durée de vie limitée	Entre 2 et 20 ans

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées à titre de dépense dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont comptabilisés au coût d'acquisition, moins les réductions de valeur. Ils ont une durée de vie illimitée en raison de leur nature permanente, car ils sont des droits acquis et non assujettis à la désuétude.

BAISSE DE VALEUR

A. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

À la fin de chaque date de clôture de présentation de l'information financière, la Société doit évaluer s'il existe un quelconque indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur recouvrable, comme elle est définie à la section C ci-dessous. À cette fin, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (unité génératrice de trésorerie ou UGT). S'il existe un indice qu'un actif individuel ait pu subir une baisse de valeur, la valeur recouvrable de cet actif individuel doit être estimée.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable. Les baisses de valeur sont comptabilisées immédiatement dans l'état des résultats consolidés à titre de « Baisses de valeur ». Les reprises de baisses de valeur possibles sont évaluées lorsque des événements ou des changements dans les circonstances justifient un tel examen. La valeur comptable réévaluée est la plus élevée entre la valeur recouvrable estimée et la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune baisse de valeur n'avait été comptabilisée et si l'amortissement n'avait pas été pris précédemment sur l'actif ou l'UGT. Une reprise de baisse de valeur est comptabilisée directement dans l'état des résultats consolidés au poste « Baisses de valeur ».

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle au 31 décembre ou lorsqu'un événement ou des circonstances indiquent que la valeur pourrait être réduite de façon permanente. Les écarts d'acquisition sont affectés aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles l'écart d'acquisition et les marques de commerce ont pris naissance. Les baisses de valeur sur écarts d'acquisition ne font pas l'objet de reprise.

C. VALEUR RECOUVRABLE

La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur recouvrable de chaque actif ou d'une UGT, la Société utilise la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche du marché s'il existe un marché pour l'actif ou d'une UGT ou l'approche basée sur les bénéfices.

DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de financement engagés. La dette à long terme est par la suite comptabilisée au coût amorti; toute différence entre les produits (après déduction des frais de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés et amortie selon la méthode des intérêts effectifs sur la durée de l'emprunt.

Les frais de financement versés lors de l'établissement du crédit bancaire renouvelable sont comptabilisés comme des frais de financement reportés au bilan consolidé dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue du crédit bancaire renouvelable.

CONTRATS DE LOCATION

La Société enregistre, au bilan consolidé, une obligation locative et un actif au titre du droit d'utilisation correspondant à la date à laquelle l'actif loué est disponible. Par la suite, les paiements de location sont répartis entre le passif et le coût financier. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative est égale à la valeur actuelle nette des paiements locatifs actualisés en utilisant le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location ou le taux d'emprunt marginal de la Société, déterminé pour chaque contrat de location.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués au coût, ce qui comprend le montant de l'obligation locative initiale, les paiements de location versés avant ou à la date de prise d'effet du contrat de location, déduction faite des avantages incitatifs à la location, des coûts directs initiaux et des coûts de restauration.

La Société utilise l'exemption relative aux contrats pour des actifs de faible valeur, ainsi que l'exemption relative aux contrats de location à court terme pour toutes les catégories d'actifs, sauf celle des bâtiments.

La Société n'applique pas *IFRS 16* pour les contrats de location d'actifs incorporels.

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

Les provisions pour éventualités et charges comprennent principalement les poursuites judiciaires et autres litiges. Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de l'obligation exigera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou causera une perte financière, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être traité comme un actif distinct au bilan consolidé seulement si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société juge nécessaires pour éteindre l'obligation. Les taux d'actualisation reflètent les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. L'augmentation des provisions liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement dans l'état des résultats consolidés.

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE ET COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une obligation d'engager des coûts de restauration et d'environnement se pose lorsque des perturbations de l'environnement sont causées par le développement ou la production continue d'usines ou d'un site d'enfouissement. Ces coûts découlant de l'installation de l'usine et d'autres travaux de préparation du site sont prévus et capitalisés au début de chaque projet, ou dès que l'obligation d'assumer ces coûts survient. Les coûts de démantèlement sont comptabilisés à la valeur estimée à laquelle l'obligation peut être réglée à la date du bilan consolidé, et sont imputés aux résultats sur la durée de l'opération, par la dépréciation de l'actif et la désactualisation du passif. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques liés à l'obligation. Les coûts de restauration entraînés par des exploitations passées sont générés sur une base continue pendant la production et sont évalués à leur valeur actualisée et imputés aux résultats lorsque l'obligation survient.

Les changements dans la mesure d'un passif relatif au démantèlement d'une usine ou à d'autres travaux de préparation du site entraînent des changements dans le calendrier prévisionnel ou dans le montant des flux de trésorerie, ou un changement dans le taux d'escompte, sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif lié au moment où les changements surviennent. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats consolidés. Si la valeur de l'actif est augmentée et qu'il y a une indication que la valeur comptable révisée n'est pas récupérable, un test de dépréciation est effectué conformément à la politique comptable pour les tests de dépréciation.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une majoration en fonction de l'inflation. La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi, tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance-vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et aux employés et l'allocation de retraite n'est pas offerte à ceux ne répondant pas à certains critères.

Le passif comptabilisé au bilan consolidé au titre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la fin de l'exercice considéré, moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée au moins tous les trois ans par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et régulièrement mise à jour par la direction pour les opérations importantes et les changements de circonstances, y compris les changements dans les prix du marché et les taux d'intérêt jusqu'à la fin de la période.

De plus, lorsqu'un actif est comptabilisé au bilan pour un régime de retraite donné, sa valeur comptable ne peut dépasser l'avantage économique futur que la Société peut s'attendre à tirer de cet actif. L'avantage économique futur inclut la suspension des cotisations si les dispositions du régime le permettent sous condition des exigences minimales de capitalisation. Lorsqu'il existe une exigence minimale de capitalisation, ceci peut augmenter le passif comptabilisé au bilan. Toutes les cotisations spéciales légalement requises pour financer les déficits d'un régime ont été considérées. Pour les régimes dont un rapport actuariel de financement est requis au 31 décembre 2022, un calendrier attendu des cotisations d'équilibre a été estimé afin d'établir l'exigence minimale de capitalisation. Pour les autres régimes, nous avons utilisé les cotisations d'équilibre présentées aux plus récents rapports actuariels de financement déposés.

Les gains et les pertes actuariels déterminés dans le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans le résultat global consolidé et enregistrés immédiatement dans les bénéfices non répartis sans recyclage dans l'état des résultats consolidés. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé dans l'état des résultats consolidés.

Lorsque la restructuration d'un régime de retraite entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les frais d'intérêts sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de frais de financement. La date de mesure des régimes d'avantages du personnel est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Sur la base des soldes au 31 décembre 2022, 19 % des régimes de retraite de la Société ont été évalués au 31 décembre 2021 (20 % en 2020).

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés en fonction de la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt différé à la date du bilan consolidé. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif se réalisera.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler sur la base de leur montant net.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société est implantée (la monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

A. OPÉRATIONS CONCLUES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change non réalisés à la conversion d'autres actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans l'état des résultats consolidés de l'exercice.

B. ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Les actifs et les passifs des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont enregistrés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global ».

PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux membres de la direction et aux employés cadres. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées de chaque émission. La juste valeur de chaque émission est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée par les employés à la levée des options ainsi que toute rémunération à base d'actions y afférente sont créditées au capital-actions.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

La distribution de dividendes aux actionnaires de la Société est comptabilisée comme un passif dans les états financiers consolidés de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration de la Société.

RÉSULTATS PAR ACTION ORDINAIRE

Les résultats par action ordinaire de base sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Les résultats dilués par action ordinaire sont déterminés en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs qui sont principalement les options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés comme ayant été exercés ou levés au début de la période, et le produit obtenu est considéré comme ayant été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

NOTE 3

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A. NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

Amendement à IAS 16

En mai 2020, l'IASB a publié un amendement à IAS 16 *Immobilisations corporelles* qui vise à clarifier la manière dont les entités doivent comptabiliser le produit de la vente, et les coûts de production associés, d'éléments produits par un actif avant qu'il ne soit disponible pour son utilisation prévue. La modification exige que le produit des ventes enregistré avant que l'actif connexe ne soit disponible pour utilisation soit comptabilisé aux résultats avec les coûts associés aux éléments vendus, plutôt qu'en ajustant le coût de l'actif en construction.

La norme est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

B. NOUVELLE NORME IFRS NON ENCORE APPLIQUÉE

La norme IFRS 17 *Contrats d'assurance* a été publiée en mai 2017 en remplacement de la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance*. Les modifications ont reporté la date d'application d'IFRS 17 au 1^{er} janvier 2023. IFRS 17 *Contrats d'assurance* s'applique aux contrats d'assurance quelle que soit l'entité qui les émet, et ne s'applique pas uniquement aux entités d'assurances traditionnelles. IFRS 17 *Contrats d'assurance* définit un contrat d'assurance comme un accord dans lequel une partie, l'assureur, accepte un risque d'assurance significatif d'une autre partie, le preneur d'assurance, en acceptant d'indemniser le preneur d'assurance si un événement futur incertain spécifié affecte négativement le preneur d'assurance. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 4

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile et à la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche du marché, la direction utilise la valeur des actifs comparables sur le marché. Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, sur la base de l'approche basée sur les bénéfices, la direction utilise plusieurs hypothèses clés, entre autres, les niveaux d'expéditions estimées, les taux de change, les taux de croissance des revenus, les marges du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (BAIIA) (A), le taux d'actualisation, du taux de capitalisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Cependant, sur la base de l'information disponible à la date de l'évaluation, ces hypothèses requièrent un degré important de jugement et de complexité. La direction est d'avis que les hypothèses suivantes sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc avoir une incidence sur l'évaluation des actifs au cours de la prochaine année.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 23)

REVENUS, MARGES DU BÉNÉFICE D'AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT AJUSTÉ (BAIIA (A)), FLUX DE TRÉSORERIE ET TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées pour les revenus sont basées sur le budget interne sectoriel de la Société qui a été projeté sur une période de cinq ans alors qu'un taux de croissance à long terme de 2 % a été appliqué par la suite. L'hypothèse utilisée pour les marges du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) (A) est basée sur la performance historique du secteur et a été maintenue constante. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CAPITALISATION

La Société a assumé un taux de capitalisation afin de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie de ses immobilisations corporelles. Le taux de capitalisation représente une mesure d'évaluation immobilière utilisée pour comparer différents investissements immobiliers. Le taux de capitalisation est calculé comme le rapport entre les revenus locatifs annuels produits par un bien immobilier et sa valeur de marché actuelle.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des vingt dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction sur le marché.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour la capacité établie alors qu'un accroissement sur les périodes prévisionnelles subséquentes est considéré pour les nouvelles capacités. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

D. ÉCARTS D'ACQUISITION, AUTRES ACTIFS INCORPORELS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les écarts d'acquisition et les listes de clients ont été créés à la suite de regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition, qui nécessite également des estimations et des jugements importants, est utilisée pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises. Dans le cadre du processus d'allocation du regroupement d'entreprises, les justes valeurs estimées sont attribuées aux actifs nets acquis. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations de fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimée des actifs nets acquis est ensuite attribué à l'écart d'acquisition. Si les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués à l'actif net pourraient différer de ce qui est actuellement déclaré. Cela aurait alors une incidence directe sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition. Les différences dans les justes valeurs estimées auraient également une incidence sur l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée.

NOTE 5 ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET CESSION

Le 5 juillet 2021, la Société a annoncé la monétisation de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM) pour un montant de 1,45 € par action, soit 462 M\$ y compris les contrats de change et avant les frais de transactions de 12 M\$. La transaction a été conclue le 26 octobre 2021. La Société a enregistré un gain de 228 M\$ avant impôts sur les résultats de 24 M\$. La Société a utilisé des attributs fiscaux pour compenser cette charge d'impôts, ce qui a permis de n'avoir aucun impôt à payer relativement à cette transaction.

Les actifs et passifs, au moment de la cession des activités de Reno de Medici S.p.A. (RDM), s'établissaient comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	Carton plat Europe
Trésorerie et équivalents de trésorerie		37
Comptes débiteurs		211
Stocks		166
Impôts débiteurs		2
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises		1
Immobilisations corporelles		430
Actifs incorporels à durée de vie limitée		24
Actifs financiers		6
Autres actifs		23
Actifs d'impôt différé		5
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée		135
Actifs totaux		1 040
Emprunts et avances bancaires		40
Comptes créditeurs et charges à payer		338
Partie à court terme de la dette à long terme		36
Dette à long terme		196
Provisions pour éventualités et charges		9
Passifs financiers		1
Autres passifs		51
Passifs d'impôt différé		10
Passifs totaux		681
Actifs nets		359
Part des actionnaires sans contrôle		(151)
Actifs nets attribuables aux actionnaires		208
Autres éléments		
Instrument financiers sur devise et écarts de conversion cumulés d'une filiale étrangère		14
		222
Gain sur cession, avant impôts sur les résultats		228
Contrepartie reçue lors de la cession, nette des frais de transactions		450

ACTIVITÉS ABANDONNÉES DU SECTEUR CARTON PLAT EUROPE

RÉSULTATS CONSOLIDÉS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en millions de dollars canadiens)	2021
Résultats générés par les activités abandonnées	
Ventes	894
Charges d'exploitation (excluant l'amortissement)	843
Amortissement	38
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(16)
Gain de change sur les instruments financiers	(6)
Bénéfice d'exploitation	35
Frais de financement	4
Bénéfice avant impôts	31
Charge d'impôts sur les résultats	(1)
Gain sur cession, net des impôts sur les résultats	204
Résultats générés par les activités abandonnées	234
Résultats générés par les activités abandonnées attribuables aux actionnaires sans contrôle	(13)
Résultats générés par les activités abandonnées attribuables aux actionnaires	221
Résultats générés par les activités abandonnées par action ordinaire	
De base	2,19 \$
Dilué	2,18 \$

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en millions de dollars canadiens)	2021
Flux de trésorerie nets générés par les activités abandonnées	
Flux de trésorerie générés (utilisés par) :	
Activités d'exploitation	31
Activités d'investissement	(243)
Activités de financement	156
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(56)
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	98
Trésorerie et équivalents de trésorerie au moment de la disposition	37
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice générée par les activités abandonnées	(98)
Dividendes payés à la Société	4
Contrepartie reçue lors de la cession, nette des frais de transactions	450
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	356

NOTE 6 COMPTES DÉBITEURS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Comptes débiteurs		505	460
Comptes débiteurs provenant des parties liées	26	24	23
Moins : correction de valeur pour pertes attendues sur créances		(4)	(4)
Comptes débiteurs - nets		525	479
Autres		31	31
		556	510

En date du 31 décembre 2022, des comptes débiteurs de 132 M\$ (31 décembre 2021 — 115 M\$) étaient en souffrance.

Les mouvements de la correction de valeur pour pertes attendues sur créances de la Société s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Solde au début de l'exercice		4	14
Correction de valeur pour pertes attendues sur créances		1	1
Créances radiées au cours de l'exercice		(1)	(3)
Cession d'entreprise	5	—	(8)
Solde à la fin de l'exercice		4	4

La variation de la correction de valeur pour pertes attendues sur créances a été incluse dans « Autres » dans l'état des résultats consolidés.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture se rapproche de la valeur comptable de chaque catégorie de créances mentionnée ci-dessus.

NOTE 7 STOCKS

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Produits finis	238	204
Matières premières	135	116
Fournitures de production et pièces de rechange	214	174
	587	494

Au 31 décembre 2022, les inventaires de produits finis, matières premières et fournitures de production et pièces de rechange ont été ajustés à leur valeur de réalisation nette (VRN) nécessitant une provision de 9 M\$, 4 M\$ et 8 M\$ respectivement (31 décembre 2021 — 7 M\$, 2 M\$ et 6 M\$).

En 2022, la Société n'a renversé aucun (2 M\$ en 2021) ajustement de VRN précédemment enregistré sur des stocks de pièces de rechange. Aucun renversement d'ajustement de VRN enregistré sur les inventaires de produits finis et matières premières n'a eu lieu en 2022 ou 2021. Le coût des matières premières, fournitures de production et pièces de rechange inclus dans la ligne « Chaîne d'approvisionnement et logistique » s'élevait à 1 611 M\$ (1 362 M\$ en 2021).

NOTE 8

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES ET FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

A. LES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES SE DÉTAILLENT COMME SUIVANT :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Participations dans des entreprises associées	25	20
Participations dans des coentreprises	69	67
	94	87

B. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La Société ne détient pas de participation significative dans des entreprises associées en 2022 et 2021.

C. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Voici les principales coentreprises de la Société ainsi que le pourcentage des actions qu'elle en détient :

	2022-2021 POURCENTAGE D'ACTIONNAIRES DÉTENUES (%)	PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES
Cascades Sonoco US Inc. ¹	50	Birmingham, Alabama et Tacoma, Washington, États-Unis
Cascades Sonoco inc. ¹	50	Kingsey Falls et Berthierville, Québec, Canada
Maritime Paper Products Limited Partnership (MPPLP) ²	40	Dartmouth, Nouvelle-Écosse, Canada
Tencorr Holdings Corporation ³	33,33	Brampton, Ontario, Canada

¹ Ces coentreprises fabriquent toutes des produits d'emballage en papier tels que les en-têtes et les rouleaux.

² MPPLP est une entreprise canadienne de transformation de carton-caisse.

³ Tencorr Holdings Corporation est un fournisseur de papier ondulé.

Voici les données (100 %) sur les principales coentreprises de la Société converties en millions de dollars canadiens :

	2022			
(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4	1	17
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	28	30	33	21
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	39	15	30	10
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	13	11	4	27
Passifs financiers à court terme	2	1	—	4
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	5	2	—	3
Passifs financiers à long terme	6	2	—	—
Résultats condensés				
Ventes	108	112	138	138
Amortissement	5	2	3	1
Frais de financement	1	—	—	—
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	2	5	—	(2)
Bénéfice net (perte nette)	7	13	4	(1)
Résultat global				
Écarts de conversion	3	—	—	—
Résultat global total	10	13	4	(1)
Dividendes reçus des coentreprises	3	4	—	—

(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	1	6	15
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	25	31	27	29
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	40	13	29	9
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	18	13	6	32
Passifs financiers à court terme	2	—	—	4
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	6	2	—	3
Passifs financiers à long terme	8	1	—	—
Résultats condensés				
Ventes	95	91	116	164
Amortissement	5	2	3	1
Frais de financement	2	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	3	—	4
Bénéfice net	7	8	8	5
Résultat global				
Écarts de conversion	—	—	—	—
Résultat global total	7	8	8	5
Dividendes reçus des coentreprises	4	4	1	—

Les engagements des coentreprises sont inférieurs à un million de dollars en 2022 et 2021.

D. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES NON SIGNIFICATIVES

La valeur comptable des placements dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Entités associées non significatives	25	20
Coentreprises non significatives	9	12
	34	32

La quote-part des résultats dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Entités associées non significatives	5	3
Coentreprises non significatives	2	2
	7	5

La Société a reçu un montant de 5 M\$ en dividendes de ses entreprises associées et ses coentreprises non significatives au 31 décembre 2022 (31 décembre 2021 — 2 M\$).

E. FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Voici les données relatives aux filiales de la Société ayant une part d'actionnaires sans contrôle significative :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2022		2021	
	FALCON PACKAGING LLC	GREENPAC HOLDING LLC	FALCON PACKAGING LLC	GREENPAC HOLDING LLC
Principal lieu d'affaires	Ohio, États-Unis	New York, États-Unis	Ohio, États-Unis	New York, États-Unis
Pourcentage d'actions détenues par les actionnaires sans contrôle (base comptable)	14,00 %	13,65 %	22,00 %	13,65 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	2	18	2	10
Participation des actionnaires sans contrôle cumulée à la fin de l'exercice	3	54	3	45
Dividendes versés aux actionnaires sans contrôle	1	12	2	12
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	34	5	20
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	20	127	17	112
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	33	522	29	507
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	15	51	13	51
Passifs financiers à court terme	1	75	3	11
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	—	1	—	2
Passifs financiers à long terme	4	18	—	111
Résultats condensés				
Ventes	207	569	174	470
Amortissement	1	39	1	36
Bénéfice net	10	139	9	78
Flux de trésorerie condensés				
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	12	178	9	118
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	—	(6)	—	(5)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(10)	(159)	(8)	(119)

En 2022, la Société a augmenté sa participation dans Falcon Packaging LLC du secteur des produits spécialisés pour un montant payé de 3 M\$ (2021 — 2 M\$).

NOTE 9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TERRAINS	BÂTIMENTS	MATÉRIEL ET OUTILLAGE	MATÉRIEL ROULANT	AUTRES	ACTIFS AU DROIT D'UTILISATION (Note 14)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2021								
Coût		183	1 023	3 931	133	68	285	5 623
Amortissement cumulé et baisse de valeur		2	408	2 216	89	32	104	2 851
Valeur comptable nette		181	615	1 715	44	36	181	2 772
Exercice terminé le 31 décembre 2021								
Montant net au début		181	615	1 715	44	36	181	2 772
Ajouts		1	39	277	9	2	45	373
Cessions		(2)	(9)	(1)	—	—	(4)	(16)
Amortissement		—	(17)	(135)	(12)	(9)	(50)	(223)
Activités abandonnées	5	(68)	(44)	(229)	—	—	(23)	(364)
Baisses de valeur	23	—	—	(17)	—	—	—	(17)
Autres		—	(5)	3	2	6	—	6
Écarts de conversion		—	(2)	(7)	—	—	—	(9)
Montant net à la fin		112	577	1 606	43	35	149	2 522
Au 31 décembre 2021								
Coût		112	929	3 369	132	73	277	4 892
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	352	1 763	89	38	128	2 370
Valeur comptable nette		112	577	1 606	43	35	149	2 522
Exercice terminé le 31 décembre 2022								
Montant net au début		112	577	1 606	43	35	149	2 522
Ajouts		1	106	411	14	—	87	619
Cessions		—	—	(1)	—	—	(2)	(3)
Amortissement		—	(18)	(139)	(10)	(9)	(56)	(232)
Baisses de valeur	23	—	(22)	(73)	—	—	—	(95)
Autres		—	(1)	13	—	—	1	13
Écarts de conversion		4	27	83	—	2	5	121
Montant net à la fin		117	669	1 900	47	28	184	2 945
Au 31 décembre 2022								
Coût		117	1 068	3 858	143	75	359	5 620
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	399	1 958	96	47	175	2 675
Valeur comptable nette		117	669	1 900	47	28	184	2 945

Les immobilisations corporelles incluent des actifs en cours de construction ou d'installation ayant une valeur comptable de 694 M\$ (269 M\$ au 31 décembre 2021) dont 575 M\$ (170 M\$ au 31 décembre 2021) sont destinés à la nouvelle usine de carton-caisse de Bear Island. Les dépôts pour l'achat de matériel et d'outillage représentent un montant inférieur à un million de dollars (13 M\$ au 31 décembre 2021 dont 8 M\$ pour Bear Island).

En 2022, 15 M\$ (5 M\$ en 2021) d'intérêts engagés sur les actifs admissibles ont été capitalisés. Le coût moyen pondéré du capital sur les fonds empruntés était de 4,88 % en 2022 (4,86 % en 2021).

La Société a enregistré des baisses de valeur totalisant 95 M\$ en 2022 (17 M\$ en 2021), pour plus de détail veuillez consulter la Note 23 Baisses de valeur, frais de restructuration et autre perte (gain).

NOTE 10

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	LOGICIELS ET PROGICIEL	LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	ÉCARTS D'ACQUISITION	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE
Au 1^{er} janvier 2021								
Coût		174	215	9	398	526	6	532
Amortissement cumulé et baisse de valeur		101	131	6	238	9	1	10
Valeur comptable nette		73	84	3	160	517	5	522
Exercice terminé le 31 décembre 2021								
Montant net au début		73	84	3	160	517	5	522
Ajouts		12	—	—	12	—	—	—
Activités abandonnées	5	(16)	(3)	(2)	(21)	(7)	(4)	(11)
Baisses de valeur	23	—	(35)	—	(35)	(36)	—	(36)
Amortissement		(16)	(12)	—	(28)	—	—	—
Écarts de conversion		—	—	—	—	(2)	—	(2)
Montant net à la fin		53	34	1	88	472	1	473
Au 31 décembre 2021								
Coût		161	207	4	372	516	1	517
Amortissement cumulé et baisse de valeur		108	173	3	284	44	—	44
Valeur comptable nette		53	34	1	88	472	1	473
Exercice terminé le 31 décembre 2022								
Montant net au début		53	34	1	88	472	1	473
Ajouts		2	—	—	2	—	—	—
Baisses de valeur	23	—	—	—	—	(3)	—	(3)
Amortissement		(16)	(3)	—	(19)	—	—	—
Écarts de conversion		—	2	—	2	18	—	18
Montant net à la fin		39	33	1	73	487	1	488
Au 31 décembre 2022								
Coût		163	209	4	376	533	1	534
Amortissement cumulé et baisse de valeur		124	176	3	303	46	—	46
Valeur comptable nette		39	33	1	73	487	1	488

La Société a enregistré des baisses de valeur totalisant 3 M\$ en 2022 (36 M\$ en 2021), pour plus de détail veuillez consulter la Note 23 Baisses de valeur, frais de restructuration et autre perte (gain).

NOTE 11

AUTRES ACTIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Effets à recevoir à long terme		8	8
Autres placements		3	2
Autres actifs		19	15
Avantages du personnel	18	40	29
		70	54

Une charge d'amortissement de 1 M\$ (2021 — 1 M\$) a été comptabilisée en diminution des autres actifs.

NOTE 12 COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Comptes créditeurs		532	518
Comptes à payer à des parties liées	26	6	6
Provisions pour rabais-volume		72	64
Frais courus		136	119
		746	707

Les mouvements de la provision pour rabais-volume de la Société sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Solde au début de l'exercice	64	72
Provision pour rabais-volume	124	106
Paiements pour rabais-volume	(118)	(114)
Écarts de conversion	2	—
Solde à la fin de l'exercice	72	64

NOTE 13 DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	ÉCHÉANCE	2022	2021
Crédit bancaire rotatif, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 6,18 % au 31 décembre 2022 et se composant de 258 M\$ US (31 décembre 2021 — 4 M\$ US)	13(a)	2026	350	6
Billets subordonnés non garantis de 175 M\$, portant intérêt au taux de 5,125 %		2025	175	175
Billets subordonnés non garantis de 206 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,125 %	13(b)	2026	279	260
Billets subordonnés non garantis de 445 M\$ US et une prime non amortie de 6 M\$ au 31 décembre 2022 (31 décembre 2021 — 445 M\$ US et une prime non amortie de 7 M\$), portant intérêt au taux de 5,375 %	13(b)	2028	610	570
Emprunt à terme de 260 M\$ US, portant intérêt au taux de 6,42 % au 31 décembre 2022 (31 décembre 2021 — 160 M\$ US)	13(a)	2027	352	202
Obligations locatives avec recours contre la Société	13(c)		186	161
Autres emprunts avec recours contre la Société			31	35
Obligations locatives sans recours contre la Société	13(c)		22	9
Autres emprunts sans recours contre la Société			69	117
			2 074	1 535
Moins : Frais de financement non amortis			9	11
Total de la dette à long terme			2 065	1 524
Moins :				
Partie à court terme d'autres emprunts sans recours contre la Société à refinancer	13(d)		67	—
Moins :				
Partie à court terme des obligations locatives avec recours contre la Société			46	36
Partie à court terme des autres emprunts avec recours contre la Société			12	23
Partie à court terme des obligations locatives sans recours contre la Société			8	7
Partie à court terme des autres emprunts sans recours contre la Société			1	8
			67	74
			1 931	1 450

a. Le 19 octobre 2022, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour son entente de crédit existante pour augmenter son emprunt à terme autorisé de 160 M\$ US à 260 M\$ US et en prolonger l'échéance de décembre 2025 à décembre 2027. Simultanément, la Société a prolongé l'échéance de son crédit bancaire rotatif de 750 M\$ de juillet 2025 à juillet 2026. Les conditions financières existantes de ces deux facilités de crédit sont demeurées inchangées. La Société a encouru des frais de transactions capitalisables de 2 M\$ relativement au refinancement.

Au 31 décembre 2022, les comptes débiteurs et les stocks totalisant environ 987 M\$ (31 décembre 2021 — 888 M\$) et les immobilisations corporelles ayant une valeur nette comptable de 243 M\$ (31 décembre 2021 — 246 M\$) ont été donnés en garantie du crédit bancaire rotatif de la Société.

- b. Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le rachat partiel de ses billets subordonnés non garantis. La transaction a été conclue le 10 novembre 2021, et la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$). La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$, a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également payé des intérêts courus de 5 M\$ US (6 M\$) sur ces billets.
- c. La Société a contracté des contrats de location pour diverses immobilisations corporelles. Les obligations locatives sont garanties, car les droits sur l'actif loué reviennent au bailleur en cas de défaillance. Pour plus de détails sur les paiements futurs, voir la Note 16.4 C.
- d. Le prêt vient à échéance le 11 décembre 2023 et porte intérêt à un taux déterminé par le ratio de dette nette sur BAIIA de la filiale détentrice de la dette selon son entente de crédit. Le prêt est remboursable sur une base trimestrielle.

NOTE 14 CONTRATS DE LOCATION

- a. Les bilans consolidés incluent, sur la ligne « Immobilisations corporelles », les montants suivants d'actifs au titre de droit d'utilisation liés à des contrats de location. Les montants suivants de 2022 et 2021 sont des actifs au titre de droit d'utilisation selon la norme *IFRS 16* :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Terrains	2	—
Bâtiments	130	111
Matériel et outillage	1	3
Matériel roulant	50	34
Autres	1	1
Valeur comptable nette	184	149

Les additions d'actifs au titre de droit d'utilisation durant l'exercice financier 2022 sont de 87 M\$ (2021 — 45 M\$).

- b. Les résultats consolidés incluent les montants suivants liés à des contrats de location :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Amortissement des actifs au titre de droit d'utilisation		
Bâtiments	33	26
Matériel et outillage	1	3
Matériel roulant	21	21
Autres	1	—
	56	50
Frais de financement (inclus sur la ligne « Frais de financement »)	7	6

La charge liée aux contrats de location à court terme, aux contrats de location de faible valeur et aux paiements variables non inclus dans l'obligation locative est de 1 M\$ en 2022 (moins d'un million de dollars en 2021).

- c. Le total des sorties de fonds des contrats de location, incluant les intérêts, en 2022 a été de 62 M\$ (2021 — 54 M\$).
- d. Veuillez consulter la Note 13 pour l'obligation locative et à la Note 16.4 C pour les paiements futurs en vertu des contrats de location.

e. Les flux de trésorerie futurs issus des baux non débutés, mais déjà signés, sont les suivants aux 31 décembre 2022 et 2021 :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
	MATÉRIEL ROULANT	BÂTIMENTS
Moins d'un an	—	5
Plus d'un an mais moins de cinq ans	1	19
Plus de cinq ans	1	1
	2	25

NOTE 15 PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE	COÛTS ENVIRONNEMENTAUX	CRÉANCES LÉGALES	INDEMNITÉS DE DÉPART	AUTRES	PROVISIONS TOTALES
Au 1^{er} janvier 2021		23	26	3	9	10	71
Provisions additionnelles		—	4	4	5	2	15
Paielements		—	(6)	—	(9)	—	(15)
Réévaluation		(4)	—	—	—	—	(4)
Désactualisation		1	—	—	—	—	1
Activités abandonnées	5	(2)	—	(1)	(2)	(4)	(9)
Au 31 décembre 2021		18	24	6	3	8	59
Provisions additionnelles		—	2	1	1	1	5
Paielements		—	(6)	(4)	(2)	—	(12)
Réévaluation		(4)	—	—	—	—	(4)
Désactualisation		1	—	—	—	—	1
Au 31 décembre 2022		15	20	3	2	9	49

Analyse de la provision totale :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Long terme	41	47
Court terme	8	12
	49	59

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE

La Société utilise certains sites d'enfouissement. Une provision a été constatée à la juste valeur pour les coûts à engager pour la remise en état de ces sites.

COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une provision environnementale est comptabilisée lorsque la Société a une obligation qui a été provoquée par ses activités poursuivies ou abandonnées.

La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale établie sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay. Les deux autorités dirigent un plan de gestion de qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de Thunder Bay. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours des dernières années avec le MEO et Environnement Canada et un plan de gestion établi sur le dragage des sédiments a été proposé par une tierce partie. Les deux paliers de gouvernement analysent cette proposition avec les parties impliquées afin de s'entendre sur ce plan d'action qui serait mis en œuvre au cours des prochaines années.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ce cas.

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2022, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur la situation financière consolidée de la Société, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

NOTE 16

INSTRUMENTS FINANCIERS

16.1 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers aux 31 décembre 2022 et 2021, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives, se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022		2021	
		VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	16.4	7	7	5	5
Placements en actions		3	3	2	2
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	16.4	(14)	(14)	(6)	(6)
Autres passifs financiers au coût amorti					
Dette à long terme		(2 065)	(1 969)	(1 524)	(1 558)
Dérivés désignés comme éléments de couverture					
Actifs d'instruments financiers dérivés		6	6	2	2
Passifs d'instruments financiers dérivés		(1)	(1)	—	—

16.2 DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence à la date de mesure.

- i. La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, des billets à recevoir, des emprunts et avances bancaires, des comptes créditeurs et charges à payer et des provisions se rapproche de la valeur comptable en raison de l'échéance relativement courte de ces éléments.
- ii. La juste valeur des placements en actions est basée sur des données observables sur le marché et est cotée à la Bourse de Toronto et est classée au niveau 1.
- iii. La juste valeur des dettes à long terme et de certains autres passifs est établie en fonction de données observables sur le marché et du calcul des flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisation ont été établis en utilisant les taux de rendement des obligations gouvernementales locales ajustés d'une marge pour tenir compte des risques spécifiques à chacun des emprunts ainsi que des conditions du marché du crédit et sont classés aux niveaux 1 et 3.
- iv. La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture et sont classées au niveau 2. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture.

16.3 HIÉRARCHIE DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur sur une base récurrente aux 31 décembre 2022 et 2021 et indique la hiérarchie de nos techniques d'évaluation pour déterminer les justes valeurs. Trois niveaux d'évaluation peuvent être utilisés pour mesurer la juste valeur :

- Niveau 1 - Consiste en une évaluation sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.
- Niveau 2 - Consiste en une évaluation sur des données observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, sur des prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs et passifs identiques ou sur d'autres données observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur des marchés pour la quasi-totalité du terme des actifs ou des passifs.
- Niveau 3 - Consiste en une évaluation sur des données qui ne sont généralement pas observables et qui reflètent les estimations de la direction quant aux hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif.

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Placements en actions	3	3	—	—
Actifs financiers dérivés	13	—	13	—
	16	3	13	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(15)	—	(15)	—
	(15)	—	(15)	—

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Placements en actions	2	2	—	—
Actifs financiers dérivés	7	—	7	—
	9	2	7	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(6)	—	(6)	—
	(6)	—	(6)	—

16.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt [juste valeur et flux de trésorerie] et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion globale des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum les effets négatifs de ce marché sur son rendement financier. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques.

La gestion des risques est assurée par un service de trésorerie centralisé et par le comité de direction agissant conformément à des politiques approuvées par le conseil d'administration. Ils repèrent, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités d'affaires. Le conseil d'administration fournit les lignes directrices de la gestion globale des risques touchant des aspects précis, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés et l'investissement des liquidités excédentaires.

Sommaire

(en millions de dollars canadiens)	RISQUE	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
			COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
	Risque de change	16.4 A (i)	2	—	2	(3)	—	(3)
	Risque de prix	16.4 A (ii)	7	4	11	(5)	(7)	(12)
			9	4	13	(8)	(7)	(15)

(en millions de dollars canadiens)	RISQUE	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
			COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
	Risque de change	16.4 A (i)	—	5	5	—	(6)	(6)
	Risque de prix	16.4 A (ii)	1	1	2	—	—	—
			1	6	7	—	(6)	(6)

A. RISQUE DE MARCHÉ

i. Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est ainsi exposée au risque de change par ses exportations de biens fabriqués au Canada et aux États-Unis. Le risque de change découle de transactions commerciales futures, de la constatation d'actifs et de passifs et de participations dans des entités étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats et par le service de la dette.

La Société gère le risque de change en concluant différents contrats de change et en souscrivant des options sur devises liées aux ventes anticipées, aux achats, aux charges d'intérêts et au remboursement de la dette à long terme. La direction a mis en œuvre une politique de gestion des risques de devises à l'égard de sa monnaie fonctionnelle. La politique de gestion des risques consiste à couvrir de 25 % à 90 % des flux de trésorerie prévus dans chaque monnaie étrangère majeure pour les 12 prochains mois et de couvrir de 0 % à 75 % pour les vingt-quatre mois suivants. La Société peut désigner ces contrats de change à titre de couvertures de flux de trésorerie futurs anticipés des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts et du remboursement de la dette à long terme libellée en devises étrangères. Les gains ou les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » déduction faite des impôts y afférents et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts ou du gain (perte) de change sur la dette à long terme dans la même période où l'élément couvert en question influe sur les résultats.

En 2022, environ 19 % des ventes provenant des activités canadiennes ont été faites aux États-Unis.

Le tableau ci-dessous résume les engagements de la Société à acheter et à vendre des devises aux 31 décembre 2022 et 2021 :

				2022
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	113 \$ US	(3)
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	102 \$ US	2
				(1)
Ventes et achats anticipés				
Contrats à terme sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3971	0 à 12 mois	26 \$ US	—
				(1)

				2021
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	122 \$ US	5
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	102 \$ US	(6)
				(1)

La juste valeur des contrats de change à terme et des options sur devises est déterminée en utilisant une technique généralement acceptée, à savoir la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance calculée en utilisant le taux de change au contrat et le taux de change auquel l'institution financière renégocierait le contrat aux mêmes conditions en date du bilan consolidé. Les taux d'actualisation sont ajustés en fonction du risque de crédit de la Société ou de la tierce partie, le cas échéant. Au moment de déterminer des ajustements du risque de crédit, la Société tient compte des accords de compensation, le cas échéant.

En 2022, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport au dollar américain en moyenne pour l'année et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'exercice aurait été inférieur de moins d'un million de dollars, basé sur l'exposition nette des ventes américaines moins les achats américains de la Société provenant des unités d'exploitation canadiennes et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des unités américaines de la Société, mais en excluant l'incidence de ce changement sur les éléments classés comme fonds de roulement. Les charges d'intérêts auraient été supérieures d'environ 1 M\$.

RISQUE DE CHANGE SUR LA CONVERSION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

La Société détient certains placements dans ses activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de change. La Société peut désigner une partie de sa dette à long terme libellée en devises étrangères comme une couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères. Les gains ou les pertes résultant de la conversion en dollars canadiens de la dette à long terme libellée en devises étrangères et désignée comme couverture d'investissements nets sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents.

Le tableau ci-dessous montre l'effet sur les capitaux propres consolidés d'un changement de 10 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain aux 31 décembre 2022 et 2021. Ce calcul inclut l'effet de la couverture de change de l'investissement net dans des entités étrangères des États-Unis et ne tient pas compte d'aucune modification autre que la variation du taux de change.

Les expositions utilisées dans les calculs sont les capitaux propres des actionnaires libellés en devises étrangères et le niveau de couverture aux 31 décembre 2022 et 2021, les instruments de couverture étant la dette à long terme libellée en dollars américains.

Capitaux propres consolidés : Effet d'un mouvement de change de 10 % avant impôts :

(en millions de dollars canadiens)	2022			2021		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/\$ US	83	34	49	77	32	45

ii. Risque de prix

La Société est exposée au risque de prix des marchandises, du vieux carton ondulé, de la pâte commerciale, de l'électricité et du gaz naturel. La Société peut utiliser des contrats sur marchandises pour gérer ses coûts de production. La Société désigne ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus d'énergie. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont imputés au « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents, et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement de la « Chaîne d'approvisionnement et logistique » au même moment où l'élément couvert influe sur les résultats.

La juste valeur de ces contrats s'établit comme suit :

	2022		
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés sous « Chaîne d'approvisionnement et logistique »			
Gaz naturel :			
Portefeuille canadien	292 000 mmBtu	2023	—
Portefeuille américain	823 000 mmBtu	De 2023 à 2025	1
			1
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés sous « Chaîne d'approvisionnement et logistique » pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	3 050 290 mmBtu	De 2023 à 2025	5
			6

	2021		
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés sous « Chaîne d'approvisionnement et logistique »			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	958 750 mmBtu	De 2022 à 2025	—
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés sous « Chaîne d'approvisionnement et logistique » pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	5 009 665 mmBtu	De 2022 à 2025	2
			2

En 2013, la Société a conclu un contrat d'achat de vapeur. L'accord comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est une perte de 1 M\$ au 31 décembre 2022 (inférieure à un million de dollars en 2021). Greenpac a également conclu un contrat d'achat de vapeur qui comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est négative de 6 M\$ au 31 décembre 2022 (inférieure à un million de dollars en 2021).

La juste valeur des instruments financiers dérivés autres que les options est établie selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs anticipés. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont déterminés par référence aux prix ou taux à terme en vigueur à la date d'évaluation de l'indice financier sous-jacent (taux de change ou d'intérêt ou prix d'une matière première) selon les termes contractuels de l'instrument. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont actualisés à un taux d'intérêt représentatif de l'échéance de chaque flux et du risque de crédit de la partie au contrat pour qui il représente un passif (sous réserve de l'application des clauses pertinentes de support de crédit). La juste valeur des instruments financiers dérivés représentant des options est établie en utilisant des méthodes similaires tenant compte de l'impact de la volatilité potentielle de l'indice financier sous-jacent à l'option sur les flux de trésorerie futurs anticipés.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des changements dans le prix de l'électricité et du gaz naturel aux 31 décembre 2022 et 2021. Le calcul inclut l'effet de la couverture des prix de ces produits de base et suppose que, pour chaque variation de prix, toutes les autres variables demeurent constantes.

Les expositions aux risques utilisées dans le calcul sont la consommation et le niveau de couverture des instruments financiers aux 31 décembre 2022 et 2021. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats dérivés sur marchandises.

Consommation consolidée de marchandises : Effet des variations de prix avant impôts :

(en millions de dollars canadiens ¹)	2022			2021		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
25 \$ US/t.c. de variation dans le prix de la pâte commerciale	6	—	6	5	—	5
1 \$ US/mmBtu de variation dans le prix du gaz naturel	11	4	7	10	2	8
1 \$ US/MWh de variation dans le prix de l'électricité	2	—	2	2	—	2

¹ L'analyse de sensibilité est calculée avec un taux de change de 1,35 \$ CAN/\$ US pour 2022 et de 1,25 \$ CAN/\$ US pour 2021.

iii. Risque de taux d'intérêt

La Société ne possède pas d'actif important portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La Société analyse au besoin son exposition au risque de taux d'intérêt. Des scénarios qui prennent en compte le refinancement, le renouvellement des positions existantes, d'autres sources de financement et la couverture sont élaborés. D'après le résultat de ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le bénéfice d'une variation définie des taux d'intérêt. Pour chaque simulation, la même variation est utilisée pour toutes les devises. Les scénarios sont appliqués seulement aux passifs qui représentent les principales positions portant intérêt. Au 31 décembre 2022, environ 37 % (21 % en 2021) de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux variable.

Sur la base de la dette à long terme au 31 décembre 2022, l'impact sur la charge d'intérêts d'un changement de 1 % du taux serait d'environ 8 M\$ (impact sur le bénéfice net d'environ 6 M\$).

iv. Perte sur instruments financiers dérivés est le suivant :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	23	6	17

B. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la position financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer les risques commerciaux. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes sur créances. Une correction de valeur pour pertes sur créances est établie lorsqu'il y a une indication objective que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus d'après les modalités initiales. Des difficultés financières importantes du débiteur, la possibilité de faillite ou de restructuration financière et un défaut de paiement constituent des facteurs indiquant que les comptes clients ont subi une dépréciation. Le solde de chaque compte client est évalué en considérant l'historique de recouvrement pour déterminer s'il y a eu dépréciation. Le montant de la correction de valeur pour pertes sur créances représente la perte de crédit estimée. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision, et le montant de la perte est constaté dans l'état des résultats consolidés au poste « Autres ». Lorsqu'un compte client est irrécouvrable, il est radié du poste correction pour pertes sur créances. Le recouvrement de montants qui avaient été radiés est porté au crédit du poste « Autres » dans l'état des résultats consolidés.

Les prêts et les billets à recevoir résultant de cessions d'entreprises sont comptabilisés à la juste valeur et il n'y a pas de solde en défaut de paiement au 31 décembre 2022.

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2022 et 2021 :

2022						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	3	3	3	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	746	746	746	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	350	426	22	22	382	—
Billets subordonnés non garantis	1 057	1 331	56	56	586	633
Emprunt à terme	352	466	23	23	420	—
Obligations locatives avec recours contre la Société	186	227	52	45	57	73
Autres emprunts avec recours contre la Société	31	32	13	8	11	—
Obligations locatives sans recours contre la Société	22	23	9	7	7	—
Autres emprunts sans recours contre la Société	69	73	71	—	2	—
Passifs d'instruments financiers dérivés	15	15	8	4	3	—
	2 831	3 342	1 003	165	1 468	706

2021						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	1	1	1	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	707	707	707	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	6	6	—	—	6	—
Billets subordonnés non garantis	998	1 307	53	53	581	620
Emprunt à terme	202	219	11	10	198	—
Obligations locatives avec recours contre la Société	161	201	42	35	55	69
Autres emprunts avec recours contre la Société	35	36	17	6	6	7
Obligations locatives sans recours contre la Société	9	9	7	1	1	—
Autres emprunts sans recours contre la Société	117	122	10	112	—	—
Passifs d'instruments financiers dérivés	6	6	—	6	—	—
	2 242	2 614	848	223	847	696

Au 31 décembre 2022, la Société disposait de facilités de crédit non utilisées de 438 M\$ (746 M\$ au 31 décembre 2021), déduction faite des lettres de crédit de 15 M\$ (14 M\$ au 31 décembre 2021).

D. AUTRE RISQUE

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La Société a conclu un accord de couverture de la volatilité du cours de l'action liée à ses régimes d'unités d'actions différées et d'unités d'actions liées au rendement. Au 31 décembre 2022, le montant notionnel de l'accord était de 1 066 000 actions au prix de 8,34 \$ (31 décembre 2021, le montant notionnel de l'accord était de 766 000 actions au prix de 13,43 \$). La juste valeur au 31 décembre 2022 représentait un recevable de moins d'un million de dollars (un recevable de moins d'un million de dollars au 31 décembre 2021).

NOTE 17 AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Avantages du personnel	18	95	118
Autres	21	16	20
		111	138
Moins : Partie à court terme		(14)	(16)
		97	122

Au 31 décembre 2022, le solde de la ligne « Autres » comprend un montant de 2 M\$ (au 31 décembre 2021 - 4 M\$) relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

NOTE 18 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris des régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Le tableau qui suit fait état des postes et des sections des états financiers consolidés dans lesquels les montants et activités liés aux avantages postérieurs à l'emploi sont inclus.

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Obligations inscrites au bilan consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées - Actifs (Surplus)		(40)	(29)
Régimes de retraite à prestations déterminées - Passifs		30	39
	18 A	(10)	10
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18 B	65	79
Passifs nets à long terme inscrits au bilan consolidé		55	89
Charges comptabilisées dans les résultats consolidés au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées		5	6
Régimes de retraite à cotisations déterminées		37	35
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées		4	6
Régime de retraite à prestations déterminées inclus en activités abandonnées		—	1
		46	48
Autres éléments du résultat global consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	18 A	(20)	(24)
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18 B	(13)	(5)
		(33)	(29)

A. RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des REER collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une indexation en fonction de l'inflation.

La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs mais, dans le cas des régimes sans capitalisation, la Société assume les obligations au titre du versement des prestations lorsqu'elles deviennent exigibles. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par la réglementation locale et les pratiques en usage dans chaque pays.

La responsabilité de ces régimes - soit la supervision de tous les aspects du régime, y compris les décisions de placement et l'établissement des calendriers de cotisations - incombe à la Société. La Société a mis sur pied des comités de placements et a retenu les services d'experts professionnels indépendants d'expérience, notamment des gestionnaires de placement, des conseillers en investissement, des actuaires et des gardiens de valeurs pour l'aider à gérer les régimes.

Les variations de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite au titre des prestations déterminées se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIMES	TOTAL	EFFET DES EXIGENCES DE FINANCEMENT MINIMAL (DE LA LIMITATION AU PLAFOND DE L'ACTIF)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2021	551	(495)	56	13	69
Coût des services rendus	4	—	4	—	4
Charge (produit) d'intérêts	13	(11)	2	—	2
Incidence sur le résultat net consolidé	17	(11)	6	—	6
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	—	1	1	—	1
Gains découlant des changements dans les hypothèses financières	(29)	—	(29)	—	(29)
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	4	4
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	(29)	1	(28)	4	(24)
Activités abandonnées	(35)	(1)	(36)	—	(36)
Cotisations					
Employeurs	—	(5)	(5)	—	(5)
Participants aux régimes	1	(1)	—	—	—
Prestations versées	(30)	30	—	—	—
Au 31 décembre 2021	475	(482)	(7)	17	10
Coût des services rendus	4	—	4	—	4
Charge (produit) d'intérêts	14	(13)	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	18	(13)	5	—	5
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	—	73	73	—	73
Gains découlant des changements dans les hypothèses démographiques	(1)	—	(1)	—	(1)
Gains découlant des changements dans les hypothèses financières	(93)	—	(93)	—	(93)
Pertes liées à l'expérience	1	—	1	—	1
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	(93)	73	(20)	—	(20)
Cotisations					
Employeurs	—	(5)	(5)	—	(5)
Participants aux régimes	1	(1)	—	—	—
Prestations versées	(29)	29	—	—	—
Au 31 décembre 2022	372	(399)	(27)	17	(10)

Le tableau qui suit présente une répartition par pays de l'obligation au titre des prestations déterminées et des actifs des régimes :

	2022		
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	337	8	345
Juste valeur des actifs des régimes	393	6	399
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(56)	2	(54)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	17	—	17
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	27	—	27
Passifs (actifs) inscrits au bilan consolidé	(12)	2	(10)

	2021		
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	432	10	442
Juste valeur des actifs des régimes	475	7	482
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(43)	3	(40)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	17	—	17
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	33	—	33
Passifs inscrits au bilan consolidé	7	3	10

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	2022		2021	
	CANADA	ÉTATS-UNIS	CANADA	ÉTATS-UNIS
Taux d'actualisation obligation (fin de période)	5,20 %	4,90 %	3,00 %	2,40 %
Taux d'actualisation obligation (début de période)	3,00 %	2,40 %	2,50 %	2,00 %
Taux d'actualisation (coût des services rendus)	5,20 %	4,90 %	3,30 %	2,40 %
Taux d'augmentation des salaires	Entre 2,00 % et 2,50 %	s.o.	Entre 2,00 % et 2,50 %	s.o.
Taux d'inflation	2,00 %	s.o.	2,00 %	s.o.

Les hypothèses relatives au taux de mortalité futur reposent sur les conseils d'actuaire, qui s'appuient sur les statistiques publiées et l'expérience dans chaque pays. Le tableau qui suit fait état de l'espérance de vie moyenne, en années, établie en fonction de ces hypothèses pour un participant qui prend sa retraite à l'âge de 65 ans pour les régimes canadiens, qui représentent 98 % de l'ensemble des régimes :

	2022	2021
Départ à la retraite à la date de clôture		
Homme	22,0	22,0
Femme	24,4	24,3
Départ à la retraite 20 ans après la date de clôture		
Homme	23,0	23,0
Femme	25,3	25,3

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation canadienne au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses indiquées. Les effets d'un changement d'hypothèse sur chaque régime sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉTERMINÉES		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,10) %	2,20 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,30 %	(0,30) %

	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE
Espérance de vie	2,50 %

Les actifs des régimes, qui servent au financement des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société, s'établissent comme suit :

					2022
(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	7	—	—	7	1,8 %
Obligations					
Obligations canadiennes	54	46	—	100	
Obligations étrangères	—	1	—	1	
	54	47	—	101	25,3 %
Actions					
Actions canadiennes	13	—	—	13	
Actions étrangères	3	—	—	3	
	16	—	—	16	4,0 %
Fonds communs					
Fonds communs d'obligations étrangères	—	5	—	5	
Fonds communs d'actions canadiennes	2	1	—	3	
Fonds communs d'actions étrangères	—	45	—	45	
Fonds communs de placements alternatifs	—	32	—	32	
	2	83	—	85	21,3 %
Autres					
Rentes assurées	—	190	—	190	
	—	190	—	190	47,6 %
	79	320	—	399	

					2021
(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	5	—	—	5	1,1 %
Obligations					
Obligations canadiennes	72	52	—	124	
Obligations étrangères	—	1	—	1	
	72	53	—	125	25,9 %
Actions					
Actions canadiennes	16	—	—	16	
Actions étrangères	3	—	—	3	
	19	—	—	19	3,9 %
Fonds communs					
Fonds communs d'obligations étrangères	—	6	—	6	
Fonds communs d'actions canadiennes	4	1	—	5	
Fonds communs d'actions étrangères	—	50	—	50	
Fonds communs de placements alternatifs	—	29	—	29	
	4	86	—	90	18,7 %
Autres					
Rentes assurées	—	243	—	243	
	—	243	—	243	50,4 %
	100	382	—	482	

Les actifs des régimes de retraite ne comprennent pas d'actions de la Société. La Société a souscrit des prestations annuelles de rente d'une valeur approximative de 190 M\$ pour s'acquitter des paiements futurs.

B. RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI AUTRES QUE LES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie, ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et l'allocation de retraite n'est plus offerte à la majeure partie des employés embauchés après 2002.

Les montants comptabilisés dans le bilan consolidé ont été déterminés, par pays, comme suit :

	2022		
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	61	4	65
Passifs inscrits au bilan consolidé	61	4	65

	2021		
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	75	4	79
Passifs inscrits au bilan consolidé	75	4	79

Les variations de l'obligation nette au titre des prestations déterminées pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2021	105	—	105
Coût des services rendus	2	—	2
Coût des services passés	2	—	2
Charge d'intérêts	2	—	2
Incidence sur le résultat net consolidé	6	—	6
Réévaluations			
Gain découlant de changements dans les hypothèses démographiques	(1)	—	(1)
Gains découlant de changements dans les hypothèses financières	(3)	—	(3)
Gains liés à l'expérience	(1)	—	(1)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	(5)	—	(5)
Activités abandonnées	(23)	—	(23)
Prestations versées	(4)	—	(4)
Au 31 décembre 2021	79	—	79
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	2	—	2
Incidence sur le résultat net consolidé	4	—	4
Réévaluations			
Gains découlant de changements dans les hypothèses financières	(12)	—	(12)
Gains liés à l'expérience	(1)	—	(1)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	(13)	—	(13)
Prestations versées	(5)	—	(5)
Au 31 décembre 2022	65	—	65

La méthode de comptabilisation, les hypothèses relatives au taux d'actualisation et à l'espérance de vie et la fréquence des évaluations des prestations postérieures à l'emploi sont similaires à celles qui sont utilisées pour les régimes de retraite à prestations déterminées, si ce n'est de l'ajout d'hypothèses actuarielles en ce qui concerne l'augmentation à long terme du coût des soins de santé, fixée à 4,81 % par année en moyenne (4,81 % en 2021).

Le tableau qui suit fait état de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses. Les effets sur chaque régime d'un changement d'hypothèse sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,10) %	1,80 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,50 %	(0,50) %
Augmentation du coût des soins de santé	1,00 %	1,50 %	(1,20) %
			AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE
Espérance de vie			1,40 %

C. RISQUES ET AUTRES CONSIDÉRATIONS RELATIFS AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

En raison de ses régimes à prestations déterminées, la Société est exposée à un certain nombre de risques, les plus importants étant décrits ci-après.

Volatilité des actifs

Les passifs des régimes sont calculés au moyen d'un taux d'actualisation établi par référence au taux de rendement des obligations de sociétés de qualité supérieure; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, il y aura une perte d'expérience. La plupart des régimes de la Société détiennent tous des titres de capitaux propres qui, selon les attentes, devraient afficher à long terme un rendement supérieur à celui des obligations de sociétés, tout en introduisant un élément de volatilité et de risque à court terme.

La Société a convenu que lorsqu'un régime sera en meilleure santé financière et/ou lorsque le taux de rendement des obligations utilisé pour fins d'évaluation de solvabilité sera plus élevé, la Société réduira le niveau du risque de placement en investissant dans des actifs qui permettent un meilleur appariement avec les passifs.

Au 31 décembre 2022, 66 % des actifs de régimes étaient investis dans des titres à revenus fixes. Au 31 décembre 2022, la valeur totale des rentes assurées s'élevait à 190 M\$.

Cependant, la Société estime qu'étant donné son expérience et la nature à long terme des passifs des régimes, le maintien d'un certain niveau de placements en titres de capitaux propres demeure approprié dans le cadre de sa stratégie à long terme, qui consiste à gérer les régimes avec efficacité. Les placements sont diversifiés, de sorte que la défaillance d'un placement n'aurait pas d'incidence importante sur le niveau des actifs pris dans leur ensemble. Les régimes ne sont pas exposés à un risque de change important.

Variations des rendements des obligations

Une diminution des rendements des obligations de sociétés se traduira par une augmentation des passifs des régimes, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une augmentation de la valeur des obligations détenues par les régimes.

Risque d'inflation

Les prestations ne sont pas indexées. Seules les prestations futures de membres actifs se fondent sur les salaires. Par conséquent, ce risque n'est pas significatif.

Espérance de vie

Comme l'essentiel des obligations des régimes consistent à verser des prestations pendant la durée de vie du participant, l'accroissement de l'espérance de vie fera augmenter les passifs des régimes.

Chaque analyse de sensibilité présentée dans cette note repose sur la substitution d'une hypothèse, les autres hypothèses étant maintenues constantes. En pratique, cette situation est peu susceptible de se produire, et les changements touchant certaines des hypothèses peuvent afficher une corrélation. Aux fins du calcul de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements dans les hypothèses actuarielles importantes, la méthode utilisée (valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées calculée selon la méthode des unités de crédit projetées à la date de clôture) est la même que pour le calcul du passif comptabilisé dans le bilan consolidé.

Au 31 décembre 2022, l'excédent net total des régimes de retraite capitalisés de la Société (pour la plupart au Canada) totalisait 54 M\$ (un excédent de 40 M\$ au 31 décembre 2021). Les cotisations anticipées au titre des services rendus au cours de la période s'établissent à 3 M\$ et seront versées dans le cadre de l'activité normale. En ce qui a trait au besoin de flux de trésorerie, ces régimes devraient nécessiter des cotisations nettes approximatives de 2 M\$ en 2023, puisque 1 M\$ des cotisations de l'employeur seront payées à même les surplus des régimes.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations déterminées est de 9 ans (12 ans en 2021).

Le tableau qui suit présente une analyse de l'échelonnement prévu des versements de prestations de retraite et des autres régimes non actualisés :

(en millions de dollars canadiens)	UN AN	DEUX ANS	ENTRE TROIS ET CINQ ANS	ENTRE SIX ET DIX ANS	TOTAL
Prestations de retraite	30	30	91	632	783
Prestations pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	6	12	24	76	118
Au 31 décembre 2022	36	42	115	708	901

Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2022.

NOTE 19 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

a. La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Impôts exigibles	11	9
Impôts différés	(33)	—
	(22)	9

b. La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats basée sur le taux réel d'imposition diffère du recouvrement d'impôts basé sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Recouvrement d'impôts sur les résultats basé sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	(10)	(10)
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :		
Réévaluation des années antérieures	(6)	4
Renversment d'un actif d'impôt différé lié à des pertes des années antérieures	—	18
Écarts permanents	(6)	(2)
Autres	—	(1)
	(12)	19
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	(22)	9

Le taux moyen pondéré d'impôts était de 24,27 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 (26,03 % en 2021).

c. La charge d'impôts lié aux autres éléments du résultat global consolidé s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Conversion des devises liées aux activités de couverture	(3)	1
Conversion des devises liées aux activités de couverture en activités abandonnées	—	1
Couverture de flux de trésorerie	1	1
Gain actuariel sur les obligations postérieures à l'emploi	8	7
Charge d'impôts sur les résultats	6	10

d. L'analyse des actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Actifs d'impôt différé :		
Actifs d'impôt différé à récupérer après plus de douze mois	372	299
Reclassement des entités légales par juridiction	(258)	(161)
	114	138
Passifs d'impôt différé :		
Passifs d'impôt différé à utiliser après plus de douze mois	390	353
Reclassement des entités légales par juridiction	(258)	(161)
	132	192
	(18)	(54)

e. La variation du compte d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Solde au début de l'exercice		(54)	(40)
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		33	—
Variation des crédits d'impôt, après déduction des impôts y afférents		13	11
Par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global consolidé		(6)	(10)
Par l'intermédiaire de la cession d'entreprise et des activités abandonnées	5	—	(16)
Écarts de conversion		(4)	1
Solde à la fin de l'exercice		(18)	(54)

f. Les variations des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaillent comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	AVANTAGE FISCAL COMPTABILISÉ DÉCOULANT DES PERTES FISCALES	AVANTAGES DU PERSONNEL	DÉPENSES SUR LA RECHERCHE	CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS	INSTRUMENTS FINANCIERS	DETTE À LONG TERME	CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2021		140	36	10	65	—	—	38	42	331
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		12	(4)	(4)	(4)	—	3	2	(8)	(3)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt		—	—	—	11	—	—	—	—	11
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	(7)	—	—	—	—	—	—	(7)
Par l'intermédiaire de la cession d'entreprise et des activités abandonnées	5	(25)	(2)	—	(1)	—	—	—	(5)	(33)
Au 31 décembre 2021		127	23	6	71	—	3	40	29	299
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		19	(5)	24	2	3	(3)	(13)	6	33
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt		—	—	—	13	—	—	—	—	13
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	(6)	—	—	—	—	—	—	(6)
Autres		—	—	—	—	—	—	21	—	21
Écarts de conversion		7	—	—	2	—	—	1	2	12
Au 31 décembre 2022		153	12	30	88	3	—	49	37	372

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DETTE À LONG TERME	ACTIFS INCORPORELS	INSTRUMENTS FINANCIERS	INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2021		312	8	35	—	16	—	371
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		19	(8)	(12)	(1)	(2)	1	(3)
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	—	—	3	—	—	3
Par l'intermédiaire de la cession d'entreprise et des activités abandonnées	5	(17)	—	—	—	—	—	(17)
Écarts de conversion		(2)	—	—	1	—	—	(1)
Au 31 décembre 2021		312	—	23	3	14	1	353
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		7	—	(9)	—	3	(1)	—
Autres		21	—	—	—	—	—	21
Écarts de conversion		15	—	—	—	1	—	16
Au 31 décembre 2022		355	—	14	3	18	—	390

g. La Société a cumulé des pertes fiscales constatées totalisant environ 611 M\$ qui peuvent être portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir. L'avantage fiscal découlant du report de 153 M\$ de ces pertes a été comptabilisé à titre d'actif d'impôt différé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où l'utilisation des pertes reportées par l'intermédiaire de revenu imposable futur est probable.

NOTE 20 CAPITAL-ACTIONS

A. GESTION DU CAPITAL

Le capital se définit comme les dettes à long terme, les emprunts et avances bancaires moins la trésorerie et équivalents de trésorerie, et les capitaux propres des actionnaires qui incluent le capital-actions.

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(102)	(174)
Emprunts et avances bancaires	3	1
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	2 065	1 524
Dettes nettes	1 966	1 351
Capitaux propres totaux	1 928	1 927
Capitaux totaux	3 894	3 278

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir un rendement aux actionnaires;
- conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- engager des dépenses en immobilisations adéquates dans l'infrastructure des unités d'affaires afin d'assurer l'aspect concurrentiel des activités; et
- racheter des actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat annuel.

La Société détermine le montant de capital proportionnellement aux risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

La Société assure mensuellement et trimestriellement le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement. La Société doit également respecter certaines restrictions imposées par diverses ententes bancaires. Ces ratios sont calculés sur une base consolidée ajustée des filiales avec recours seulement. Ces restrictions se composent du ratio de la dette à long terme sur la capitalisation de 65 % et du ratio de couverture des intérêts de 2,25 x. La Société doit également respecter un ratio de couverture des intérêts consolidés avant de contracter d'autres emprunts. La dette à long terme se compose des passifs figurant au bilan consolidé, y compris les garanties et les privilèges relatifs à la dette à long terme d'une autre personne, mais exclusion faite des autres passifs à long terme, des comptes créditeurs, des obligations au titre de contrats de location-exploitation et des autres obligations à payer (1 933 M\$ en 2022; 1 357 M\$ en 2021). Le ratio de capitalisation est calculé en ajoutant les capitaux propres des actionnaires inscrits au bilan consolidé à la dette à long terme. Les capitaux propres des actionnaires ont été ajustés à la hausse de 208 M\$ pour ajouter l'effet de la transition aux IFRS au 31 décembre 2010. Le ratio de couverture des intérêts est calculé en divisant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) par les frais de financement. Le BAIIA représente le bénéfice net des quatre derniers trimestres majoré des frais de financement, des impôts, de l'amortissement, des charges liées aux options sur actions et des dividendes versés par une personne avec laquelle la Société n'a pas de relation de crédit (279 M\$ en 2022; 360 M\$ en 2021). Sont exclus du bénéfice net, la quote-part des résultats des placements dans des titres de capitaux propres et les gains ou les pertes découlant des éléments non récurrents. Les frais de financement sont calculés en ajoutant aux intérêts et aux frais financiers déterminés selon les IFRS, les intérêts capitalisés, exclusion faite de l'amortissement des frais de financement reportés et des frais de financement ainsi que des gains et pertes non réalisés découlant des ententes de couverture. Ils excluent également les gains et les pertes liés à la conversion de la dette à long terme libellée en devises. Le ratio de couverture des intérêts consolidés pour contracter d'autres emprunts est calculé comme le définissent la convention régissant les billets subordonnés non garantis datée du 26 novembre 2019.

Au 31 décembre 2022, le ratio de la dette à long terme sur la capitalisation s'établissait à 48,18 % et le ratio de couverture des intérêts était de 3,27 x. La Société respecte les exigences relatives aux ratios imposées par ses créanciers.

La convention de crédit de la Société comprend certaines restrictions habituelles pour ces types de prêts telles que des limites pour contracter de nouvelles dettes et pour donner des garanties ou pour vendre des actifs sans le consentement des prêteurs.

Les billets subordonnés non garantis sont sujets à certaines restrictions habituelles qui limitent la capacité de la Société, entre autres, à obtenir des dettes additionnelles et à payer des dividendes et d'autres paiements restreints, comme le définissent la convention régissant les billets subordonnés non garantis de la Société datée du 26 novembre 2019.

Au cours des cinq dernières années, la Société a investi entre 125 M\$ et 200 M\$ par année en achats d'immobilisations corporelles, en excluant les projets majeurs stratégiques. Ces montants sont soigneusement examinés au cours de l'année par rapport aux résultats d'exploitation et aux actions stratégiques approuvées par le conseil d'administration. Ces investissements, combinés à l'entretien annuel, renforcent la stabilité des unités d'affaires de la Société et améliorent sa compétitivité sur le plan des coûts grâce aux nouvelles technologies et aux procédures améliorées.

La Société a mis sur pied un programme de rachat annuel afin de racheter ses actions ordinaires en circulation lorsque la direction juge que le cours du marché est approprié. En plus des limitations par rapport au rachat d'actions ordinaires dans le cours normal des activités, la Société doit respecter certaines restrictions définies dans les conventions régissant les billets subordonnés non garantis, lesquelles précisent le montant qui peut être utilisé pour racheter des actions ordinaires.

B. AUTORISÉ ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et en un nombre illimité d'actions de catégories A et B pouvant être émises en séries sans valeur nominale. Au cours des deux derniers exercices, les actions ordinaires ont fluctué de la façon suivante :

NOTE	2022		2021	
	NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS
Solde au début de l'exercice	100 860 362	614	102 276 230	622
Actions ordinaires émises lorsque les options d'achat d'actions sont levées 20 D	355 686	2	235 732	2
Rachat d'actions ordinaires 20 C	(854 421)	(5)	(1 651 600)	(10)
Solde à la fin de l'exercice	100 361 627	611	100 860 362	614

C. RACHAT D'ACTIONS ORDINAIRES

En 2022, dans le cours normal des activités, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions ordinaires pour un maximum de 2 015 053 actions ordinaires auprès de la Bourse de Toronto, ce qui représentait approximativement 2 % des actions ordinaires émises et en circulation. L'autorisation de rachat est valable pour la période du 19 mars 2022 au 18 mars 2023. En 2022, la Société a racheté 854 421 actions ordinaires pour un montant de 9 M\$ dans le cadre de ce programme (1 651 600 actions ordinaires pour un montant de 26 M\$ en 2021).

D. ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société a émis 355 686 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options pour un montant de 1 M\$ (2 M\$ en 2021 pour 235 732 actions ordinaires émises).

E. BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION ORDINAIRE

Le bénéfice net (perte nette) de base et dilué par action ordinaire se détaillent de la façon suivante :

	2022	2021
Perte nette des activités poursuivies attribuable aux actionnaires (en millions de dollars canadiens)	(34)	(59)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires (en millions de dollars canadiens)	(34)	162
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation (en millions)	101	102
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	101	103
Perte nette des activités poursuivies de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,34) \$	(0,59) \$
Perte nette des activités poursuivies diluée par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,34) \$	(0,59) \$
Bénéfice net (perte nette) de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,34) \$	1,60 \$
Bénéfice net (perte nette) dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,34) \$	1,59 \$

Au 31 décembre 2022, 1 922 125 options d'achat d'actions ont été exclues en raison de leur effet antidilutif (2021 — 382 999 options d'achat d'actions). Au 22 février 2023, la Société n'avait racheté aucune action ordinaire depuis le début de l'exercice 2023.

F. LES DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE SE DÉTAILLENT COMME SUIT :

	2022	2021
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars canadiens)	0,48 \$	0,48 \$

NOTE 21 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

A. OPTIONS

Selon les termes d'un régime de rémunération à base d'actions pour les membres de la direction et les employés clés de la Société, adopté le 15 décembre 1998, révisé le 15 mars 2013 et approuvé par les actionnaires le 8 mai 2013, un solde de 606 052 actions ordinaires est spécifiquement réservé pour émission. Chaque option expirera à une date ne pouvant pas dépasser 10 ans suivant la date de son octroi. Le prix d'exercice d'une option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande de l'action à la date de l'octroi, déterminée comme étant la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Toronto des cinq jours de Bourse précédant la date d'octroi. Les modalités d'exercice des options octroyées sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les douze mois après la date du premier anniversaire de l'octroi et jusqu'à 25 % additionnels tous les douze mois après les deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'octroi. Les options ne peuvent pas être exercées si la valeur marchande de l'action est inférieure à sa valeur comptable à la date de l'octroi. Les options exercées sont réglées en actions. Le coût de la rémunération à base d'actions lié à ces options s'élevait à 1 M\$ en 2022 (1 M\$ en 2021).

Les changements dans le nombre d'options en circulation aux 31 décembre 2022 et 2021 se détaillent comme suit :

	2022		2021	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)
Solde au début de l'exercice	2 373 416	9,10	2 433 090	8,42
Octroyées	785 532	10,26	189 752	14,67
Exercées	(355 686)	4,47	(235 732)	6,50
Annulées	(8 918)	11,21	(13 694)	10,76
Solde à la fin de l'exercice	2 794 344	10,01	2 373 416	9,10
Options acquises - à la fin de l'exercice	1 740 282	9,27	1 920 056	8,01

Le prix moyen pondéré de l'action au moment de l'exercice des options était de 10,15 \$ (14,81 \$ en 2021).

Les options suivantes étaient en circulation le 31 décembre 2022 :

ANNÉE DE L'OCTROI	OPTIONS EN CIRCULATION		OPTIONS ACQUISES		DATE D'EXPIRATION
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	
2013	304 203	5,18	304 203	5,18	2023
2014	297 030	6,10	297 030	6,10	2023 - 2024
2015	270 986	7,66	270 986	7,66	2023 - 2025
2016	244 654	9,75	244 654	9,75	2023 - 2026
2017	194 810	14,28	194 810	14,28	2023 - 2027
2018	149 981	12,39	149 981	12,39	2023 - 2028
2019	188 702	11,97	142 188	11,97	2023 - 2029
2020	178 768	13,95	89 790	13,95	2023 - 2030
2021	186 610	14,67	46 640	14,67	2031
2022	778 600	10,26	—	10,26	2032
	2 794 344		1 740 282		

JUSTE VALEUR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS OCTROYÉES

Les prix des options ont été établis à partir du modèle d'évaluation de Black & Scholes. La volatilité attendue est basée sur la volatilité du cours historique des six dernières années. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de 2,37 \$ (2021 — 4,09 \$) à la date d'octroi de chaque option émise aux employés :

	2022	2021
Prix de l'action à la date d'octroi	10,29 \$	14,94 \$
Prix d'exercice	10,26 \$	14,67 \$
Taux d'intérêt sans risque	2,68 %	1,07 %
Taux de dividende prévu	4,66 %	3,21 %
Durée prévue des options	6,25 ans	6 ans
Volatilité attendue	36 %	39 %

B. RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS

La Société offre à ses employés canadiens un régime d'achat d'actions ordinaires. Les employés peuvent cotiser volontairement jusqu'à un maximum de 5 % de leur salaire et, si certaines conditions sont remplies, la Société cotisera au régime à raison de 25 % de la cotisation de l'employé.

Les actions sont achetées sur le marché à une date prédéterminée chaque mois. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, la participation de la Société au régime s'élevait à 2 M\$ (2 M\$ en 2021).

C. RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions liées au rendement (UAR) au profit de ses dirigeants et employés clés, leur permettant de recevoir une partie de leur rémunération sous forme d'UAR. Une UAR est une unité nominale de valeur équivalente à une action ordinaire de la Société. Périodiquement, le nombre d'UAR faisant partie de la rémunération est ajusté en fonction du rendement sur le capital utilisé moyen de trois ans (RCU) et pour l'émission 2022 et après, d'un indicateur d'émissions de gaz à effet de serre (GES) (cible moyenne sur deux ans de réduction des GES en kg de CO₂). Ce nombre est obtenu en multipliant le nombre d'UAR à l'octroi par un facteur selon le RCU atteint et par un facteur sur l'indicateur GES. Les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAR sous forme d'espèces et basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date d'acquisition.

Les UAR s'acquiert sur une période de deux ans à compter de l'octroi. La charge liée aux UAR et le passif correspondant sont comptabilisés durant la période d'acquisition. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires, le RCU moyen anticipé, l'indicateur GES moyen anticipé et le passage du temps. Au 31 décembre 2022, la Société avait émis un total de 848 292 UAR (611 847 UAR en 2021), pour une juste valeur de 1 M\$ (2 M\$ en 2021). En 2022, la Société a payé 1 M\$ pour les UAR (2 M\$ en 2021).

D. RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) au profit de ses administrateurs externes, dirigeants et employés clés leur permettant de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale de valeur équivalente aux actions ordinaires de la Société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration ou quittent la Société, les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAD cumulées sous forme d'espèces basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date de démission du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date d'octroi. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires. Au 31 décembre 2022, la Société avait un total de 1 033 303 UAD en circulation (759 927 UAD en 2021), représentant un passif de 11 M\$ (13 M\$ en 2021). En 2022, la Société a payé moins d'un million de dollars pour les UAD (2 M\$ en 2021). Au 15 janvier 2023, la Société a émis 129 161 UAD.

E. RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS AVEC RESTRICTIONS

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions avec restrictions (UAAR) au profit de ses dirigeants et employés clés, leur permettant de recevoir une partie de leur rémunération sous forme d'UAAR. Une UAAR est une unité nominale de valeur équivalente à une action ordinaire de la Société. Les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAAR sous forme d'espèces et basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date d'acquisition.

Les UAAR s'acquiert sur une période de trois ans à compter de l'octroi. La charge liée aux UAAR et le passif correspondant sont comptabilisés durant la période d'acquisition. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires et le passage du temps. Au 31 décembre 2022, la Société avait émis un total de 23 605 UAAR pour une juste valeur de moins d'un million de dollars.

NOTE 22 CHARGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Salaires et avantages		945	899
Options d'achat d'actions octroyées aux administrateurs et employés	21 A	1	1
Régimes de retraite à prestations déterminées	18	5	6
Régimes de retraite à cotisations déterminées	18	37	35
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18	4	6
		992	947

En 2022, la Société n'a reçu aucun montant du programme d'aide « Subventions salariales d'urgence du Canada ». En 2021, 1 M\$ a été reçu et a été comptabilisé dans les « Salaires et avantages ».

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil d'administration, le président et les vice-présidents de la Société. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants pour leurs services est présentée ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Salaires et autres avantages à court terme	12	14
Avantages postérieurs à l'emploi	2	2
Paiements fondés sur des actions	3	3
	17	19

NOTE 23

BAISSES DE VALEUR, FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRE PERTE (GAIN)

2022

(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE			PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Baisses de valeur						
Pièces de rechange	—	—	—	4	—	4
Immobilisations corporelles	10	—	10	85	—	95
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie limitée	—	3	3	—	—	3
	10	3	13	89	—	102
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	(16)	(16)	(4)	—	(20)
Frais de restructuration	—	—	—	3	—	3
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	7	—	7	—	(1)	6
	17	(13)	4	88	(1)	91

2021

(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE			PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Baisses de valeur						
Pièces de rechange	—	—	—	1	—	1
Immobilisations corporelles	1	—	1	16	—	17
Listes et relations avec les clients	—	—	—	35	—	35
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie limitée	—	—	—	36	—	36
	1	—	1	88	—	89
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	—	—	(40)	—	(40)
Frais de restructuration	4	—	4	17	—	21
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	17	—	17	—	—	17
	22	—	22	65	—	87

BAISSES DE VALEUR

2022

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 10 M\$ sur certaines immobilisations corporelles relativement à la fermeture d'une usine au Canada et à des actifs inutilisés au Canada et aux États-Unis. La valeur recouvrable a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré une baisse de valeur de 3 M\$ sur l'écart d'acquisition liée à la fermeture d'une usine aux États-Unis. La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition a été déterminée selon l'approche basée sur les bénéfices.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 4 M\$ sur les pièces de rechange et de 10 M\$ sur certaines immobilisations corporelles liées à la fermeture définitive d'une usine aux États-Unis. La valeur recouvrable a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

Le secteur des papiers tissu a aussi enregistré une baisse de valeur de 55 M\$ sur du matériel et outillage découlant d'actifs acquis en 2019 aux États-Unis en raison d'un démarrage plus lent et d'une efficacité plus faible que prévue. La valeur recouvrable a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché. Pour ces mêmes usines, une baisse de valeur de 20 M\$ sur les bâtiments a été comptabilisée. La valeur recouvrable a été établie selon l'approche basée sur les bénéfices sur une période de 20 ans et un taux de capitalisation de 7,25 %.

2021

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ sur un équipement devenu inactif à la suite de l'introduction d'une nouvelle technologie. La valeur recouvrable était inférieure à la valeur comptable qui était basée sur sa juste valeur diminuée du coût de sortie estimé déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 1 M\$ sur les pièces de rechange découlant de la fermeture d'usines.

La dynamique du marché a entraîné des volumes inférieurs à la normale dans le secteur des papiers tissu. Plus précisément, les impacts sur les volumes dans le marché hors foyer ont commencé depuis le deuxième trimestre de 2020, tandis que la baisse des volumes dans le marché des produits de consommation a commencé à partir du deuxième trimestre de 2021 en raison d'une demande plus forte que d'habitude l'année précédente. La dynamique actuelle du marché a amené la Société à comptabiliser une baisse de valeur de 35 M\$ sur les listes et relations avec les clients et de 36 M\$ sur l'écart d'acquisition afin de refléter le fait que la valeur recouvrable du secteur était inférieure à sa valeur comptable. Le montant recouvrable des listes et relations avec les clients a été déterminée selon l'approche du marché. L'hypothèse la plus significative utilisée était un multiple de BAIIA de 7 x. La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition a été déterminée selon l'approche basée sur les bénéfices. Les principales hypothèses étaient le taux d'actualisation, les niveaux d'expéditions, les taux de change, le taux de croissance des revenus, les marges de BAIIA et les dépenses en immobilisations.

Le secteur des papiers tissu a également comptabilisé une baisse de valeur de 16 M\$ sur les immobilisations corporelles de l'une de ses UGT aux États-Unis en raison de conditions de marché difficiles et d'une sous-performance des actifs. La valeur recouvrable des actifs a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

TEST DE DÉPRÉCIATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

La répartition des écarts d'acquisition et des autres actifs à durée de vie illimitée se présente comme suit :

- L'écart d'acquisition de 487 M\$ du secteur de l'emballage carton-caisse est affecté à ce secteur.

Annuellement, la Société doit tester la totalité de son écart d'acquisition pour le test de dépréciation.

La Société a procédé à un test de dépréciation de l'écart d'acquisition de son secteur de l'emballage carton-caisse. À la suite de ce test de dépréciation, la Société a conclu que la valeur recouvrable du secteur dépassait sa valeur comptable et aucune baisse de valeur n'a donc été nécessaire. Les principales hypothèses utilisées par la Société sont la marge du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (marge BAIIA (A)), les dépenses en immobilisations, le taux de change et les expéditions en fonction des niveaux historiques et prévus.

La Société a appliqué l'approche basée sur les bénéfices pour évaluer la juste valeur diminuée des coûts de vente (niveau 2).

Toute chose étant égale par ailleurs, une augmentation raisonnable possible du taux d'actualisation de 1,8 % réduirait l'excédent à néant.

EMBALLAGE
CARTON-CAISSE

Taux d'actualisation	11,5 %
----------------------	--------

GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

2022

Le secteur des produits spécialisés a généré un gain de 16 M\$ sur la vente de terrains et d'un bâtiment relativement à des usines fermées au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré un gain de 4 M\$ sur le règlement d'un contrat d'approvisionnement.

2021

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 40 M\$ sur la vente de bâtiments liés aux usines fermées aux États-Unis et au Canada.

FRAIS DE RESTRUCTURATION

2022

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais additionnels totalisant 3 M\$ liés à la relocalisation d'actifs et aux indemnités de départ.

2021

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des indemnités de départ totalisant 3 M\$ dans le cadre du programme d'initiative d'accroissement des marges.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de fermeture totalisant 1 M\$ découlant de la fermeture d'usines en Ontario, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais additionnels totalisant 17 M\$ liés à la relocalisation d'actifs et aux indemnités de départ.

PERTE NON RÉALISÉE SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2022, la Société a enregistré une perte non réalisée de 6 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 17 M\$ en 2021, sur des instruments financiers qui ne sont pas désignés aux fins de la comptabilité de couverture. Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une perte non réalisée de 7 M\$ en 2022 et de 17 M\$ en 2021 découlant d'un contrat de vapeur intégrant des dérivés liés à notre site de carton-caisse de Niagara Falls. Les activités corporatives ont enregistré un gain non réalisé de 1 M\$ en 2022 relatif aux contrats de couverture financière pour les achats de gaz naturel.

NOTE 24 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A. LA VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT SE DÉTAILLE DE LA FAÇON SUIVANTE :

(en millions de dollars canadiens)	2022	2021
Comptes débiteurs	(30)	17
Impôts débiteurs	9	4
Stocks	(69)	(91)
Comptes créditeurs et charges à payer	(12)	46
Impôts créditeurs	(14)	(12)
	(116)	(36)

B. FRAIS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2022	2021
Intérêts sur la dette à long terme (incluant les intérêts sur les contrats de location)	14(b)	69	79
Revenus d'intérêts		—	(1)
Amortissement des frais financiers		2	3
Autres intérêts et frais bancaires		5	3
Charge d'intérêts sur avantages du personnel		3	4
Perte sur le rachat de la dette à long terme		—	20
Perte non réalisée sur la juste valeur d'option		—	1
Perte (gain) de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		9	(3)
		88	106

PERTE SUR LE RACHAT DE LA DETTE À LONG TERME

En 2021, la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$) et a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$.

PERTE NON RÉALISÉE SUR JUSTE VALEUR D'OPTION

En 2021, la Société a enregistré une perte non réalisée de 1 M\$ relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME ET SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

En 2022, la Société a enregistré une perte de 9 M\$ sur sa dette libellée en dollars américains et sur les instruments financiers connexes, comparativement à un gain de 3 M\$ en 2021. Ceci est composé de contrats de change à terme non désignés pour la comptabilité de couverture.

C. TOTAL DE LA DETTE NETTE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	EMPRUNTS ET AVANCES BANCAIRES	DETTE À LONG TERME	DETTE NETTE
Au 1^{er} janvier 2021		(384)	12	2 051	1 679
Flux de trésorerie					
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		565	—	—	565
Emprunts et avances bancaires		—	(11)	—	(11)
Évolution des crédits bancaires		—	—	5	5
Versements sur l'emprunt à terme	13	—	—	(6)	(6)
Rachat de billets subordonnés non garantis	13	—	—	(372)	(372)
Augmentation des autres dettes à long terme		—	—	5	5
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives		—	—	(69)	(69)
Cession d'entreprise incluse dans les activités abandonnées	5	(454)	—	—	(454)
Variations non monétaires					
Cession d'entreprise incluse dans les activités abandonnées	5	98	—	(111)	(13)
Conversion de devises sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		—	—	(11)	(11)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et d'immobilisations corporelles incluses dans les autres emprunts		—	—	45	45
Dispositions d'actifs au titre du droit d'utilisation		—	—	(4)	(4)
Amortissement des frais de financement		—	—	2	2
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis		—	—	(4)	(4)
Autres		—	—	(1)	(1)
Écarts de conversion		1	—	(6)	(5)
Au 31 décembre 2021		(174)	1	1 524	1 351
Flux de trésorerie					
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		70	—	—	70
Emprunts et avances bancaires		—	2	—	2
Évolution des crédits bancaires		—	—	323	323
Augmentation de l'emprunt à terme	13	—	—	355	355
Versements sur l'emprunt à terme	13	—	—	(219)	(219)
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives		—	—	(117)	(117)
Variations non monétaires					
Conversion de devises sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		—	—	32	32
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et d'immobilisations corporelles incluses dans les autres emprunts		—	—	87	87
Dispositions d'actifs au titre du droit d'utilisation		—	—	(2)	(2)
Amortissement des frais de financement		—	—	2	2
Autres		—	—	3	3
Écarts de conversion		2	—	77	79
Au 31 décembre 2022		(102)	3	2 065	1 966

NOTE 25 ENGAGEMENTS

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES, EN ACTIFS INCORPORELS, EN MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES ET EN CONTRATS DE SERVICE

Les dépenses en immobilisations corporelles, en actifs incorporels, en matières premières et fournitures et en contrats de service qui sont contractées à la fin de l'exercice, mais non encourues, sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)	2022				2021			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	CONTRATS DE SERVICE ET BAUX EXEMPTÉS	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	CONTRATS DE SERVICE ET BAUX EXEMPTÉS
Moins d'un an	107	9	18	22	104	8	4	29
Plus d'un an mais moins de cinq ans	—	—	19	14	—	—	19	9
Plus de cinq ans	—	—	—	2	—	—	4	1
	107	9	37	38	104	8	27	39

Les engagements pour les matières premières et les fournitures comprennent un montant de 25 M\$ en 2022 (27 M\$ en 2021) réparti sur cinq ans envers une entreprise associée.

NOTE 26 OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu les opérations suivantes avec des parties liées :

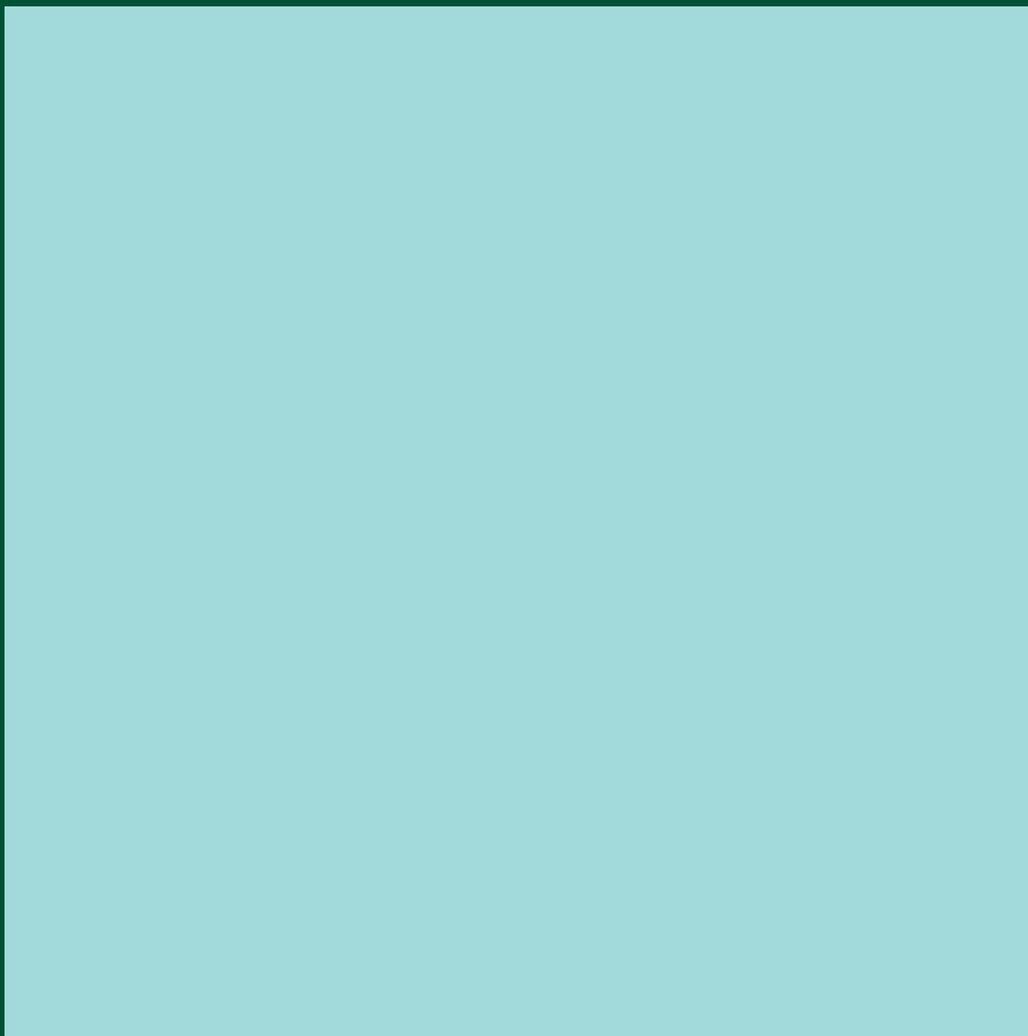
(en millions de dollars canadiens)	COENTREPRISES	ENTREPRISES ASSOCIÉES
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022		
Ventes aux parties liées	284	83
Achats auprès des parties liées	112	34
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021		
Ventes aux parties liées	263	61
Achats auprès des parties liées	89	37

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la juste valeur.

Les soldes suivants étaient en cours à la date de clôture :

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Débiteurs provenant des parties liées :		
Coentreprises	9	15
Entreprises associées	15	8
Créditeurs envers les parties liées :		
Coentreprises	4	5
Entreprises associées	2	1

Les comptes débiteurs provenant des parties liées résultent principalement de transactions de vente. Les comptes débiteurs ne sont pas garantis en nature et ne portent pas intérêt. Il n'y a pas de provision contre les comptes débiteurs provenant des parties liées. Les comptes créditeurs envers les parties liées résultent principalement de transactions d'achat. Les comptes créditeurs ne portent pas intérêt.



cascades.com

Imprimé sur du papier **Rolland Enviro^{MC} Satin**, 120M texte et **Rolland Enviro^{MC} Print**, 160M couverture, des papiers contenant 100 % de fibres postconsommation qui sont certifiés Procédé sans chlore. Ces papiers sont également certifiés FSC^{MD} et ÉcoLogo et sont fabriqués à partir d'énergie biogaz.

Production et design : **Service des communications de Cascades**
Préresse et impression : **Héon & Nadeau** — Photographie : **Brühmüller photographe**
Imprimé au Canada

